



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le lundi 12 décembre 1988

Vol. 30 - No 77

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Table des matières

Affaires courantes

Dépôt de documents

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec (CPMQ)	3945
Lettre du président de l'Assemblée à la députée de Maisonneuve	3945

Dépôt de rapports de commissions

Étude détaillée du projet de loi	
34 - Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives	3945
Étude détaillée des projets de loi	
71 - Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux et	
93 - Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière	3945
Étude détaillée du projet de loi	
91 - Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud	3945

Dépôt de pétitions

Mettre fin aux enquêtes sur les bénéficiaires de l'aide sociale	3945
---	------

Questions et réponses orales

Les convictions du premier ministre en matière de langue d'affichage	3946
L'usage de motions de clôture et la question linguistique	3948
La Cité écologique de l'ère du Verseau	3952
L'entretien du réseau de distribution d'Hydro-Québec	3953
Gestes posés à la suite de l'annonce de la fermeture de l'usine de Gillette à Saint-Laurent	3953

Réponse différée

Crédits accordés par les CLSC pour le maintien à domicile	3954
---	------

Motions sans préavis

Félicitations aux athlètes récipiendaires des prix Méritas	3955
Mme Carmen Juneau	3955
M. Yvon Picotte	3956

Avis touchant les travaux des commissions

3957

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

3957

Dépôt de document par le ministre des Transports

3957

Affaires du jour

Projet de loi 58 - Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation

Adoption du principe	3958
M. Claude Ryan	3958
M. François Gendron	3960
M. Claude Ryan (réplique)	3962
Renvoi à la commission de l'éducation	3963

Projet de loi 63 - Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec

Adoption du principe	3963
M. Claude Ryan	3963
M. François Gendron	3969
Mme Jeanne L. Blackburn	3975
M. Michel Tremblay	3979
M. Christian Claveau	3980
Renvoi à la commission de l'éducation	3983

Table des matières (suite)

Projet de loi 99 - Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	3984
M. Clifford Lincoln	3984
M. Jean-Pierre Charbonneau	3984
Adoption des amendements et du rapport	3986
Projet de loi 37 - Loi sur la sécurité du revenu	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	3987
M. André Bourbeau	3987
Mme Louise Harel	3990
M. André Bourbeau	3995
M. Jean Leclerc	3995
M. Jean-Pierre Charbonneau	3997
M. Jean A. Joly	3999
Mme Cécile Vermette	4000
M. André Bourbeau	4002
M. Maximilien Polak	4004
Mme Jeanne L. Blackburn	4006
M. André Bourbeau	4007
M. Denis Perron	4009
M. Francis Dufour	4011
Mme Carmen Juneau	4012
M. Gérald Godin	4013
M. Yves Biais	4015
M. Jacques Brassard	4016
M. Roger Paré	4017
M. André Bourbeau	4019
Ajournement	4020

Abonnement 55 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 8 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec
 Distribution des documents parlementaires
 1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
 Québec, Qc
 G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
 Bibliothèque nationale du Québec
 ISSN 0709-3632

Le lundi 12 décembre 1988

(Quatorze heures quatorze minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Un moment de recueillement. Veuillez vous asseoir.

Aux affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi.

Dépôt de documents, M. le ministre responsable de l'application des lois professionnelles. En son nom, M. le leader du gouvernement.

Rapport annuel de la CPMQ

M. Gratton: Oui. Au nom de mon collègue, M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport annuel 1987-1988 de la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

Lettre du président à la
députée de Maisonneuve

Le Président: Document déposé. J'aimerais déposer copie d'une lettre que je faisais parvenir, ce matin, à Mme la députée de Maisonneuve. Document déposé.

Dépôt de rapports de commissions, M. le président de la commission des affaires sociales et député de Laval-des-Rapides. M. le vice-président, M. le député de Terrebonne.

Étude détaillée du projet de loi 34

M. Blais: Je dépose le rapport de la commission des affaires sociales qui a siégé les 10, 13, 15, 16, 17, 20, 21 et 22 juin 1988, ainsi que les 9, 10, 11, 16, 17, 22 novembre 1988, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives. Le projet de loi n'a pas été adopté.

Le Président: M. le député de Terrebonne, votre rapport de la commission est déposé.

Toujours à l'étape du dépôt de rapports de commissions, M. le président de la commission de l'économie et du travail et député de Verchères.

Étude détaillée des projets de loi 71 et 93

M. Charbonneau: M. le Président, je dépose d'abord le rapport de la commission qui a siégé les 7 et 8 décembre derniers afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux. Le projet de loi a été adopté. Je dépose également le rapport de la commission qui a siégé le 8 décembre afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière. Le projet de loi a été adopté avec des amendements.

Le Président: M. le député de Verchères, vos deux rapports sont maintenant déposés. M. le président de la commission d'aménagement et des équipements et député de Bertrand.

Étude détaillée du projet de loi 91

M. Parent (Bertrand): Oui, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 9 décembre 1988 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 91, la Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud. Le projet de loi a été adopté.

Le Président: M. le député de Bertrand, votre rapport de la commission est maintenant déposé.

M. le député de Taillon.

Mettre fin aux enquêtes sur les bénéficiaires de l'aide sociale

M. Filion: M. le Président, je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 282 pétitionnaires, citoyens et citoyennes du Québec.

Les faits invoqués sont les suivants: que des enquêtes abusives sont effectuées sur des milliers de bénéficiaires de l'aide sociale sur lesquels ne pèse aucun soupçon de fraude; que l'investigation consiste à initier des contacts avec des tiers du voisinage, à observer les lieux, à recueillir des informations auprès de personnes vivant dans l'entourage du bénéficiaire ou de commerces faisant affaires dans le milieu et d'employeurs de tout genre chez qui le bénéficiaire travaille, a travaillé ou est susceptible de travailler.

L'intervention réclamée se résume ainsi: à l'occasion du 40^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous demandons à l'Assemblée nationale du Québec d'intervenir auprès du ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu afin que cessent ces enquêtes abusives et pour que les mécanismes de contrôle mis en place respectent la dignité et la vie privée de nos concitoyens bénéficiaires de l'aide sociale.

Le Président: M. le député de Taillon, votre pétition est maintenant déposée.

Est-ce qu'il y a d'autres dépôts de pétitions?

Cet après-midi, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur une question de fait personnel.

Avant de procéder à la période régulière de questions, j'avise immédiatement les membres de cette Assemblée que M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu apportera un complément de réponse à Mme la députée de Chicoutimi au sujet des sommes versées par les

CLSC à des bénéficiaires, question posée la semaine dernière à M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Je suis prêt à reconnaître une première question principale, cet après-midi. M. le député de Taillon, en principale.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Les convictions du premier ministre en matière de langue d'affichage

M. Filion: M. le Président, en matière d'affichage commercial, la clause "nonobstant" n'est qu'une clef qui permet au Québec de préserver efficacement son visage français. J'aimerais revenir, aujourd'hui, sur le fond du débat relativement aux articles 58 et 69 de la Charte de la langue française qui prévoient l'unilinguisme français dans l'affichage commercial et les raisons sociales.

On sait que le Parti libéral a voté en bloc, en 1977, contre la loi 101. Il avait également voté en bloc contre la loi 57 en 1983. À ce sujet, j'invite d'ailleurs le premier ministre à relire les déclarations sans équivoque de plusieurs des membres de son Conseil des ministres actuel. D'autre part, plusieurs nouveaux députés libéraux se sont prononcés ouvertement en faveur du maintien des dispositions actuelles.

Ma question est simple, elle s'adresse au premier ministre: Au-delà du jugement des tribunaux qui feront ce qu'ils ont à faire, au-delà des scénarios, des stratégies, des tactiques alambiquées qui sont pondues par le bunker, j'aimerais simplement savoir du premier ministre quelles sont ses véritables convictions en ce qui concerne la langue d'affichage au Québec?

Le Président: M. le premier ministre.
(14 h 20)

M. Bourassa: M. le Président, je me serais attendu de la part de l'Opposition, peut-être par courtoisie, étant donné cette période de l'année, que nous soyons félicités chaleureusement d'avoir signé - c'est la première fois depuis 25 ans - une convention collective à la Société des alcools du Québec. Cela n'a été signalé nulle part.

Pour répondre, maintenant à la question du député de Taillon... Il y a de bonnes nouvelles, M. le Président: la solidité et la maturité des relations du travail actuellement au Québec. Pour ceux qui ont voté la loi 111, c'est à noter. Je veux dire au député de Taillon que j'ai répondu, jeudi matin, à sa question en ce qui a trait à la clause "nonobstant". Je n'ai pas encore entendu de commentaire du député de Taillon. On sait que c'est le gouvernement dont, entre autres, le chef de l'Opposition, le député de Mercier et également le député de Lac-Saint-Jean ont fait partie qui n'a pas voulu, en 1983, donner la priorité à la Charte de la langue française sur la Charte des droits et des libertés. C'est à cause

de cette situation que nous allons avoir un vide juridique puisque, dans le cas de la charte canadienne, la clause nonobstant avait été incluse. La charte canadienne, selon mes informations, nous permet d'être protégés sur le plan strictement juridique jusqu'au début de février. Donc, c'est cette omission, ce choix délibéré de la part du gouvernement à ce moment-là de ne pas - je ne parle pas de jugement de valeur, je constate les faits, comme je le disais au chef de l'Opposition - donner priorité à la Charte de la langue française qui crée le vide juridique. Pour ce qui a trait à la langue d'affichage, la position du gouvernement a été énoncée. On sait fort bien qu'on a une responsabilité - je l'ai encore dit, jeudi dernier - à titre de seul gouvernement à majorité francophone, donc qui, en vertu de son mandat populaire, doit protéger la langue française. Mais en même temps, j'entendais le député de Taillon lui-même, vendredi matin, s'émouvoir à l'occasion du 40e anniversaire de la déclaration des droits de l'homme ou des droits de la personne, alors que le ministre de la Justice faisait part de la nécessité d'accorder la liberté aux citoyens de communiquer entre eux. Cela comprend évidemment les consommateurs. Le député de Taillon n'a fait aucune mise au point. Il a endossé totalement l'article 19 qui parle de la liberté d'expression dans la déclaration universelle de l'ONU, adoptée il y a 40 ans. Alors, nous aussi, comme le député de Taillon, accordons de l'importance à la liberté d'expression.

M. Filion: M. le Président, puisqu'il est impossible de connaître les véritables convictions du premier ministre en matière de langue d'affichage, mais devant la division de son parti sur cette question, j'aimerais savoir du premier ministre s'il est prêt, aujourd'hui, à s'engager à tenir un vote libre, en cette Assemblée nationale, sur cette question.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: J'ai répondu très souvent au député de Taillon et plus souvent au chef de l'Opposition - demain matin, nous avons une commission des engagements financiers, il pourra peut-être reprendre ces questions avec le député de Lac-Saint-Jean également - que le programme du parti, c'était la priorité du français sans prohibition. Il s'agit de voir comment on peut appliquer le français prioritaire. C'est pourquoi nous attendons de voir le jugement de la Cour suprême. Je comprends que le député de Taillon veut maintenir le débat dans l'actualité. Je ne l'en blâme pas, c'est le rôle de l'Opposition, mais il sait fort bien que nous ne pouvons pas répondre d'une façon définitive avant de connaître l'interprétation de la Cour suprême. Vous-mêmes, constamment, depuis quelques mois, vous me demandez de référer à la Cour suprême la définition de la société distincte. C'est donc que

vous avez confiance en la Cour suprême.

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: C'est nouveau, mais...

M. Bourassa: Si vous me demandez de me référer constamment à la Cour suprême pour définir la société distincte, c'est que vous faites confiance à la plus haute cour du pays. Cette cour, jeudi prochain, doit nous donner son interprétation de la liberté d'expression. À ce moment-là, nous pourrions parler d'une façon plus définitive.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: Comment le premier ministre peut-il expliquer que, dans le cas de la langue d'affichage, il attend le jugement de la Cour suprême? Comment expliquer qu'il n'a pas attendu le jugement de la Cour suprême en ce qui regarde les fonds de retraite et les juges municipaux? La question linguistique, c'est drôlement important pour les Québécois. Comment se fait-il qu'il y ait deux poids deux mesures, alors que, pour l'identité québécoise, la langue, c'est primordial?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, je répondrai au chef de l'Opposition ceci: Si c'était si primordial, pourquoi avez-vous décidé d'aller devant la Cour d'appel, après le jugement Boudreault?

Des voix:...

M. Bourassa: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Vous avez vous-mêmes décidé - et le chef de l'Opposition était membre du gouvernement - quand la Cour supérieure a rendu son jugement sur la question linguistique, d'aller devant la Cour d'appel. Nous-mêmes, durant la campagne électorale, notre position était d'appliquer le programme du parti mais comme la cause était devant la Cour d'appel, nous avons dit: On va attendre le jugement de la Cour d'appel. Par la suite, il y avait également la cause de Singer. Et dans cette cause-là, il y a également eu jugement par la Cour d'appel. Donc, on a décidé dans cette cause-là, indépendamment de la volonté du gouvernement, d'aller en Cour suprême sur la question de l'unilinguisme. Donc, logiquement, techniquement, le Procureur général ne pouvait pas procéder. Nous ne pouvions pas procéder immédiatement alors qu'il y avait une cause devant la Cour suprême dans le cas de Singer. Un journaliste mentionnait que c'était Irwin Toys et disait que les deux

causes n'étaient pas faites en même temps. Ce n'est pas Irwin Toys, c'est la cause de Singer et c'est jeudi qu'on aura également le résultat. Je m'excuse de devoir rectifier les faits constamment sur cette question-là.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bourassa: Alors ce que je dis, M. le Président, c'est que vous-mêmes vous avez décidé d'aller devant la Cour d'appel pour connaître l'interprétation des tribunaux de la liberté d'expression. Et je ne vous en blâme pas encore une fois. Mais ça ne met pas en relief la grande logique du chef de l'Opposition.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président, est-ce que l'honorable juge pourrait aussi dire à cette Chambre que si on est allé en appel, c'est purement parce qu'on voulait que la loi 101 continue de s'appliquer? Il me semble qu'un gars qui se permet de faire des leçons de droit aux journalistes devrait au moins savoir ça. Si le PQ est allé en appel, c'est parce qu'il voulait que la loi 101 continue de s'appliquer, et vous le savez, M. le premier ministre. Cela, c'est une première remarque.

Deuxième remarque. Ma question au premier ministre était la suivante. Pourquoi, dans le cas de la langue, attend-il le jugement de la Cour suprême? Et pourquoi dans le cas des régimes privés d'assurance et dans le cas des juges municipaux, n'a-t-il pas attendu le jugement de la Cour suprême pour agir? C'était important. Il me semble que la langue doit être aussi importante que le cas des juges municipaux.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: On ne parle pas des mêmes questions. D'abord, vous auriez pu adopter la clause "nonobstant", vis-à-vis de la Charte des droits et libertés. Quand même, s'il vous plaît, oui.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: Encore une fois, je comprends que le chef de l'Opposition a toujours des fins de semaine très chargées dans son comté. On sait qu'il s'occupe de ses électeurs avec beaucoup de soins. Mais il n'a pas eu le temps de mettre à jour son dossier sur cette question linguistique, parce qu'il aurait pu constater que s'il voulait avoir la protection absolue du gouvernement, il avait fallu appliquer la clause "nonobstant".

Une voix: C'est bien évident.

M. Bourassa: Quant à l'autre partie de sa

question, la liberté d'expression est la valeur essentielle de notre civilisation. Donc, c'est une question fondamentalement importante. C'est pourquoi vous avez décidé vous-mêmes de la porter devant les tribunaux.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Oui, en additionnelle. Je pose à nouveau ma question au premier ministre. Il n'a pas répondu tantôt. Est-ce qu'il est prêt à consentir un vote libre pour qu'on puisse connaître les convictions des députés élus par la population si on a de la difficulté à connaître les siennes?

Une voix: Les droits de la personne.

M. Filion: Deuxièmement, est-ce que le premier ministre est prêt à se rendre au moins à l'avis du Conseil de la langue française qui recommandait qu'un débat de société s'imposait et *non* pas un débat de quelques heures, comme son gouvernement l'envisage pour la semaine prochaine?

Le Président: M. le premier ministre.

(14 h 30)

M. **Bourassa:** M. le Président, j'ai déjà répondu sur le vote libre, qu'il n'y avait pas de tradition parlementaire dans cette Assemblée sur l'existence d'un vote libre, ni dans le parti que je dirige. Pour ce qui a trait au débat de société, je devrai reprendre la réponse que j'ai donnée il y a quelques instants au député de Taillon. Le vide juridique auquel nous aurons à faire face le 19 décembre découle de vos propres décisions. Je l'ai établi très clairement. Alors, M. le Président, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte qu'il y aura lieu probablement... J'aime bien le répéter parce qu'il demeure quand même que nous ne connaissons pas le jugement. Plusieurs présumant qu'il ira dans un sens, mais nous devons attendre le jugement de la Cour suprême sur cette question-là. Mais s'il y avait un vide juridique, nous devons procéder rapidement. Je ne dis pas que je blâme l'Opposition actuelle d'avoir décidé, lorsqu'elle était au pouvoir, d'accorder la priorité à la Charte des droits et des libertés. Ce que je lui dis, c'est que son geste de ne pas avoir accordé la préférence à la loi 101 sur la Charte des droits et libertés va causer un vide juridique. Si le député de Taillon n'est pas d'accord, il pourra venir en discuter avec moi demain matin. Ce que je veux dire au député de Taillon, c'est que nous devons procéder rapidement. Ceci n'exclut pas que le débat sur l'avenir de la culture française puisse être poursuivi sur les tribunes les plus appropriées. Mais nous sommes quand même à l'aise de notre côté avec ce que nous avons fait, ayant été le premier gouvernement, au Québec, à établir le français comme seule langue officielle.

Nous sommes bien à l'aise pour poursuivre ce débat, mais nous voulons le poursuivre non pas d'une façon absolutiste ou unilatérale, mais en tenant compte des autres valeurs de notre civilisation auxquelles nous croyons également très profondément.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, en principale.

L'usage de motions de clôture et la question linguistique

M. **Gendron:** La semaine dernière, l'Assemblée nationale a eu à vivre deux atteintes majeures à ses droits démocratiques avec l'imposition de deux motions de bâillon, dites motions de clôture. En trois ans de gouvernement libéral, on en est déjà rendus à six motions de clôture dont deux la semaine dernière. C'est presque trois fois plus que durant les neuf ans de l'ancien gouvernement. Le premier ministre a déclaré que, selon lui, en décembre, l'usage des motions de clôture est normal et routinier. C'est une déclaration un peu surprenante, on en conviendra, pour un gardien des droits parlementaires. Ma question au premier ministre est la suivante. Est-ce que le premier ministre peut revenir sur son inquiétante déclaration de la semaine dernière selon laquelle l'usage des motions de clôture n'est que de la routine en décembre et nous garantir que le débat de la semaine prochaine portant sur une question aussi importante que la question linguistique se fera dans le respect des droits des parlementaires?

Le Président: M. le premier ministre.

M. **Bourassa:** Le leader de l'Opposition devrait être le premier à se souvenir qu'en 1984, un nouveau règlement a fixé les sessions à des dates déterminées. Il nous faut donc assumer nos responsabilités. On me dit, par exemple, que, dans le cas de la loi 34, particulièrement chérie par le chef de l'Opposition, il y a eu 82 heures de débat pour l'adoption d'un ou deux articles, si mon information est bonne. Donc il nous faut, à un moment donné, étant donné que nous devons mettre fin aux débats à une date fixe et ce, depuis 1984, assumer nos responsabilités.

Dans le cas de l'aide sociale, M. le Président, nous discutons de ce projet de loi depuis des mois, depuis des années même. C'est un engagement formel. Nous ne voulons pas retarder les avantages de cette réforme de l'aide sociale qui constituera l'un des régimes les plus généreux au monde, même si nous ne sommes pas les plus fortunés du monde. On va augmenter de 20 % les allocations aux incapables en raison d'un handicap physique ou mental; c'est quatre fois plus que l'inflation. Nous ne voulons pas retarder l'application de mesures sociales comme celles-là qui sont bénéfiques à l'ensemble de la société. On sait par exemple, M. le Président, et je

termine là-dessus, qu'une étude d'opinion rendue publique il y a quelques jours révélait que 94 % des Québécois sont d'accord avec la réforme de l'aide sociale. S'ils sont d'accord avec cette réforme-là, nous ne voulons pas tomber dans le piège des mesures dilatoires de l'Opposition pour empêcher les Québécois de profiter pleinement d'une réforme attendue depuis assez longtemps.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, en additionnelle.

M. Gendron: On aura l'occasion de revenir sur le fond de la réforme et de dénoncer son "un centième" de vérité pour ne pas dire autre chose.

Ma question, M. le premier ministre, portait sur votre déclaration comme premier ministre du Québec voulant que l'usage des motions de clôture en ce qui vous concerne, en décembre, soit une question de routine. C'est là-dessus que j'aimerais avoir une révision de votre déclaration. Deuxièmement, est-il exact que d'ici la fin de session, c'est vous qui prenez les décisions concernant la conduite des travaux de la Chambre et non le leader du gouvernement?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: On sait que vous êtes incapables, dans le Parti québécois, de penser qu'un autre parti politique puisse être solidaire. Vous raisonnez en fonction de votre parti. Chaque fois qu'ils se réunissent, M. le Président, ils sont obligés de longer les murs pour ne pas se faire poignarder dans le dos.

M. le Président...

Le Président: Question, M. le premier ministre.

M. Bourassa: Ce que je dis au leader parlementaire de l'Opposition, M. le Président, c'est que quand vous annoncez officiellement que vous allez bloquer par tous les moyens possibles le projet de loi, et vous l'avez fait, il n'est pas question que vous utilisiez toutes les mesures dilatoires. En démocratie, c'est la majorité qui décide. La majorité doit assumer ses responsabilités en fonction des lois qu'elle peut appliquer.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevrete: M. le Président, le premier ministre reconnaîtra sans doute qu'aux mois d'août, septembre et octobre, il n'y a pas eu une minute de commission parlementaire en ce qui regarde, par exemple, la loi 34 et que, depuis trois semaines et demie, aucune fois la commission n'a été appelée.

Considère-t-il vraiment démocratique, à ce moment-là, le fait de ne pas appeler une commission et d'imposer un bâillon, une motion de

clôture en pleine Chambre sous prétexte qu'il faut que cette motion passe? Quelle urgence y a-t-il alors que son leader prétend que, le 2 janvier, on pourrait revenir? Quelle urgence le pousse à décréter une motion de clôture sur la loi 34.

Par le même fait, sur la loi 37, deux groupes appuient la réforme de l'aide sociale: Alliance Québec et le Conseil du patronat; 1668 groupes, organismes, et associations s'y opposent. Si on revient en janvier, quelle est l'urgence pour brimer avec autant de mépris les droits des individus, surtout les moins bien nantis de notre société, et les droits du Parlement, M. le Président?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, il ne faut quand même pas que le chef de l'Opposition frôle la démagogie. Quand on augmente de 20 % les allocations pour les démunis, ce que vous n'avez pas fait... Quand on pense, par exemple, que vous avez, en 1985, gelé au niveau de 1984 les allocations pour enfants handicapés - vous pouvez bien nous donner des leçons ou faire des remontrances - vous avez empêché que l'inflation puisse couvrir les allocations familiales pour enfants handicapés. Aujourd'hui, vous venez jouer les dragons de vertu sur cette question.

M. le Président, ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que dans le cas de la loi 34, il y a eu 19 séances, environ 80 heures. Bien, 78 si vous voulez. Près de 80, M. le Président, pour un article. Je pense qu'à ce moment-là, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu de commission parlementaire tel ou tel mois. On doit prendre l'ensemble des heures. Quand on voit qu'il y a une obstruction systématique, le règlement de clôture existe, M. le Président. Si le règlement de clôture existe, il doit s'appliquer dans certaines circonstances. Lorsqu'il y a obstruction systématique, annoncée d'avance, lorsque l'Opposition dit: "Nous allons tout faire pour bloquer" elle souhaite secrètement le règlement de clôture à l'occasion, pour pouvoir retourner en week-end. Vous le souhaitez secrètement. On vous connaît.

Le Président: En conclusion, M. le premier ministre.

M. Bourassa: Alors, comme le règlement existe, comme vous dites que vous voulez faire de l'obstruction systématique, on en tire la conclusion en fonction de la démocratie et du choix de 94 % des citoyens du Québec.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, en additionnelle. Mme la députée de Maisonneuve.

(14 h 40)

Mme Harel: Comment le premier ministre ignore-t-il qu'en vertu de l'article 31 de l'actuelle Loi sur l'aide sociale, il peut relever les

prestations, améliorer les barèmes, notamment des personnes qui souffrent de handicaps, ce que ne fait pas le projet de loi 37? Il peut relever les barèmes des personnes de moins de 30 ans et il n'a pas besoin, pour faire le bien, du projet de loi 37. Au contraire, le projet de loi 37 ne lui permet que d'introduire des dispositions comme la coupure pour le partage du logement, la contribution parentale pour introduire un recours alimentaire entre parents. Comment le premier ministre peut-il expliquer six semaines de retard à partir de l'ouverture de la session pour convoquer la commission parlementaire? Comment peut-il expliquer le refus du ministre à déposer...

Le Président: Monsieur...

Mme Harel: ...les amendements avant la veille du bâillon? Comment peut-il...

Le Président: Monsieur...

Mme Harel: ...expliquer le refus du ministre...

Le Président: M. le premier ministre.

Mme Harel:... à déposer les règlements?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, j'espère que la députée de Maisonneuve, dans les reproches qu'elle fait au ministre sur la loi 37, se souvient de ses propres propos sur cette question au congrès du Parti québécois, quand elle disait que l'égalité ne voulait pas dire qu'on puisse traiter tous les citoyens et tous les groupes de citoyens de la même façon. J'ai rarement vu une dialectique aussi tortueuse pour défendre un point de vue. M. le Président, le ministre responsable a répondu à toutes ces questions. Des règlements pourront être déposés d'ici quelques mois pour permettre de clarifier la situation. Je pense qu'après avoir été élu, il y a trois ans et s'étant engagé à vouloir appuyer et proposer cette réforme de l'aide sociale, je pense que l'Opposition devrait comprendre qu'on prenne les moyens pour pouvoir appliquer cette réforme fondamentale pour une meilleure justice sociale dans notre société.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, en additionnelle.

M. Gendron: Le premier ministre du gouvernement du Québec considère-t-il normal et démocratique que, volontairement, un gouvernement attende la date ultime du dépôt d'un projet de loi - et, dans le présent cas, cela a été au-delà d'une vingtaine - et, après ça, citer comme ça, allègrement, simplement, que c'est normal en décembre d'arriver avec des motions de clôture? Je comprends quand on le fait exprès et volon-

tairement. Mais est-ce que vous comme premier ministre vous tolérez une telle situation d'attendre à la dernière minute pour déposer les projets de loi comme cela a été le cas, et si ça ne fait pas votre affaire, c'est simple, on suit la règle, on suit la coutume établie, on applique la routine, c'est-à-dire les motions de clôture? Vous trouvez ça normal?

Le Président: M. le premier ministre. M. le premier ministre.

M. Bourassa: J'ai dit, et c'est un fait qui est connu, que le seul temps où l'Opposition a un minimum de jouissance du pouvoir, c'est au mois de décembre quand elle peut bloquer les projets de loi. On le voit dans le cas du projet de loi sur les caisses d'épargne et de crédit, dans le cas des projets de loi 34 et 37. Alors, j'ai dit que c'est une période où vous pouvez goûter un petit peu au pouvoir en bloquant, en utilisant le règlement de 1984. À ce moment-là, on est obligé, en réaction à une attitude quelque peu abusive comme celle-là, d'assumer nos responsabilités.

Quant au projet de loi sur l'aide sociale, ça fait des années qu'on en discute. L'ancien ministre, aujourd'hui ministre des Affaires municipales, a fait cinq semaines de commission parlementaire. Il est arrivé avec des amendements, 125 mémoires ont été entendus. Il n'y a pas une loi ou un projet de loi qui a eu autant de discussions ou autant d'écoute de la part du gouvernement que ce projet de loi sur l'aide sociale.

Une voix: C'est vrai.

M. Bourassa: Vous ne devriez pas être surpris, au contraire. D'ailleurs, vous le souhaitiez secrètement pour essayer de critiquer sur la forme, sinon sur le fond. Vous devriez savoir que ce projet de loi est un engagement d'il y a trois ans du Parti libéral et qu'on a décidé de respecter notre engagement.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: M. le Président, j'aimerais que le premier ministre soit au moins cohérent. Comment se fait-il qu'un amendement vienne à peu près faire sauter tout les effets immédiats concernant les dates d'entrée en vigueur. Quelle urgence, à ce moment-là, M. le Président, le premier ministre peut-il avoir pour voter un projet de loi dans lequel il enlève toute l'application immédiate? L'urgence, ne serait-elle pas d'en finir, dans une période des fêtes où les gens ne peuvent plus venir intervenir, avec ce projet de loi qu'il ne cesse de modifier depuis des mois et des mois? Cent amendements la veille du bâillon! Cent, il faut le faire! Sur un projet de loi de 59 articles, 56 amendements de

la part du ministre délégué à la Santé! Ce monde-là devait, de la bouche même de la vice-première ministre, le 15 décembre 1985, légiférer peu et mieux. M. le Président, on a autant d'amendements qu'on a d'articles.

Est-ce que le premier ministre pourrait convenir que c'est indécent d'arriver à la date limite et de demander à une Opposition de faire un travail constructif en nous braquant au visage l'ensemble des projets de loi mal foutus, qui sont amendés à tour de bras par les ministres, par la suite? Est-ce que le premier ministre convient que ça n'a pas de bon sens de légiférer de la façon qu'il le fait, que c'est un mépris de l'institution qu'est le Parlement?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Ce serait facile de vous retourner la balle dans des situations autrement plus négatives à votre endroit, M. le Président. Ce n'est pas le 15 décembre, c'est le 12 décembre, il y a trois ans, que le discours d'ouverture a été prononcé. Aujourd'hui, nous fêtons le troisième anniversaire du gouvernement avec un appui sans précédent de la population du Québec. Je pense qu'on peut dire ça au chef de l'Opposition, puisqu'il parle d'anniversaire, je suis prêt, oui.

Ce que je veux dire au chef de l'Opposition, M. le Président, je ne veux pas décourager le chef de l'Opposition, mais c'est un de ses anciens collègues, M. Camille Laurin, qui disait, lors du dernier congrès du Parti québécois, que c'est en l'an 2008 que le Parti québécois aurait peut-être une chance de prendre le pouvoir. Alors, soyez patients.

Ce que je veux dire au chef de l'Opposition, c'est que dans tout projet de loi, surtout un projet comme celui-là, il y a une importante préparation des règlements qui sera discutée. Je pense que nous devons accepter qu'il y ait un délai de quelques mois. C'est une raison de plus - c'est cela que devrait comprendre le chef de l'Opposition - pour appuyer l'adoption immédiate du projet de loi, pour nous donner le temps de préparer ces règlements de telle façon que cette réforme puisse entrer en vigueur au printemps ou à la fin du printemps. C'est un argument qu'il vient de donner dans sa question pour faire appliquer le projet de loi, pour l'adopter aujourd'hui, pour assurer la mise en marche de l'application des règlements et la mise en vigueur du projet de réforme de l'aide sociale.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevette: Le premier ministre, peut-il, dès aujourd'hui, nous garantir qu'il n'y aura ni bâillon, ni suspension de règles sur le débat linguistique qu'on aura à faire la semaine prochaine?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, si ma connaissance du droit parlementaire est complète, il s'agit d'une suspension, il ne s'agit pas d'une motion de clôture. C'est une procédure qui est différente. Je ne sais pas si le leader peut aviser, là-dessus, le chef de l'Opposition. J'ai répondu au député de Taillon là-dessus que vous êtes délibérément responsables du vide juridique. Il nous faut combler ce vide juridique parce que nous voulons assumer nos responsabilités de manière à éviter, encore une fois, s'il y a un vide juridique - il faut toujours présumer, tout de même, de la décision de la Cour suprême - si, par pure hypothèse, l'article 58 ne s'applique plus, d'être dans une situation d'unilinguisme anglais quant à l'affichage. Je pense bien qu'à ce moment-là, l'Opposition devrait nous appuyer pour combler ce vide juridique qu'elle a contribué à créer elle-même, il y a cinq ans.

Le Président: Alors, je vais reconnaître la troisième principale.

M. Garon: Une question de règlement.

Le Président: Une question de règlement, M. le député de Lévis.

M. Garon: Je voulais tout simplement dire que j'entendais le premier ministre mentionner que l'Opposition bloquait - c'est moi en l'occurrence qui suis le critique - la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et vous faire remarquer qu'on est rendu à l'article 280.

Le Président: Une seconde, s'il vous plaît. M. le leader du gouvernement sur la question de règlement.

M. Gratton: Oui, M. le Président, sur une nouvelle question de règlement. Je pense que le député de Lévis est complètement irrégulier à ce moment-ci. Nous sommes à la période de questions. Il faut poser des questions au gouvernement, non pas essayer de justifier ce qu'on a fait en commission parlementaire. (14 h 50)

Le Président: Alors, je vais reconnaître une principale, M. le député de Lac-Saint-Jean, M. le whip de l'Opposition, en principale.

M. Garon: M. le Président, quand pourrai-je soulever la question de privilège sur les...

Le Président: Si vous me permettez, M. le député de Lévis. Il ne s'agit pas d'un débat cet après-midi. C'est la période de questions. On ne peut argumenter ou reprendre en partie quoi que ce soit d'une réponse donnée. Si vous avez une additionnelle qui est reconnue, à la période de Questions, je vais vous reconnaître en addition-

nelle avant de reconnaître M. le whip de l'Opposition et député de Lac-Saint-Jean en additionnelle ou en principale, mais non pas sur une question de règlement à cause du contenu d'une réponse qui a été donnée.

Alors, M. le député de Lac-Saint-Jean, en principale.

La Cité écologique de l'ère du Verseau

M. Brassard: M. le Président, mon collègue de Lévis voulait rectifier une erreur exprimée tantôt par le premier ministre en ce sens qu'il n'y avait aucune obstruction dans le cas du projet de loi sur les institutions financières et sur les caisses d'épargne. Ça légifère sérieusement cependant.

Le Président: Votre question, s'il vous plaît!

M. Brassard: M. le Président, ma question est la suivante. On apprenait, dans **Le Devoir** d'aujourd'hui, que la Cité écologique de l'ère du Verseau ambitionnait de prendre le monopole de l'alimentation biologique au Québec ainsi que d'avoir sa propre université écologique internationale et, également, que cette organisation avait ses entrées au cabinet Bourassa où elle compte un adepte, M. Robert Dutil, ministre délégué à la Famille. On y apprenait également que le P.-D.G. de cette organisation se disait en excellents termes avec Michel, c'était le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Brassard: On y apprenait également que le P.-D.G. de la Cité écologique de l'ère du Verseau affirmait que, s'il voulait atteindre Clifford, il passait par Robert.

Le Président: Votre question, s'il vous plaît!

M. Brassard: Ma question est très simple, M. le Président. À la fin de l'article, cependant, on signalait que la Sûreté du Québec menait actuellement une enquête sur la Cité écologique ainsi que sur l'implication du ministre Dutil. Ma question s'adresse au premier ministre. Est-ce que le premier ministre est en mesure de confirmer cette information à savoir que la Sûreté du Québec mène une enquête à la fois sur cette organisation et sur l'implication de l'un de ses ministres? Et, si c'est le cas, peut-il également nous indiquer à la demande de qui cette enquête est-elle en cours?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Le député de Lac-Saint-Jean sait fort bien que sa question s'adresse au

ministre de la Sécurité publique. Ils ont décidé aujourd'hui de concentrer toutes leurs questions sur le chef du gouvernement. Pendant des semaines, ils sont pétrifiés de frayeur à me poser des questions...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bourassa: ...et, soudainement, probablement parce que c'est le début d'une semaine importante, ils décident de se concentrer sur le chef du gouvernement. Toujours la même logique, la même cohérence? Mais je vous en remercie.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bourassa: Continuez dans cette voie. Je demanderais au ministre de la Sécurité publique de répondre à la question bien précise du député de Lac-Saint-Jean.

Le Président: Brièvement, M. le ministre de la Sécurité publique.

M. Marx: Brièvement. Je suis toujours bref, M. le Président. J'ai fait des vérifications auprès de la Sûreté du Québec ce matin. L'information que j'ai, c'est qu'il n'y a pas d'enquête criminelle ni sur la Cité écologique, ni sur M. Dutil, ni sur son épouse, ni sur ses enfants, donc, pas d'enquête criminelle.

Le Président: M. le whip de l'Opposition et député de Lac-Saint-Jean, en additionnelle.

M. Brassard: Est-ce que le ministre est en mesure de nous confirmer s'il y a une forme d'enquête quelconque...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: ...qui se fait sur l'organisation...

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le whip de l'Opposition, en additionnelle. Je vous ai reconnu.

M. Brassard: ...puisque dans l'article on fait référence à l'unité des enquêtes spéciales de sécurité? Est-ce que le ministre est en mesure de confirmer qu'il n'y a absolument aucune enquête de quelque forme que ce soit qui se fait actuellement, à la fois sur l'organisation et sur l'implication d'un ministre?

Le Président: M. le ministre de la Sécurité publique.

M. Marx: Oui, M. le Président, je peux affirmer qu'il n'y a pas d'enquête de la Sûreté du Québec, ni sur la Cité écologique, ni sur le

ministre, ni sur sa famille.

Des voix:...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député d'Ungava, en principale.

L'entretien du réseau de distribution d'Hydro-Québec

M. Claveau: Oui, M. le Président. Encore en fin de semaine, des dizaines de milliers d'abonnés dans la région de Montréal et des Laurentides ont dû subir des coupures d'électricité d'Hydro-Québec. Dans sa conférence de presse de vendredi dernier, la haute direction d'Hydro-Québec affirmait que le manque de personnel était une des principales causes du bas niveau d'entretien de l'ensemble du réseau d'Hydro-Québec, ce qui provoque les pannes que l'on connaît actuellement et qui risquent d'aller en s'intensifiant. Depuis quand le ministre de l'Énergie et des Ressources du Québec est-il au courant de cette situation?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: M. le Président, je voudrais porter à l'attention du député d'Ungava que le président et chef de l'exploitation d'Hydro-Québec a affirmé en conférence de presse que les orientations de l'entreprise ont été transformées en 1982. En 1982, il y a eu une rationalisation de l'entreprise, ce qui voulait dire des arrêts de travaux, LG 2 A et Manie 5, et il y a eu une réduction de l'effectif à l'exploitation. Alors la situation dont parle le député d'Ungava a commencé en 1982. En 1986, dans le plan de développement d'Hydro-Québec, nous avons renvoyé Hydro, parce que nous avons posé certaines questions et nous n'avons pas accepté le plan de développement d'Hydro-Québec de 1986. Vendredi, en conférence de presse, le président, à la suite de notre demande de rendre publiques les mesures qu'il était prêt à prendre pour répondre aux difficultés, a rendu publics ces mesures et les moyens nécessaires pour corriger la situation. Et, au moment où on se parle, la situation est sous contrôle dans les circonstances, parce que, ce matin, il y a 25 000 mégawatts qui ont été fournis par Hydro-Québec et, ce soir, la pointe de 26 000 va être atteinte.

Le Président: M. le député d'Ungava, en additionnelle.

M. Claveau: M. le Président, le ministre se rappelle-t-il que, depuis trois ans, c'est lui qui est responsable d'approuver ou de rejeter les plans de développement d'Hydro-Québec? Et, dans la mesure où il a eu à approuver les plans de développement et d'équipement d'Hydro-Québec depuis 1986, a-t-il pris les décisions en consé-

quence ayant toutes les informations pertinentes à sa portée? Nous lui demandons donc depuis quand il était au courant qu'il y avait des problèmes de main-d'œuvre à Hydro-Québec pour assurer le plein travail de l'entretien du réseau.

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: Le député me demande si nous avons pris des décisions depuis 1985 pour répondre aux besoins des Québécois. Oui, nous en avons pris. Première décision. Quand on a vu que le Parti québécois avait pris la décision de construire la ligne 6 directement de la Baie James aux frontières américaines, première décision: s'enquérir pourquoi et prendre la décision d'améliorer le réseau de transport. Parce qu'on nous a dit que la raison pour laquelle cette décision avait été prise, c'était parce que le réseau de transport ne répondait pas aux normes. Alors ça, c'est la première décision que nous avons prise, la décision d'améliorer le réseau, et Hydro-Québec a annoncé un programme de 800 000 000 \$.

Deuxième décision. Nous avons pris la décision de reprendre les travaux que vous aviez arrêtés pour fournir à la demande et spécialement à la demande de pointe, LG 2 A et Manie 5.

Troisième décision. Quand, en 1988, on a porté à mon attention qu'il y avait des pannes plus que normales dans certains endroits - et ce n'est arrivé qu'en 1988 - à ce moment-là, on n'a pas accepté le plan de développement d'Hydro-Québec et j'ai demandé à Hydro-Québec un plan de redressement pour le réseau de distribution. Et, en partie, il a été annoncé vendredi. Alors, M. le Président, nous n'avons pas fait de l'inertie comme l'ancien gouvernement, laisser prendre toutes les décisions par les autres sans prendre une responsabilité. Nous avons pris nos responsabilités. Nous avons imposé des décisions. Et Hydro-Québec a annoncé les mesures nécessaires pour répondre aux besoins des Québécois.

Le Président: M. le député d'Ungava, en additionnelle. Alors je vais reconnaître, M. le député de Bertrand, en principale.
(15 heures)

Gestes posés à la suite de l'annonce de la fermeture de l'usine de Gillette à Saint-Laurent

M. Parent (Bertrand): Oui, M. le Président. En pleine période de prospérité économique, on assiste depuis deux ans à de nombreuses fermetures d'usine. On n'a qu'à se rappeler les cas de Coleco, J.P. Coats, Simonds, Circuits Hélix, pour n'en citer que quelques-uns. Voilà que depuis quelques semaines, que ce soient des impacts précurseurs au libre-échange ou toute autre raison, on voit de grandes entreprises multina-

tionales décider de faire une restructuration. C'est le cas de Kraft, par exemple, à Montréal, il y a quelques semaines: 290 mises à pied à la suite d'une décision prise à Chicago. C'est le cas de Gillette, décision prise à Boston, 530 travailleurs à Montréal. Maintenant, c'est le cas de Northern Telecom, décision prise à Mississauga, 350 travailleurs, à Aymer. Est-ce que, dans le cas de la compagnie Gillette en particulier, dans le comté de Saint-Laurent, le premier ministre pourrait nous dire s'il a posé des gestes très précis à la suite de l'annonce de cette compagnie de fermer son usine à Saint-Laurent?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, si j'annonçais tous les investissements qui ont été faits à Saint-Laurent depuis trois ans, il resterait très peu de temps à l'Opposition pour poser ses questions. Je pourrais me contenter de nommer le cas de Canadair et Bombardier qui augmentent constamment leur main-d'oeuvre. Cela fait en sorte que cette entreprise, dirigée par des Québécois francophones, est maintenant l'une des plus importantes au Canada et peut obtenir des contrats non seulement pour l'entreprise de Saint-Laurent, mais également pour d'autres régions comme Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Pour ce qui a trait à la compagnie Gillette, j'ai déjà répondu à cette question-là. J'ai communiqué avec le ministre de l'Industrie et du Commerce et également avec le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Nous avons pris toutes les mesures pour faire face à cette situation. C'est inévitable, dans une économie de marché, le député devrait le savoir, qu'il y ait quand même des créations d'emplois et des pertes d'emplois. On dit qu'au Québec, selon une étude qui a été rendue publique, il y aurait eu, en 1987, 400 000 changements de postes ou de transitions dans les emplois, mais 500 000 nouveaux emplois, ce qui fait qu'on en a eu 600 000: un gain net de 100 000 nouveaux emplois. M. le Président, pour répondre au chef de l'Opposition, je me permets de lui dire qu'il doit toujours tenir compte, si ce n'est pas trop lui demander, du taux de participation de la population, et que le taux de chômage... Je m'excuse, M. le Président, mais je suis obligé de donner des leçons élémentaires d'économie au chef de l'Opposition et au Parti québécois. Si le taux de participation aujourd'hui était le même que celui qui existait il y a trois ans lorsqu'on a assumé le pouvoir, le chômage serait probablement inférieur à 8 %. C'est évident, le chef de l'Opposition devrait comprendre cela, que le taux de participation est formé de ceux qui travaillent et qui veulent travailler. Et parce qu'on a confiance dans l'économie du Québec, confiance qui se reflète dans la confiance vis-à-vis du gouvernement, beaucoup plus de Québécois sont prêts à travailler, sont moins découragés qu'ils l'étaient quand vous étiez au pouvoir.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Est-ce que le premier ministre est conscient, lorsqu'il nous dit que c'est son ministre de l'Industrie et du Commerce qui devait régler le cas, que ce dernier, en Chambre, le 24 novembre dernier, nous disait qu'il attendait que Gillette le convainque? Qu'est-ce que le premier ministre du Québec a fait en tant que responsable de ce comté, mais aussi en tant que premier ministre pour éviter ce qui arrive actuellement, non seulement à Gillette, mais aussi à Northern Telecom, à Kraft et à des dizaines d'autres entreprises?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, on dirait que le député n'a jamais été impliqué dans aucune fermeture. On évitera par courtoisie de lui rafraîchir la mémoire. Je lui dis que nous avons assumé toutes les responsabilités qui étaient les nôtres. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a communiqué et est resté en contact avec l'entreprise, et le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Je ne crois pas qu'on puisse relier ça d'aucune façon à la question du libre-échange. Je l'ai déjà dit - le député y faisait référence dans sa question - pas plus que j'ai invoqué le libre-échange à Trois-Rivières en présence du chef de l'Opposition et en faisant l'éloge du président du Parti québécois, M. Parizeau - parce qu'on n'est pas mesquin de ce côté-ci de la Chambre, M. le Président - ni lorsqu'on a annoncé l'investissement de 550 000 000 \$, on n'a dit que c'était à cause du libre-échange, quand on a annoncé, il y a une dizaine de jours, l'investissement de 250 000 000 \$ par IBM. Nous n'avons pas relié ça au libre-échange. C'est évident que le climat économique favorise ces investissements, mais on n'a pas fait le lien de cause à effet. C'est la même situation pour l'entreprise Gillette.

Le Président: Fin de la période régulière de questions et de réponses orales.

En complément, tel qu'annoncé avant la période de questions, je vais maintenant reconnaître M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Réponse différée

Crédits accordés par les CLSC pour le maintien à domicile

M. Bourbeau: M. le Président, j'aimerais tout d'abord indiquer, à la suite de la question de la députée de Chicoutimi, que l'aide accordée dans le cadre des services intensifs de maintien à domicile par les CLSC vise effectivement à soutenir les familles à faible revenu qui s'occupent d'une personne âgée, malade ou handi-

capée. Cette mesure s'inscrit dans le plan d'action du gouvernement visant à améliorer les services de maintien à domicile et à donner du répit aux familles qui prennent soin de l'un de leurs membres. La politique du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu permet de conserver cette aide financière en totalité pour des fins de maintien à domicile dans le cadre de ce programme administré par les CLSC.

En conclusion, M. le Président, un ménage à l'aide sociale qui bénéficie de ce programme ne voit aucunement ses prestations diminuer. En effet, l'article 47, alinéa n, du règlement actuel stipule que: "Ne sont pas des revenus, les sommes reçues en vertu d'un programme du ministre des Affaires sociales pour des services d'aide et de soins à domicile". Fin de la citation. M. le Président, nous entendons reconduire cette disposition dans le nouveau règlement sur la sécurité du revenu.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en additionnelle.

Mme Blackburn: En additionnelle, M. le Président, est-ce que le ministre peut alors nous expliquer pourquoi il oblige les CLSC à émettre des formulaires T4A pour autres revenus étant donné que toutes ces subventions de gardiennage accordées en vertu du programme SIMAD ne sont destinées qu'aux personnes à faible revenu? Pourquoi faut-il que les CLSC soient tenus d'émettre de tels formulaires si cela ne compte pas dans le revenu des bénéficiaires de l'aide sociale et si cela ne peut compter dans le revenu des autres personnes puisque leur revenu est trop faible?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

M. Bourbeau: M. le Président, j'ai l'impression que la députée de Chicoutimi est un peu mélangée dans ses papiers. Je ne peux pas donner d'instructions aux CLSC, puisque je n'en suis pas responsable. D'autre part, je ne peux certainement pas leur dire d'émettre des T4 ou T4A parce que cela dépend du ministre du Revenu et non pas du ministre de la Main-d'Oeuvre.

Le Président: Fin de la période de questions.

Vote reporté.

Mme Blackburn: M. le Président, question de règlement. Si ce ministre ne peut pas répondre...

Le Président: Non, excusez-moi, madame, mais la période de questions est maintenant terminée.

M. Chevette: Vous auriez pu lui passer la parole...

Le Président: Motions sans préavis. Mme la députée de Johnson.

Félicitations aux athlètes récipiendaires des prix Méritas

Mme Juneau: Merci beaucoup, M. le Président. "Que l'Assemblée nationale du Québec...

M. Gendron: Tu aurais pu lui donner la parole...

Mme Juneau: ...adresse ses félicitations aux athlètes récipiendaires des prix Méritas décernés lors du 16e Gala du mérite sportif québécois."

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement de cette Assemblée pour débattre la motion présentée par Mme la députée de Johnson?

M. Gendron: Oui.

Le Président: Il y a consentement.

Mme Carmen Juneau

Mme Juneau: Merci beaucoup, M. le Président.

Le Président: Mme la députée de Johnson, vous avez maintenant la parole.

Mme Juneau: Au lendemain du 16e Gala du mérite sportif québécois, l'Opposition officielle tient à féliciter...

M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Je vais accorder la parole à Mme la députée de Johnson.

MM. les députés, Mmes les députées!

Mme la députée de Johnson, vous avez maintenant la parole sur votre motion sans préavis.

Mme Juneau: Est-ce que vous me permettez de reprendre au tout début, M. le Président?

Le Président: Oui, absolument, madame.

Mme Juneau: Merci beaucoup. Au lendemain du 16e Gala du mérite sportif québécois, l'Opposition officielle tient à féliciter tous les athlètes récipiendaires des prix Méritas. Grâce à leurs efforts constants et à leur détermination, trois jeunes Québécoises ont particulièrement été remarquées au cours de l'année. Hier, elles ont raflé les honneurs des principales catégories. Julie Rocheleau a mérité le titre d'athlète par excellence grâce à sa très bonne performance

aux 100 mètres haies des Jeux olympiques de Séoul. La jeune patineuse artistique Isabelle Brasseur a, pour sa part, été choisie la partenaire par excellence de l'année. Mme Brasseur avait terminé septième au championnat du monde. (15 h 10)

Pour compléter ce trio, Marie-Claude Deslières capitaine de l'équipe nationale senior de water-polo, médaillée de bronze au championnat du monde, a été nommée la coéquipière par excellence. Ces jeunes femmes qui se sont distinguées méritent, comme tous les autres finalistes et athlètes québécois, que notre gouvernement s'intéresse davantage au développement du sport amateur chez nous.

Les athlètes ont besoin d'un soutien constant. Ce n'est qu'avec plus de volonté gouvernementale que les Julie Rocheleau, Isabelle Brasseur et Marie-Claude Deslières viendront joindre les rangs des Gaétan Boucher et des Sylvie Bernier.

À tous les athlètes, nous disons bravo! Ne lâchez pas. Il faut surtout persévérer afin que le Québec soit représenté à sa juste valeur. Vous êtes la fierté de notre collectivité. Vous êtes une source d'inspiration pour les jeunes Québécoises et Québécois qui rêvent d'excellence.

À titre de députée de Johnson, je ne peux d'ailleurs passer sous silence la nomination au titre d'entraîneur de l'année à M. Yvon Deblois. Cet homme de Windsor a été l'entraîneur des meilleures patineuses de vitesse sur courte piste au Canada. Je sais, Mme la Présidente, qu'il est la fierté de ma région. En tant que professeur à l'école Le Tournesol à Windsor, ses collègues de travail, ses élèves et tous ceux et celles qui l'entourent et qui le connaissent bien sont fiers de sa performance.

Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: Je m'excuse, Mme la députée de Johnson. S'il vous plaît! Je demanderais la participation de cette Assemblée afin que nous puissions comprendre Mme la députée de Johnson durant son intervention. Mme la députée de Johnson.

Mme Juneau: Mme la Présidente, cela fait deux fois que je me fais interrompre pendant une motion de félicitations pour les jeunes athlètes du Québec. Cela m'indigne de voir de quelle façon on traite cela.

La Vice-Présidente: À l'ordre! À l'ordre!

Mme Juneau: Me permettez-vous de continuer, madame?

La Vice-Présidente: Vous pouvez poursuivre, Mme la députée de Johnson.

Mme Juneau: Je disais donc, Mme la Présidente, que M. Yvon Deblois, professeur à l'école Le Tournesol à Windsor et qui s'est mérité

l'honneur du meilleur entraîneur... Je sais que plusieurs jeunes désireront suivre ses traces. Je le félicite très sincèrement autant que mes concitoyens et concitoyennes de ma ville natale qui est Windsor et du comté de Johnson.

En dernier lieu, je désire faire part à tous les athlètes du Québec, des plus jeunes aux plus âgés, de l'admiration que j'ai à leur égard. Votre patience, votre détermination et votre souci de perfectionnement contribuent à l'épanouissement du peuple québécois et nous vous en remercions tous. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Johnson. Je vais maintenant reconnaître M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Yvon Picotte

M. Picotte: Merci, Mme la Présidente. Permettez-moi de joindre ma voix à celle de ma collègue de Johnson et, au nom du gouvernement du Québec, de rendre un hommage particulier à tous les athlètes, entraîneurs et officiels qui ont reçu des Méritas ou qui ont été mis en nomination lors du 16e Gala du mérite sportif québécois. Il y a évidemment des athlètes qui ont mérité et obtenu ces Méritas, mais il ne faut pas non plus perdre de vue que plusieurs athlètes sollicitaient d'une certaine façon un Méritas. Je pense qu'il faut donner aussi à chacun et chacune d'entre eux le mérite qui leur revient.

Comme vous le savez si bien, on l'a souligné, il y a eu Mme Julie Rocheleau, Mme Isabelle Brasseur, Marie-Claude Deslières qui ont plus particulièrement performé et qui ont obtenu un Méritas, soit en athlétisme, soit en patinage artistique ou en water-polo. Mais il faut souligner aussi l'équipe par excellence en basketball, celle des Blues de Dawson, de même que l'entraîneur par excellence, souligné par Mme la députée de Johnson, M. Yvon Deblois, ainsi que l'officiel par excellence, Gilles Brière, qui a aussi performé au basketball en fauteuil roulant. Tous et toutes sont reconnus comme exceptionnels dans leur champ d'activité. Ces Québécois et Québécoises méritent toute notre considération et notre respect pour leur accomplissement. Abnégation, effort, sacrifice constituent le lot quotidien de ces individus hors de l'ordinaire.

Mme la Présidente, lors d'une réception tenue dernièrement ici même au parlement, j'ai eu l'occasion de leur dire personnellement toute mon admiration et mon appui indéfectible. Je dois vous souligner, Mme la Présidente, que, depuis déjà quelques années, il s'est fait beaucoup dans le domaine du sport au Québec. Mais nous avons ajouté depuis trois ans, non seulement beaucoup d'efforts au ministère pour venir en aide à ces athlètes, qui veulent atteindre l'excellence, mais aussi nous avons mis énormément d'argent du côté des politiques de l'excellence. Vous vous souviendrez que c'est celui qui vous parle qui a dû, après plusieurs années de demandes de la

part du milieu, faire une politique globale du sport. Pourtant, Dieu sait si on avait eu l'occasion d'élaborer cette politique depuis des années, mais, malheureusement, cela était resté lettre morte les années précédentes.

Sans doute que notre politique globale du sport, associée à une bonne politique de financement et de soutien au niveau de l'excellence, fait en sorte d'aider davantage - et c'est encore bien minime, malgré tout, je dois le souligner - nos athlètes à bien performer. Je ne voudrais pas non plus terminer cette motion en m'associant à Mme la députée de Johnson, sans y associer des gens qui sont bien importants au sujet de cette performance des athlètes, de ces personnes qui se rendent à l'excellence. Vous savez, bien malin celui qui pourrait penser que c'est uniquement la personne qui atteint l'excellence qui doit obtenir tous les mérites de ces Méritas. On ne veut rien leur enlever, bien sûr, parce qu'elles sont sur la première ligne de feu, mais comment ne pas vous souligner les nombreux bénévoles, comment ne pas souligner les entraîneurs, comment ne pas souligner les gens qui, en général, dans nos milieux sportifs, que ce soit les clubs de service ou autres qui s'associent directement à ces Méritas et qui doivent aujourd'hui aussi, de même que les parents de ces athlètes, recevoir une bonne partie de ces Méritas.

Alors, je veux associer tous ces gens, Mme la Présidente, à ceux et celles qui ont bien performé et les féliciter encore une fois au nom du gouvernement du Québec et au nom de toute la population du Québec. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Il n'y a pas d'autre intervention? Le débat est terminé. Est-ce que la motion présentée par Mme la députée de Johnson qui se lit comme suit: "Que l'Assemblée nationale du Québec adresse ses félicitations aux athlètes récipiendaires des prix Méritas décernés lors du 16e Gala du mérite sportif québécois", est adoptée?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. Cette motion met donc fin aux motions sans préavis. Nous allons passer maintenant aux avis touchant les travaux des commissions. M. le leader adjoint du gouvernement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre: Merci, Mme la Présidente. J'avise l'Assemblée qu'aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 18 heures, et de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission de l'aménagement et des équipements poursuivra l'étude détaillée des projets de loi suivants: projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur les transports, projet de loi

92, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, projet de loi 77, Loi modifiant le Code de la sécurité routière. Après les affaires courantes jusqu'à 18 heures, et de 20 heures à 24 heures, à la salle du Conseil législatif, la commission de l'économie et du travail poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les forêts.

Après les affaires courantes jusqu'à 18 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission des institutions poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives. De 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission de l'éducation poursuivra l'étude détaillée des projets de loi suivants: projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique, et projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le leader adjoint du gouvernement. M. le leader de l'Opposition. (15 h 20)

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Gendron: Mme la Présidente, concernant les avis sur les travaux de la Chambre, je voudrais poser une question au leader adjoint du gouvernement. N'y aurait-il pas une erreur puisque le premier ministre semblait se plaindre du rythme des travaux concernant le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit. Est-ce que ce n'est pas celui-là plutôt qui devrait être appelé en commission, cet après-midi, à la place du projet de loi 92. Il n'a pas été appelé depuis mercredi dernier et le premier ministre se plaint que ça ne va pas assez vite.

La Vice-Présidente: M. le leader adjoint du gouvernement.

Dépôt de document par le ministre des Transports

M. Lefebvre: Non, Mme la Présidente. Il n'y a pas d'erreur, pour répondre à la question du leader de l'Opposition. Maintenant, avant de passer à la prochaine étape, avec le consentement du leader de l'Opposition, je voudrais qu'on permette au ministre des Transports de déposer un document, document auquel le ministre a fait référence la semaine dernière, à l'occasion d'une période de questions.

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement, M. le leader de l'Opposition, pour le dépôt d'un document?

M. Gendron: Oui, Mme la Présidente.

La **Vice-Présidente**: Consentement, M. le...

M. Côté (Charlesbourg): Relativement à la question de vendredi dernier sur les chemins de fer, Mme la Présidente, je m'étais engagé à déposer le document au complet. C'est fait.

La **Vice-Présidente**: Document déposé.

Donc, nous avons mis fin aux travaux des commissions.

Nous allons donc passer aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Est-ce qu'il y a des renseignements sur les travaux de l'Assemblée?

M. Gendron: Mme la Présidente, j'ai devancé...

La **Vice-Présidente**: M. le leader de l'Opposition.

M. Gendron: ...les renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Comme j'ai eu ma réponse, à savoir qu'il n'y avait pas d'erreur, je n'ai pas d'autre question.

La **Vice-Présidente**: M. le...

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je ne vous dirai pas qu'on est un gouvernement qui ne commet pas d'erreur, mais, dans ce cas-là, effectivement, il n'y en avait pas.

La **Vice-Présidente**: Ceci met donc fin aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée et, de ce fait, aux affaires courantes.

Nous allons passer aux affaires du jour. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Article 10, Mme la Présidente, en tenant pour acquis que l'Opposition est prête.

Projet de loi 58

Adoption du principe

La **Vice-Présidente**: À l'article 10 de notre feuillet, le ministre de l'Éducation propose l'adoption du principe du projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation. Là-dessus, je suis prête à reconnaître M. le ministre de l'Éducation. M. le ministre.

M. Claude Ryan

M. Ryan: Mme la Présidente, il me fait tout d'abord plaisir de vous informer que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et en recommande l'étude à l'Assemblée nationale.

Le projet de loi 58 est un projet de portée limitée en apparence, mais dont l'utilité peut s'avérer très grande pour l'avenir. Le projet de loi a deux objets très simples. D'abord, c'est

d'insérer clairement dans la Loi sur le ministère de l'Éducation une disposition habilitant le ministre à fournir, dans les domaines de sa compétence et moyennant considération, des services reliés à la formation à distance à toute personne ou organisme. Il y a longtemps que le ministère de l'Éducation dispense des services de formation à distance, mais ce genre d'initiative n'est prévu à l'état explicite à aucun endroit dans la loi qui institue le ministère de l'Éducation. Alors, avec le projet de loi, nous clarifions la situation. Nous faisons disparaître toute incertitude.

Le projet de loi a un second objet. Il veut habiliter le ministre de l'Éducation à instituer au sein du ministère de l'Éducation un fonds distinct qui s'appellera le fonds de la formation à distance et dont l'objet sera le financement des biens et des services reliés à la formation à distance. Je résume, en deux mots, cet objet principal du projet de loi. Si ce n'avait été que d'habiller le ministre de l'Éducation à fournir des services de formation à distance, comme il le fait déjà depuis 25 ans, il n'y aurait pas eu d'urgence à le faire maintenant. Des problèmes ont surgi en ce qui touche la gestion des sommes dont était dépositaire le service des cours par correspondance, la Direction des cours de formation à distance du ministère de l'Éducation. Cette direction fait payer des frais d'inscription aux personnes qui s'inscrivent à ces cours de formation à distance dont je parlerai tantôt, mais elle n'a pas actuellement le pouvoir de les administrer. Elle doit faire rapport de ces sommes au fonds consolidé du revenu, ensuite, elle doit venir quémander les sommes dont elle a besoin pour financer son activité. On voudrait, comme les autres organismes du gouvernement qui ont des activités comportant une rémunération, qu'elle puisse gérer son activité elle-même, c'est-à-dire les sommes qu'elle demande à ses usagers, qu'elle puisse les inscrire dans ses revenus, d'en tirer par conséquent une partie de son financement. À ta longue, inutile de dire qu'il en résultera des économies pour le gouvernement parce que la Direction des cours par correspondance sera beaucoup plus incitée à multiplier les initiatives dans le sens d'une plus grande participation du public à ces cours.

Je voudrais rappeler brièvement à l'occasion de ce projet de loi, Mme la Présidente, sans m'étendre trop longuement cependant, l'activité que poursuit la Direction des cours par correspondance du ministère de l'Éducation. C'est une activité considérable. Ce service existe depuis déjà plus de 33 ans. Il a été fondé en 1946. Il a été intégré à la Direction générale de l'enseignement de l'éducation permanente en 1967 et, ensuite en 1972, il fut intégré à la Direction des services et des moyens d'enseignement. La mission de cette Direction des cours par correspondance est double. Fournir d'abord tous les cours de formation secondaire, des cours de formation de base dont peuvent avoir besoin les

adultes du Québec. Et depuis déjà plusieurs années, elle fournit en outre des cours de formation de niveau collégial, mais sa spécialité, sa raison d'être première, c'est de fournir des cours par correspondance et des cours télévisés dans des matières qui conduisent à l'obtention du diplôme d'études secondaires et, maintenant, à l'obtention du diplôme d'enseignement professionnel ou du certificat d'enseignement professionnel, les deux nouveaux diplômes qui découlent du réaménagement des programmes de formation professionnelle que nous avons annoncés l'an dernier.

La clientèle de ce service est considérable. En 1987-1988, la dernière année pour laquelle nous avons des statistiques, le nombre total de personnes inscrites au cours était de 37 402 comparativement à 33 349 l'année précédente, c'est-à-dire une augmentation de plus de 4000 au cours de la dernière année. En 1981-1982, pour prendre un point de repère un peu plus loin, le nombre de personnes inscrites était de 6000. Cela veut dire qu'il y a eu une progression remarquable dans la clientèle des cours par correspondance du ministère de l'Éducation. Cette clientèle se compose comme suit, à peu près également répartie entre des hommes et des femmes: les hommes représentent 51 % et les femmes 49 %. L'âge moyen: 35 ans. La répartition: À peu près égale dans toutes les régions géographiques du Québec. C'est très intéressant parce qu'il vient de chaque région une clientèle à peu près correspondante à la proportion de la population de cette région dans l'ensemble de la population québécoise. La formation antérieure: Est-ce que ce sont des personnes instruites qui viennent s'inscrire à ces cours? 50 % ont une formation de moins de la cinquième année secondaire. Cela veut dire que sur 37 000 l'an dernier, il y en avait 18 000 qui n'avaient pas la formation d'un secondaire, 5ième année, qui n'avaient pas un diplôme d'études secondaires. 25 % ont une formation de 5ième secondaire et 25 % ont fréquenté le collège ou l'université. 80 % des personnes qui s'inscrivent au cours le font pour les cours de niveau secondaire, soit la formation générale, soit la formation professionnelle. Nous offrons plus de 200 cours à la population, la moitié de formation générale et la moitié de formation professionnelle. Les gens s'inscrivent en général pour un ou deux cours pendant une session. En général, ils restent inscrits pendant deux ou trois ans. Nous n'avons pas de cours encore du côté anglophone mais cela s'en vient. Des cours sont en préparation présentement en mathématiques, en anglais, langue maternelle, et en français, langue seconde. Il y a une demande du côté anglophone également. On les avait complètement négligés pendant 25 ans. Là, nous allons leur donner leur part.

Un autre aspect intéressant de ce service c'est que cela coûte beaucoup moins cher que les écoles ordinaires. D'abord, nous exigeons des frais d'inscription aux adultes. Chaque adulte

paie 15 \$ de frais d'inscription pour chaque cours auquel il s'inscrit. Cela veut dire qu'une personne qui s'inscrit à un ou deux cours par semestre doit payer 15 \$ ou 30 \$, selon le cas. Multiplié par 33 000, cela fait tout de même des revenus intéressants. Toute cette activité coûte à peu près 5 000 000 \$ par année. Il y en a le tiers à peu près qui est financé par les contributions des personnes qui s'inscrivent; 1 600 000 \$ sur 5 000 000 \$. Cela veut dire qu'un coût net de 3 400 000 \$ pour des cours qui sont dispensés à 33 000 personnes au cours de toute l'année scolaire, ce n'est pas cher. C'est l'un des services les plus économiques du gouvernement. (15 h 30)

Ayant eu l'occasion de prendre contact avec cette direction à quelques reprises, il me plaît de souligner qu'elle fonctionne de manière modeste, avec un souci d'économie remarquable et à des coûts qui pourraient faire l'envie de bien d'autres secteurs de l'activité gouvernementale. C'est l'essentiel de l'activité de ce service dont nous parlons aujourd'hui.

Maintenant, avec le projet de loi, nous voulons que la Direction des cours par correspondance puisse se doter d'une nouvelle *structure* de gestion qui lui permettrait de percevoir des revenus afin de les réinvestir au profit de ses clients, ce qui n'est pas permis selon les règles de gestion des ministères. Actuellement, la direction doit s'administrer comme tout service du ministère de l'Éducation, c'est-à-dire qu'elle n'a pas le droit de percevoir ses propres revenus. Ces revenus vont transiter par ses bureaux et doivent être immédiatement transmis au fonds consolidé.

Considérant comme toujours possibles des améliorations dans ce domaine, nous proposons, avec le projet de loi 58, un mécanisme qui permettrait la création d'un Fonds de la formation à distance au ministère de l'Éducation. Ce fonds spécial a déjà été utilisé pour d'autres besoins semblables du gouvernement. Ces dernières années, nous avons créé le Fonds des services informatiques et le Fonds des services de télécommunications au ministère des Communications. Au ministère de l'Énergie et des Ressources, nous avons créé le Fonds de la réforme du cadastre québécois. Nous avons créé au ministère des Communications le Fonds des services d'édition gouvernementale et le Fonds des services de placement-médias. Nous voudrions ajouter à cette famille déjà passablement nombreuse le Fonds de la formation à distance, lequel sera sous la gestion des responsables immédiats de la Direction des cours par correspondance, mais dont la gestion sera surveillée de très près par le Conseil du trésor selon toutes les règles de gestion qui sont établies par cet organisme.

Pour son financement, le fonds devrait répondre également de ses activités au ministère des Finances. Il y aura toutes les garanties nécessaires de ce côté. Cela permettrait aux

responsables d'avoir une gestion beaucoup plus directe et beaucoup moins compliquée que ce n'est le cas actuellement. Et je pense que les initiatives qui en découleraient permettraient d'accroître encore le volume d'activités de la Direction des cours par correspondance.

Mme la Présidente, je voudrais conclure en signalant qu'il y a beaucoup d'avenir dans la formation à distance. Là, nous avons parlé des cours par correspondance qui sont l'activité principale de cette direction. Mais elle a également des émissions de télévision dont certaines ont connu beaucoup de retentissements. Je signale, par exemple, l'expérience d'Octo-puce, il y a quelques années, qui avait attiré des milliers et des milliers d'inscriptions. D'autres initiatives seront prises dans l'avenir. Je crois que nous arrivons à un stade où il faut envisager les problèmes de l'éducation pas seulement dans la perspective de cours qui seront dispensés dans des salles de classe, mais aussi de cours ou de services qui seront offerts sous toutes les formes multiples que permet d'envisager le progrès de la technologie des communications à l'ère moderne.

Je voudrais que ce service prenne son envol et qu'il fasse de nouveaux progrès au cours des années à venir. Et le moyen dont nous entendons le doter à l'aide du projet de loi 58 me paraît de ceux qui favoriseront l'accroissement de son dynamisme et l'extension de son rayonnement. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Éducation. M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition.

M. François Gendron

M. Gendron: Mme la Présidente, à ce moment-ci, puisque nous en sommes à l'adoption du principe du projet de loi 58, comme critique de l'Opposition en matière d'éducation, je voudrais y aller de mes quelques commentaires. D'abord, il est important de vous rappeler qu'il ne s'agit pas d'une seconde réforme du rapport ou de la commission Parent. Il s'agit de quelque chose de mineur, même si c'est intitulé Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation. Ce ne sont pas les suites à la commission Parent concernant l'éducation.

Le projet de loi a essentiellement pour but d'instituer au sein du ministère de l'Éducation un fonds pour ce qui est de la formation à distance qui, comme son nom l'indique, a pour objet le financement de biens et services reliés à ce qu'on appelait, dans le jargon communément connu, les cours par correspondance. Ainsi par ce projet de loi, que je trouve nécessaire, le ministre de l'Éducation se voit conférer le pouvoir de fournir, dans les domaines de sa compétence, des services reliés à la formation à distance à toute personne ou organisme, de même fournir ces services dans les domaines de compétence d'un autre ministère, à la demande de

celui-ci. C'est également un projet de loi qui, après avoir consacré le principe, doit prévoir dans ses modalités, ce qu'on appelle souvent dans le jargon, diverses dispositions relatives au mode de financement de gestion et d'"opérationnalisation" du fonds ainsi créé. Voilà l'objectif du projet de loi. Voilà les notes explicatives pour placer plutôt dans leur contexte les éléments du projet de loi 58.

Les commentaires que je voudrais maintenant faire sur le projet de loi sont les suivants. Par ce projet de loi, le gouvernement vient transformer l'actuelle Direction des cours par correspondance du ministère de l'Éducation du Québec en un fonds distinct. Et je pense que c'est une heureuse initiative. Il ne s'agit pas d'une initiative nouvelle, mais d'une réorganisation administrative nouvelle. Donc, le projet de loi ne crée pas quelque chose qui n'existait pas, mais il organise différemment quelque chose qui existait.

Il faut peut-être rappeler à ce moment-ci que la Direction des cours par correspondance permet à ceux qui le désirent de compléter leurs études secondaires, d'amorcer des études collégiales, de se perfectionner dans leur métier ou de parfaire leurs connaissances. En 1987-1988, cette direction a desservi 36 000 étudiants et étudiantes, jeunes et adultes, pour des cours de formation aussi bien générale que professionnelle. Donc, 36 000 personnes, ce n'est pas une quantité négligeable. C'est une quantité importante. Certains des cours ont été diffusés sur les ondes de Radio-Québec. Il s'agit juste de penser à l'extraordinaire succès des séries "Octo-giciels" et "Le cours de mon argent", des séries très appréciées pour ceux qui les ont suivies et qui étaient diffusées par Radio-Québec.

La création d'un tel fonds se situe dans le cadre d'un courant qui traverse actuellement l'administration publique et qui vise à octroyer une enveloppe budgétaire spécifique pour des activités précises, connues, déterminées. On retrouve d'ailleurs de tels fonds spécialisés dans d'autres ministères. Ainsi, par exemple, le Fonds des services informatiques et le Fonds des services de télécommunications ont récemment été créés au ministère des Communications. Les dispositions du projet de loi habilitantes, je l'ai mentionné tantôt, après avoir créé le fonds, en matière de gestion financière et d'opération, sont régulières et, en ce qui nous concerne, ne posent pas de problèmes. La gestion des sommes est confiée au ministère des Finances. Il n'y a rien de plus normal. On dit que le ministère de l'Éducation du Québec est le répondant pour la comptabilité et l'enregistrement des engagements financiers imputables à ce fonds, lors de l'étude des crédits et ailleurs, même ici en Chambre pour la période de questions éventuellement. C'est normal. C'est correct. Et on dit que l'application de la loi - en parlant de celle dont on discute - est assujettie à la responsabilité de l'administration financière. C'est encore on ne

peut plus régulier.

Il faut remarquer que le fonds continue d'être financé à même les crédits du ministère de l'Éducation, auxquels s'ajouteront les sommes perçues pour les biens et services qu'il a servi à financer. Les surplus accumulés par le fonds seront cependant versés au fonds consolidé du revenu du gouvernement dans la mesure déterminée par ce dernier. J'aimerais ça que le ministre, si jamais il décide d'utiliser son droit de réplique pendant quelques minutes, réponde à cette question.

(15 h 40)

Je pense qu'il faut s'interroger sur une telle disposition qui, en permettant au gouvernement d'aller chercher le surplus du fonds, pourrait compromettre le développement des services offerts. On crée un fonds et on dit: Si jamais il y a des surplus, ce n'est pas à toi. Les surplus ne resteront pas au fonds. Ils vont être transportés dans le fonds consolidé du gouvernement du Québec qui est le grand fonds général pour des demandes de suppléance de crédits pour des initiatives nouvelles non prévues aux règles du Conseil du trésor. En conséquence, ça fait un peu curieux qu'on crée un fonds à part, mais, si jamais il génère des surplus, ce n'est pas à lui. Cela m'inquiète et j'aimerais que le ministre me donne quelques précisions là-dessus.

L'autre problème qui est plus important et qui m'inquiète davantage, c'est qu'il ne s'agit pas de créer un fonds, parce qu'un fonds, c'est le récipient pour recevoir éventuellement quelque chose, et ça va dépendre des ressources que le ministre va mettre dans ce fonds-là. Jusqu'à maintenant, je ne pense pas que le ministre nous a impressionnés par sa volonté de renforcer la situation en éducation par une meilleure offre au niveau des cours par correspondance parce que les crédits alloués à la Direction des cours par correspondance s'élèvent, cette année, à 2 780 000 \$. C'est à peu près exactement le même budget que lors de l'arrivée des libéraux au pouvoir et, que je sache, ça fait trois ans. Donc, quand on crée un fonds et qu'on dit: Écoutez, c'est une question qui nous intéresse, c'est un secteur qui doit connaître du développement parce que ça permet à des jeunes adultes de parfaire leur formation, il va falloir prévoir le fric prévu. Si on ne met pas de fric de plus, ça fera un fonds qui demeurera tout simplement un outil administratif et non un outil pédagogique d'offres maximisées de perfectionnement pour les adultes. Je répète que le budget n'a pas bougé depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir. J'aimerais savoir s'il en sera de même pour les 25 prochaines années parce que le premier ministre, aujourd'hui, pense qu'on n'a aucune chance d'exercer le pouvoir avant l'an 2008. Est-ce à dire qu'avec les libéraux les budgets vont être stagnants pendant 20 ans? C'est un peu ce que nous laisse croire ce fonds-là.

La formation à distance, que ce soit par le biais des cours par correspondance ou à la Télé-

université, je reconnais, et le ministre aussi, je pense, que ça constitue un outil indispensable pour accroître une notion importante qui s'appelle l'accessibilité à l'éducation. Certaines personnes ne sont pas en mesure de fréquenter les institutions d'enseignement pour diverses raisons: éloignement géographique, handicap physique, responsabilités familiales, occupation professionnelle, etc. Les motifs sont très variés. Pour ces personnes qui ne sont pas à même de se déplacer ou de fréquenter les institutions à l'intérieur des horaires réguliers, les cours par correspondance offrent une occasion unique de suivre des activités de formation et de perfectionnement. On pourra juger de l'importance qu'accorde le gouvernement à ce domaine et de sa préoccupation véritable pour l'accessibilité aux services éducatifs aux ressources qu'il consentira à ce nouveau fonds. Autrement dit, ce n'est que dans le vécu de l'application de ce nouveau fonds qu'on pourra constater que le ministre était sérieux, qu'il avait véritablement des préoccupations de maximiser l'accessibilité et qu'en conséquence il a prévu les ressources qu'il faut à ce nouveau fonds.

Personnellement, j'ai des craintes. On sait, par exemple, qu'il y a une semaine ou deux, à une autre commission parlementaire que j'ai eu l'occasion de vivre intensément avec d'autres, le ministre a refusé, ce qui est un recul incompréhensible et inacceptable, d'inscrire dans le projet de loi 107 sur l'instruction publique, c'est-à-dire la nouvelle loi qui va modifier la Loi sur l'instruction publique, le principe de la gratuité des cours menant au diplôme d'études secondaires pour les adultes. On ne peut pas, encore là, avoir uniquement de bonnes intentions et, à chaque fois qu'on a une occasion de les traduire dans les projets de loi, ils nous répondent: Ce n'est pas le moment; ce n'est pas le temps; on n'est pas prêt; je ne pense pas qu'il faut faire ça maintenant. Quand on pose la question: Quand allez-vous faire ça? on répond: On verra. Ces gens-là, s'ils veulent faire un discours d'accessibilité plus large, de temps en temps il faut poser le geste concret d'un projet de loi qui traduit cette intention du législateur. Ce n'est pas encore le cas dans ce projet de loi. Si je me base sur l'expérience que je viens de relater, refus catégorique de mettre dans une loi qui est censée être une modernisation exemplaire de la vieille Loi sur l'instruction publique, qui s'appelle le projet de loi 107, la consécration du principe voulant qu'il soit normal que des jeunes et des adultes puissent parfaire leur formation de base et que l'État en assume la totalité des coûts puisque ça devient de la formation continue, mais de base, on ne peut pas prétendre que ces gens-là sont d'accord pour une formation accrue. Ils sont tellement d'accord pour de la formation accrue que, selon eux, l'éducation n'est même plus une dépense, mais un investissement. Donc, pour des dépenses d'investissements, ces administrateurs de colonnes devraient être un

peu plus généreux. Ils ne peuvent être que des administrateurs comptables et équilibrer des colonnes. De temps en temps, si c'est vraiment un investissement... Des investissements, à courte vue, c'est parfois un passif, mais, à moyen et à long termes, c'est un actif rentable, un actif qui rapporte à la société parce qu'on investit dans des intelligences, dans des personnes qui seront normalement des contributeurs ou des contributrices exemplaires pour l'avancement, le virage technologique, la plus-value, l'obtention d'un produit national brut en croissance plutôt qu'en décroissance. Tout cela s'obtient avec des intelligences, avec des cerveaux, avec des gens qui reçoivent la préparation requise pour se comporter comme tel dans la société. Si, de temps en temps, au moment où on a prendre les décisions, cela coûte quelques cents, un peu d'argent, y faut libérer cet argent. Par ailleurs, d'importants développements sont souhaitables pour élargir la gamme des cours et des programmes offerts. Nous attendons que le ministre nous fasse part de ses intentions dans ce domaine.

Je conclus, Mme la Présidente. Je vous ai dit tantôt que cette loi n'est pas la poursuite des secousses qu'on a vécues il y a environ une semaine. Ce projet de loi n'est pas un second tremblement de terre. Cette loi modifie la loi du ministère de l'Éducation en disant simplement: Les cours par correspondance qui étaient jusqu'à maintenant notre responsabilité se feront à partir d'un fonds spécialisé. Et on est d'accord avec ce fonds-là. Je suis d'accord sur le principe du projet de loi. Je souligne également, parce que c'est le moment de le faire, l'importance de la formation à distance dans une plus grande perspective d'accessibilité à l'éducation. Tout ce que j'ajoute, c'est que je ne veux pas tenir un discours et ignorer ce que la main gauche ou droite fait pendant que l'autre tire des fonds de nos poches. Oui à une accessibilité plus grande à condition qu'elle se concrétise, à condition qu'elle se formalise, à condition que cela paraisse dans les colonnes comptables de ce gouvernement et qu'à un moment donné on voie apparaître dans le fonds le fric requis, l'argent requis pour qu'il y ait une traduction opérationnelle à une plus grande accessibilité.

En conclusion, je veux également connaître les intentions du ministre quant à l'avenir de la formation à distance, en termes de budgets, de développement de nouveaux cours et de tarification. Voilà les commentaires que je voulais formuler sur le projet de loi 58 à l'adoption duquel l'Opposition contribuera parce qu'elle ne voit aucun problème au plan du principe. Il s'agit là d'un geste administratif valable. Je souhaiterais cependant que ce geste administratif se traduise par une volonté ministérielle de plus grande accessibilité et, en conséquence, par un fonds qui traduise cette volonté. Comme je le mentionnais, que le ministre nous donne, en quelques phrases, ses intentions quant à l'avenir de la formation à distance en termes de budgets,

de développement de nouveaux cours et de tarification. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, le M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition.

Je vais maintenant reconnaître M. le ministre de l'Éducation, en réplique.

M. Claude Ryan (réplique)

M. Ryan: Merci, M. le Président. Je remercie le député d'Abitibi-Ouest de sa réaction très constructive à la présentation du projet de loi 58 sur la création du Fonds de la formation à distance. Comme le député d'Abitibi-Ouest s'est déclaré d'accord sur le principe du projet de loi, je crois que nous aurons l'occasion d'aborder en commission les principales questions qu'il a soulevées dans son intervention. Le cadre de la commission s'y prêtera mieux vu qu'il n'a pas droit de réplique ici et que je ne voudrais pas avoir l'air d'abuser de cette situation qui favorise le gouvernement à ce stade de nos débats.

J'ajoute simplement une couple d'observations rapides. Tout d'abord, les crédits pour la présente année accordés à la Direction des cours par correspondance sont, d'après mes notes, de 3 300 000 \$ et non de 2 800 000 \$. Ce serait 3 300 000 \$. ce qui n'est pas une somme énorme, j'en conviens, mais, avec ces ressources modestes, la Direction des cours par correspondance accomplit un travail considérable dont je lui sais gré. Elle a, pour le faire, un effectif d'environ une centaine de personnes, surtout des professionnels des différentes sections de la programmation, mais qui sont très proches des clientèles. (15 h 50)

Je pense que de ce point de vue nous n'avons pas eu de plainte de la part de la Direction des cours par correspondance indiquant qu'il y aurait lieu d'injecter des sommes considérables dans des développements spectaculaires. Ce n'est pas la pédagogie de ce service. C'est un service qui a suivi jusqu'à maintenant un itinéraire plus modeste. Si nous avions des ressources, nous voudrions nous en servir plus abondamment, en particulier pour la télévision. Je vous assure que si nous en avions les moyens - c'est une indiscretion que je commets ici - je serais très heureux, par exemple, de pouvoir offrir à la population du Québec des cours de rattrapage, des cours de mise à jour en français, langue maternelle, qui seraient encore plus ajustés sur les besoins concrets des populations.

Soyez assurée, Mme la Présidente, que j'ai l'oeil sur ce problème. Dès que nous disposerons de ressources un peu plus considérables, je souhaite que nous puissions entreprendre une action d'envergure de ce côté. La Direction des cours par correspondance m'a soumis des projets très intéressants. Un peu plus tard, lorsque nous établirons les crédits de la prochaine année, c'est un aspect de notre prochaine programma-

tion que j'examinerai avec beaucoup d'intérêt.

En ce qui touche les surplus dont pourrait disposer éventuellement le fonds, je verrai à préciser en commission parlementaire tous les aspects techniques du fonctionnement administratif de ce nouvel organisme. Je voudrais indiquer tout de suite qu'il n'y aura pas beaucoup de danger dans l'avenir prévisible parce que, même selon les calculs les plus optimistes que nous pouvons établir, la proportion des coûts du service qui seraient financés à même les contributions des personnes inscrites au cours ne dépassera, dans l'avenir prévisible, jamais 40 %. Cela veut dire qu'il n'y a pas de perspective de surplus dans un avenir prévisible parce que les revenus que la Direction des cours par correspondance générera par sa propre activité seront toujours considérablement inférieurs à ses besoins réels, lesquels devront être comblés à même des subsides que verra à obtenir pour elle le ministre de l'Éducation.

Je remercie le député d'Abitibi-Ouest de sa réaction constructive à la présentation du projet de loi. J'espère que nous pourrions poursuivre l'examen du projet de loi en commission parlementaire dans le même esprit de collaboration au service du développement de la formation à distance. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Éducation. Cette réplique termine le débat. Est-ce que le principe du projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission de l'éducation

M. Lefebvre: Oui, Mme la Présidente. Je fais motion pour déférer le projet de loi 58 à la commission de l'éducation pour son étude détaillée.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Article 13 du feuillet, Mme la Présidente.

Projet de loi 63

Adoption du principe

La Vice-Présidente: A l'article 13 du feuillet, le ministre de l'Enseignement supé-

rieur et de la Science propose l'adoption du principe du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

Je vais maintenant reconnaître M. le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Claude Ryan

M. Ryan: Mme la Présidente, c'est toujours avec beaucoup de plaisir que je saisis les occasions qui me sont fournies de parler en cette Chambre du travail remarquable qu'accomplit l'Université du Québec. Fondée il y a à peine 20 ans, l'Université du Québec a connu un développement spectaculaire. Elle compte aujourd'hui six universités constituantes, quatre institutions spécialisées dont le rayonnement est déjà considérable. Les universités qui constituent la base du réseau de l'Université du Québec sont les suivantes. Si nous commençons par l'est du Québec, il y a l'Université du Québec à Rimouski dans laquelle on trouve près de 3000 étudiants, équivalence temps complet. Vous savez, il y a des étudiants à temps plein; il y en a d'autres à temps partiel. Pour les fins du financement, nous traduisons les inscriptions à temps partiel en inscriptions à temps plein. S'il y a deux personnes à demi-temps, cela fait une personne à temps plein, etc. Alors, il y a l'équivalent de 2794 étudiants à temps complet pour l'année 1986-1987, ce qui veut dire qu'on peut établir en gros qu'il y a deux étudiants à temps partiel pour un étudiant à temps complet. Ici, si nous faisons le calcul complet dans le cas de l'Université du Québec à Rimouski, nous arrivons à un total de plus de 5300 inscriptions pour l'année 1986-1987. Pour la présente année, c'est sûrement à 5500 ou 5600.

Pour l'ensemble de l'Université du Québec, c'est très intéressant, nous avions en 1985-1986... Je m'excuse, j'ai plusieurs données ici, je vais prendre les plus récentes. En 1985-1986, nous avions 78 000 étudiants inscrits à l'Université du Québec dans les six constituantes que voici. J'ai commencé à les nommer tantôt. Je vais compléter la liste. L'Université du Québec à Montréal, l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'Université du Québec à Chicoutimi, l'Université du Québec à Hull, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et, comme je l'ai mentionné tantôt, l'Université du Québec à Rimouski. Leur total d'inscriptions, 78 614 dont 51 700 à temps partiel, ce qui veut dire plus de 27 000 à temps complet.

De ce nombre, on en trouve un grand nombre, évidemment, à l'Université du Québec à Montréal. C'est la constituante la plus importante. À elle seule, elle avait 22 000 étudiants, équivalence temps complet, répartis ainsi: 35 000 étudiants en tout, 19 000 à temps partiel, 16 000 à temps complet. Ce réseau comporte en plus quatre institutions spécialisées. La Télé-université du Québec, qui donne des cours surtout par la

voie de la télévision, l'École nationale d'administration publique, qui fournit des services de formation universitaire de 2e et de 3e cycles, c'est-à-dire du niveau de la maîtrise et du doctorat pour des étudiants qui sont déjà engagés dans la carrière. Ces cours sont offerts à des fonctionnaires des différents ministères, à des fonctionnaires d'Hydro-Québec, des commissions scolaires, du réseau hospitalier et des services sociaux, etc. L'ENAP, comme on l'appelle, l'École nationale d'administration publique, décerne une formation de haute qualité au niveau de la maîtrise et du doctorat.

L'Université du Québec compte en plus l'Institut national de la recherche scientifique, qui groupe tout un réseau d'instituts spécialisés dans des domaines comme les ressources naturelles, les questions urbaines, les questions maritimes, les questions de santé, etc. Il y a aussi l'Institut Armand-Frappier, qui est un organisme qui est né de l'ancien Service de biologie de l'Université de Montréal, qu'avait fondé le Dr Armand Frappier qui s'est rendu célèbre dans le monde entier par sa production de vaccins, en particulier, par la création d'un vaccin contre la grippe et par la diffusion qu'il a faite dans le monde entier du fameux vaccin BCG contre la tuberculose, qui a été un des moyens les plus puissants dont on s'est servi pour éliminer à toutes fins utiles cette maladie qui fut longtemps l'un des grands fléaux de l'humanité. Alors, l'Institut Armand-Frappier, qui a joué un rôle clé dans la diffusion de ces instruments de lutte contre les maladies contagieuses et qui travaille aujourd'hui à d'autres problèmes qui sont d'actualité plus immédiate, fait également partie du réseau de l'Université du Québec. Tout ça est un réseau dont nous sommes fiers, qui est placé sous la direction d'un siège social situé à Québec sous la présidence de M. Claude Hamel, que nous avons désigné à ce poste au mois de septembre dernier en remplacement de son prédécesseur, M. Boulet, qui avait assumé cette fonction pendant de nombreuses années avec grande distinction.

Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons été saisis de diverses recommandations concernant l'Université du Québec. En particulier, on se souviendra probablement d'un rapport gouvernemental qui avait recommandé l'abolition du siège social de l'Université du Québec et, par conséquent, l'élévation de chacune de ses constituantes au statut d'université complète. (16 heures)

La commission parlementaire de l'éducation s'était penchée sur ces problèmes à l'occasion de l'étude qu'elle fit des difficultés de financement de nos universités, en septembre 1986. Parmi les recommandations qui étaient sorties du travail de la commission, il y en avait une qui disait: Traitons avec prudence le réseau de l'Université du Québec, n'allons pas l'amputer de sa tête à un moment où il n'en est pas encore arrivé à un stade de développement qui justifierait une

décision aussi radicale.

Dans le sillage des travaux de la commission parlementaire, j'avais formé un groupe de travail sous la direction d'un ancien président de l'Université du Québec, M. Robert Després, à qui je veux rendre un hommage spécial aujourd'hui. Je l'avais chargé d'examiner les structures et les problèmes de financement de l'Université du Québec et de me soumettre une série de recommandations à ce sujet. M. Després a procédé, avec l'aide de son groupe, à un travail approfondi qu'il a terminé en moins de six mois, et je veux lui en rendre un hommage spécial. J'avais donné au groupe Després, à la fin de, l'année 1986, un mandat que je pensais devoir durer un an ou deux. J'avais demandé au groupe Després de terminer son travail pour l'été 1987, en me disant, comme tout bon ministre le fait dans ces circonstances, que je n'aurais pas d'objection à prolonger son mandat jusqu'à la fin de l'année 1987 et peut-être un peu au début de 1988. M. Després, étant un homme très efficace, aidé par un comité très engagé, me remettait son rapport dès l'été 1987.

Dans ce rapport, il y avait une série de recommandations, en particulier des recommandations visant, Mme la Présidente, à élargir la représentation des milieux socio-économiques dans les organes directeurs de l'Université du Québec et de ses constituantes, en particulier des universités constituantes. Le comité Després avait trouvé que les quelques représentants des milieux socio-économiques, qu'on trouvait dans des conseils d'administration des constituantes et à l'assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, n'étaient pas assez nombreux pour faire contrepoids à la représentation trop nombreuse qui venait de l'intérieur même de chaque établissement. Il avait proposé d'établir un meilleur équilibre entre les deux. On retrouve ces recommandations, en toutes lettres, dans le rapport que le groupe Després me soumettait à la fin de juin 1987, qui me fut remis, en fait, au mois de juillet 1987.

On disait, en particulier, que, "selon le groupe de travail, il y aurait lieu d'amender l'article 7 de la Loi sur l'Université du Québec afin qu'il indique qu'à l'avenir six personnes, dont un représentant des cégeps au lieu de trois, soient nommées par le gouvernement pour représenter le milieu socio-économique plus large au sein de l'assemblée des gouverneurs." Nous avons étudié cette recommandation. Nous en sommes venus à la conclusion qu'il faudrait désigner sept représentants des milieux socio-économiques au lieu de six, comme le recommandait le groupe Després et au lieu de trois, comme c'est le cas actuellement. Nous recommandons en plus dans le projet de loi qu'il y ait, expressément nommé, un membre de l'assemblée des gouverneurs qui représente le secteur des collèges. Nous voulons que la représentation soit la plus large possible.

Nous avons fait des expériences. Je raconte

celle que nous avons faite avec l'Université de Montréal, en particulier. Le nouveau recteur de l'Université de Montréal était venu me voir au lendemain de sa nomination. Il m'avait dit qu'il voulait renforcer considérablement la présence des milieux socio-économiques au sein du conseil d'administration de son établissement. Il m'avait dit: J'aimerais qu'on travaille cette question ensemble, que vous me fournissiez vos suggestions et je vous fournirai les nôtres. Nous avons travaillé dans un climat d'étroite collaboration. Je peux vous assurer que les nominations qui ont été faites au conseil d'administration de l'Université de Montréal, ces dernières années, depuis deux ou trois ans, ont considérablement renforcé cet organe directeur de l'Université du Québec. Je suis heureux de signaler que le chancelier de l'Université de Montréal, M. Claude Castonguay, une personne qui fut nommée par le gouvernement actuel, fait partie du conseil d'administration de l'Université de Montréal. Tous ceux qui, parmi nous, connaissent M. Castonguay ne seront pas étonnés de m'entendre dire qu'il s'est vite imposé par son engagement, par la qualité de ses interventions, par le souci des orientations à long terme que traduisaient ses interventions dans les débats. Ses collègues furent heureux de l'inviter à assumer la charge de président du conseil d'administration et de chancelier de l'université.

À Québec, nous avons fait des nominations extrêmement intéressantes à l'Université Laval également. Nous avons fait de bonnes nominations, je pense bien, à l'Université du Québec, mais dorénavant, à l'assemblée des gouverneurs, le gouvernement pourra désigner sept personnes au lieu de trois pour représenter les milieux socio-économiques. C'est 7 sur un total d'environ 21 ou 22, je ne les ai pas comptées avec exactitude, c'est 24. Ce n'est même pas le tiers. On a visé sur toute la ligne une proportion d'à peu près 30 %. On aurait pu viser 50 % plus un. On ne pensait pas que c'était une bonne chose, parce que l'université, étant une communauté intellectuelle, doit être formée en grande partie de personnes qui y exercent leurs activités, qui y donnent le meilleur d'elles-mêmes avec l'aide de personnes en provenance de l'extérieur. Une présence qui doit être substantielle sans être écrasante, mais assez nombreuse pour ne pas être noyée ou perdue dans l'ensemble. La proportion d'environ 30 % à laquelle nous tendons me paraît être une proportion fort raisonnable. C'est celle que nous suggérons pour l'assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec.

En ce qui touche les conseils d'administration de chaque université constituante, la loi actuelle de l'Université du Québec prévoit trois personnes en provenance des milieux socio-économiques - c'est, évidemment, insuffisant - sur les 21 personnes qui composent les conseils d'administration des constituantes. Nous proposons dans le projet de loi que nous soumettons à l'Assemblée nationale, le projet de loi 63, de

porter ce nombre de trois à six, c'est-à-dire le double. Nous faisons un autre changement très important dans les conseils d'administration des constituantes.

Cela m'a renversé quand j'ai vu cette disposition dans la loi. Actuellement, la loi prévoit que le recteur fait partie ex officio du conseil d'administration - cela se comprend très bien - mais qu'en plus il en fait partie ex officio avec quatre vice-recteurs. Imaginez, le recteur, ses quatre vice-recteurs, plus des représentants des personnes qui exercent des fonctions de direction, d'enseignement ou de recherche, des représentants des professeurs, il n'y a plus de place pour personne d'autre. C'est une présence beaucoup trop écrasante. C'est de l'"inbreeding" excusez l'expression. C'est un organisme qui veut trop se nourrir par lui-même. Quand on en est rendu à mettre le recteur et quatre vice-recteurs membres ex officio du conseil d'administration, c'est trop fort. Alors, nous faisons disparaître les quatre postes réservés aux vice-recteurs et nous réservons deux postes pour des personnes exerçant des fonctions de direction à l'université constituante qui seront nommées par le gouvernement, mais désignées par le conseil d'administration sur la recommandation du recteur.

Avant cela, on avait cette disposition, mais, finalement, le choix se portait généralement sur des personnes dont le statut était ambigu. Dans certains cas, elles étaient syndiquées, dans d'autres, elles ne l'étaient point. Les choses manquaient de clarté. Ici, il sera clair que ce sont deux personnes exerçant des fonctions de direction et proposées au conseil d'administration et à l'assemblée des gouverneurs par le recteur. Elles seront nommées par le gouvernement en fin de compte, mais proposées par le recteur au conseil d'administration. Nous gardons les trois représentants des professeurs. Nous gardons également deux représentants des étudiants. Nous avons une personne qui sera choisie pour représenter les collèges, je l'ai mentionné tantôt. Je pense que nous aurons ainsi un meilleur équilibre.

Je sais que, du côté de l'Opposition, on parlera de la représentation des chargés de cours. Est-ce qu'il y aurait lieu de prévoir un poste pour les chargés de cours? Il me fait plaisir de signaler que j'écouterai avec intérêt, en commission parlementaire, les représentations que voudrait nous faire l'Opposition et que voudront également nous faire les députés ministériels à ce sujet. Si nous en venons à un consensus... C'est un problème qu'on a porté à mon attention ces jours-ci. Moi, je n'avais pas prévu la présence des chargés de cours parce que j'ai commandé une étude sur les chargés de cours au Conseil des universités, il y a quelques mois, et je préférerais attendre le rapport de l'étude avant de prendre une décision à ce sujet. Mais, d'un autre côté, comme nous procédons à des changements et que les chargés de cours

seront là, même après que le Conseil des universités aura complété son étude, je serai prêt à en discuter en commission parlementaire en toute ouverture d'esprit, comme nous savons le faire souvent, des deux côtés.

(16 h 10)

Je pense qu'avec ces dispositions les conseils d'administration des constituantes, de même que l'assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, qui est le grand conseil d'administration de toute l'Université du Québec, auront une composition mieux équilibrée, pourront prétendre avec plus de vérité à une représentativité non seulement en ce qui touche l'intérieur, mais en ce qui touche la société québécoise en général et en particulier la région que chacune des constituantes est appelée à servir.

Dans les changements que nous proposons, il y en a un autre de taille sur lequel je veux spécialement m'arrêter. Il concerne l'Université du Québec à Montréal, celle qu'on appelle familièrement l'UQAM. L'Université du Québec à Montréal est, jusqu'à ce jour, un élément de ce grand réseau qu'est l'Université du Québec. Elle en fait partie au même titre que les autres. Elle porte sa part des responsabilités et sa part des sacrifices aussi. Elle a sa très large part des initiatives et du rayonnement. Étant donné son ampleur, elle a, évidemment, un développement que ne peuvent connaître les constituantes plus modestes qui sont situées dans des régions moins peuplées. Je l'ai dit tantôt: À cause même de sa taille, plus de 35 000 étudiants dont 16 000 à temps complet et 19 000 à temps partiel, l'Université du Québec à Montréal fait face à toutes sortes de difficultés qui commandent pour elle une plus grande liberté de manœuvre, une plus grande liberté de mouvement que celle dont elle dispose pour l'instant.

Il y a longtemps que cette question est en discussion. Lorsque je siégeais dans l'Opposition, les dirigeants de l'Université du Québec à Montréal et ceux de l'Université du Québec m'avaient parlé du problème. Le gouvernement précédent avait même conçu, je crois, l'intention de conférer à l'Université du Québec à Montréal une sorte de statut particulier qui permettrait de tenir compte de sa réalité propre. On en parle souvent quand on parle du Québec à l'intérieur de la fédération canadienne. On dit vouloir traiter le Québec sur un pied arithmétiquement égal aux autres provinces; cela ne marche pas parce qu'il y a des différences fondamentales de bien des ordres.

C'est un peu la même chose pour l'Université du Québec à Montréal dans le grand réseau de l'Université du Québec. L'Université du Québec à Montréal doit faire face à des problèmes qu'elle partage en commun avec les trois grandes institutions universitaires qui se partagent avec elle le champ de l'enseignement supérieur dans la région métropolitaine, soit l'Université de Montréal, l'Université McGill et

l'Université Concordia. Les dirigeants de ces quatre établissements sont appelés à se réunir souvent. Ils doivent prendre des décisions en matière de cours, en matière d'initiatives nouvelles et en matière de réponse à des besoins inédits que la société leur présente. Les représentants de l'Université du Québec à Montréal, quand ils vont siéger avec leurs collègues, doivent toujours dire: On va prendre cela en considération, on soumettra ces choses à la maison mère et on se rapportera à la maison mère qui est à Québec. C'est une situation très lourde qui a créé de nombreuses difficultés dans le passé et qui prive l'Université du Québec à Montréal d'une liberté de manœuvre, d'invention et d'initiative dont elle a besoin pour assumer pleinement sa charge dans la région métropolitaine.

À la suite de nombreuses discussions, les autorités de l'Université du Québec et les autorités de l'Université du Québec à Montréal en sont venues à une sorte de concordat, à une sorte de protocole. Elles ont convenu ensemble d'un nouveau partage des responsabilités en vertu duquel l'Université du Québec à Montréal serait habilitée, suivant le projet de loi 63 que nous étudions aujourd'hui, à décerner à l'avenir ses propres grades, diplômes ou certificats universitaires. Jusqu'à maintenant, l'Université du Québec à Montréal donne des cours. C'est un peu comme pour les cégeps qui donnent des cours, mais le diplôme doit être signé par le ministre. J'ai bien hâte que le ministre ne soit plus obligé de signer ces diplômes et que les collègues soient arrivés à une maturité telle qu'on dira: Le diplôme du cégep de Maisonneuve, du cégep de Sainte-Foy ou du cégep de Rimouski, cela, c'est solide. Cela parle par soi-même. On n'est pas obligé d'avoir la signature d'un ministre qui n'est pas placé pour vérifier tout ce qui s'est dit dans ce cégep pendant les deux ans que l'étudiant y a passés. Mais cela, ce sont des choses pour l'avenir.

Dans le cas de l'Université du Québec à Montréal, un diplôme émis par la maison mère à Québec ne veut pas dire grand-chose. Il faut être réaliste. Il faut se le dire en toute franchise. C'est aussi bien que l'Université du Québec à Montréal ait l'initiative de le faire elle-même. Alors, c'est ce que nous lui donnons avec la présente loi.

Ensuite, il peut arriver très souvent que les établissements universitaires de Montréal soient appelés à passer des ententes entre eux, à convenir de différentes formes de collaboration, qui seront propres à la région dont ils font partie. Je donne un exemple: les principales universités de la métropole se sont mises ensemble il y a quelques années pour constituer un centre d'étude, qu'on appelle le CRIM, un centre de recherche sur l'informatique au plus haut niveau. On s'apercevait que chaque établissement n'était pas capable de le faire seul, mais que chacun avait de très bonnes initiatives dans

le secteur. Alors, par un concours de circonstances fort heureux, ils se sont mis ensemble pour constituer le CRIM. Il y a beaucoup d'autres initiatives qui sont possibles. Régulièrement, on me soumet de nouveaux programmes de maîtrise ou de doctorat qu'une université n'est pas capable d'assumer seule, qu'il serait coûteux et inutile de vouloir répartir entre trois ou quatre universités différentes. De plus en plus, ces institutions tendent à se réunir pour offrir des programmes très avancés pour lesquels elles mettent en commun leurs ressources et leurs étudiants. Ce sont des choses qui sont tout à fait dans la ligne des orientations que le gouvernement propose aux universités, et je crois que le projet de loi que nous soumettons à l'Assemblée nationale permettra à l'Université du Québec de tenir sa place dans la famille des universités montréalaises avec encore plus de liberté de manoeuvre en ces choses.

Je donne un autre exemple: actuellement, la nomination du recteur à l'Université du Québec doit se faire sur recommandation de l'assemblée des gouverneurs. Alors, les personnes à l'Université du Québec doivent traverser un processus qui implique leur participation à différents niveaux. Mais l'initiative de recommander appartient à l'assemblée générale. Et nous nous souvenons tous qu'il y a quelques années à peine cette situation a donné lieu à un problème très aigu, parce qu'il était arrivé que l'assemblée des gouverneurs avait pris des initiatives qui n'avaient pas l'agrément des corps constitués de l'Université du Québec à Montréal.

Dans ce projet que nous présentons, il est prévu que le recteur continuera d'être nommé par le gouvernement. Il sera nommé par le gouvernement sur recommandation de l'assemblée des gouverneurs qui elle-même devra agir sur recommandation de l'Université du Québec à Montréal. Par conséquent, c'est l'Université du Québec à Montréal qui recommandera son recteur, comme le fait l'Université de Montréal, comme le fait l'Université Concordia et comme le fait également l'Université Laval. Sauf que, dans ce cas-ci, il y a une différence. Dans le cas de Laval, de Montréal, de Concordia et de McGill, le recteur est nommé par l'assemblée des gouverneurs de l'université. Ce ne sont pas des universités pleinement publiques. Ce sont des universités semi-publiques. Mais dans le cas de l'Université du Québec, et le président et les recteurs de chaque constituante, de même que les présidents-directeurs généraux des instituts spécialisés doivent être nommés par le gouvernement, mais à la suite d'un processus de tamisage, de consultation et d'implication des intéressés qui interdit les nominations politiques, tout en laissant au gouvernement, au bout du compte, la faculté de s'opposer à une nomination s'il juge qu'elle n'est pas bonne. Et le gouvernement, je l'ai toujours soutenu en toute franchise, ne se résoudra jamais à jouer un rôle de pur "rubber-stamp", même vis-à-vis des universités. Il sera capable de prendre

ses responsabilités, s'il le faut. Et si les universités, n'importe quelles, dans des décisions qui relèvent du gouvernement, font des recommandations qui ne répondent pas aux critères du gouvernement, celui-ci a toujours la faculté, et même j'ajouterais la responsabilité de leur dire: Non decet. Cela ne convient pas. À ce moment-là, on recommence le devoir. On revient avec une autre suggestion et on arrive à une meilleure solution.
(16 h 20)

Je suis heureux de mentionner, Mme la Présidente, que je me suis servi de cette prérogative gouvernementale dans le cas d'une nomination qui avait été proposée pour l'Institut national de la recherche scientifique. Je l'ai fait franchement, sans détour. Je n'ai pas cherché midi à quatorze heures. J'ai pris position et j'ai expliqué pourquoi. Savez-vous que j'ai été renversé de constater - des professeurs sont venus me voir après - combien nous nous entendions bien sur les exigences fondamentales qu'il fallait formuler pour la nomination du prochain directeur, et je vous assure que le choix s'est fait dans un climat de parfaite harmonie. Ce qu'on avait compris de l'autre côté et ce qu'on exigeait du gouvernement aussi, ce n'était pas des critères d'orthodoxie politique. C'était des "credentials", comme je les appelle, des lettres de créances véritables en matière de recherche scientifique. C'est la première chose qu'on doit exiger d'une personne qui veut diriger un institut de recherche scientifique, qu'elle ait fait carrière dans le domaine de la recherche scientifique. On avait pensé qu'on pourrait se contenter d'autre chose et nous l'avons dit franchement, sans animosité, sans hostilité envers les personnes qui pouvaient être concernées. Cela, c'est la prérogative gouvernementale très fortement circonscrite par les nombreuses mesures de précaution que nous avons dans les statuts de l'Université du Québec et que nous continuons d'observer à travers les changements que nous proposons.

Voilà, Mme la Présidente, qui résume assez bien, je crois, les modifications que nous apportons au statut de l'Université du Québec. Il me fait plaisir d'ajouter qu'en réponse au rapport Després, qui me fut remis à l'été 1987, j'adressais à la direction de l'Université du Québec, je crois que c'est au mois de mai de cette année... Je vois que le député d'Abitibi-Ouest craint parce que, si j'allais vous lire toute la lettre, c'est une missive d'une vingtaine de pages. Je ne m'étendrai pas là-dessus. Je veux simplement rappeler - je ne me souviens pas d'avoir eu de question ou d'intervention du côté de l'Opposition sur ce sujet très important - que le président sortant de l'Université du Québec a déclaré, à propos de cette lettre que j'adressais à l'Université du Québec le 24 mai, que le gouvernement, par cette lettre, avait doté l'Université du Québec d'une véritable charte pour les dix prochaines années, qu'il était extrêmement

heureux des orientations définies dans cette lettre et que l'Université du Québec serait très heureuse de collaborer à plein avec le gouvernement pour la réalisation de ces orientations.

Or, parmi les orientations que je proposais à l'Université du Québec dans cette missive, il y en avait une concernant l'Université du Québec à Montréal. Le groupe Després n'avait pas retenu le projet de statut particulier pour l'Université du Québec à Montréal. Il avait conclu qu'on pouvait continuer suivant le régime qui existait. C'est un point sur lequel j'ai pris mes distances vis-à-vis du rapport Després, comme j'en avais le droit et la responsabilité. Je l'ai fait d'autant plus aisément qu'entre la publication du rapport Després et l'envoi de ma lettre à l'Université du Québec, le 28 mai dernier, il s'était produit un accord entre l'Université du Québec à Montréal et les autorités de l'Université du Québec en vertu duquel l'Université du Québec pourrait se voir attribuer des prérogatives définies dans le projet de loi 63. Je pense que cet accord fut ratifié. Je ne sais pas si ce fut à l'unanimité, mais ce fut à une très forte majorité. Il y eut peut-être une dissidence d'un côté, à partir d'une source où la dissidence est devenue familière. Je laisse à la députée de Chicoutimi le soin de préciser en temps utile, mais tout le monde était d'accord là-dessus. Je n'ai eu aucune représentation d'aucune autre constituante de l'Université du Québec.

C'est pourquoi je suis fort à l'aise pour proposer cette modification que j'avais déjà demandée lorsque je siégeais dans l'Opposition et que le gouvernement du temps ne put accorder en raison des débordements de tâches qui accompagnent souvent les fins de mandat. C'est pourquoi nous le faisons tout de suite cette année afin que ce projet ne soit pas enlisé l'an prochain dans le mouvement de cohue qui risque de s'emparer de l'Assemblée nationale à mesure que nous approcherons de la date du rendez-vous électoral. Je pense que nous devons à notre grande institution nationale qui est l'Université du Québec ces clarifications qu'elle requiert, au sujet desquelles elle est pleinement d'accord avec le gouvernement et qui seront de nature à faciliter l'exercice de sa mission très importante de diffusion du haut-savoir et d'un esprit de recherche dans toutes les régions du Québec.

J'ajoute, Mme la Présidente, une dernière information. Il y a encore quelques régions qui ne sont pas desservies par nos universités. Il y en a une en particulier, la côte nord du Saint-Laurent, la région qui s'étend au nord du Saint-Laurent à partir de Québec. Il me fait plaisir de vous informer qu'à la suite des recommandations soumises par un groupe de travail que j'avais constitué à ce sujet, qui fut présidé par M. Caron, de Baie-Comeau, qui a fait un travail remarquable, lui aussi dans un temps exemplaire, j'ai écrit récemment à la direction de l'Université du Québec pour lui demander de mettre sur pied, en vertu des privilèges que lui confère la

Loi sur l'Université du Québec, une commission permanente des services d'enseignement universitaire sur la rive nord. À la suite de cette décision, nos concitoyens et nos concitoyennes de Baie-Comeau, de Haute-Rive et de toute la région située au nord du Saint-Laurent vers l'Est pourront jouir, au cours des prochaines années, de services d'enseignement universitaire de plus en plus nombreux et adaptés à leurs besoins. Je souhaite que cette commission puisse se mettre en route dès le mois de septembre prochain.

Nous recevons également des représentations d'autres régions qui voudraient que les services universitaires soient renforcés chez elles. Je mentionne à titre d'exemple la région de la Montérégie, la région située au sud du Saint-Laurent, au sud de Montréal. Les quatre universités montréalaises sont situées du côté nord du Saint-Laurent. Du côté sud, la première université est à Sherbrooke; c'est une distance considérable. On voudrait qu'il y ait au moins quelque chose sur la rive sud. Représentant la côte nord, la région située au nord de la rivière des Mille îles, les Basses-Laurentides à l'Assemblée nationale, je dois constater aussi que, du côté des Basses-Laurentides, il n'y a aucun organisme permanent chargé de promouvoir l'enseignement universitaire. Pourtant, nous avons dans ces deux régions que je viens de mentionner une population très importante. Alors, H y aura lieu d'envisager des modalités de services que je ne suis pas en mesure de définir aujourd'hui.

Mais je veux indiquer, Mme la Présidente, que, si l'on est porté à penser parfois que le développement de l'enseignement universitaire, c'est fini, que nous pouvons nous asseoir sur nos lauriers, ce n'est pas le cas. Il y a encore des progrès à faire. Le gouvernement les envisage avec clarté et lucidité et, au fur et à mesure, dès que nous disposerons des ressources nécessaires, nous verrons à ce que l'enseignement universitaire soit rendu encore plus disponible pour une proportion sans cesse plus élevée de la population.

Je veux rendre hommage à cet égard au travail remarquable qu'accomplit l'Université du Québec. Quand on pense qu'aujourd'hui, à peine 20 ans plus tard, nous avons l'enseignement universitaire dans toutes les grandes régions du Québec, sauf celles que j'ai nommées et que c'est par plus de 200 000 chaque année que des Québécois s'inscrivent dans nos universités pour y suivre des cours de perfectionnement, c'est formidable. Je trouve extraordinaire le chemin que nous avons parcouru en peu d'années. C'est tellement considérable que ça dépasse les prévisions les plus optimistes qu'avait dressées la commission Parent il y a 25 ans. La commission Parent avait soumis des recommandations extrêmement libérales, comme on s'en souvient. Elle avait tracé un portrait des 25 années à venir qui était apparu poétique et imaginaire à

bien des lecteurs du temps. En matière d'universités, nous avons fait beaucoup mieux que ce que la commission Parent avait envisagé de plus généreux et de plus optimiste. En matière d'enseignement collégial également. Ceci témoigne de l'engagement que notre société a manifesté à l'endroit de l'enseignement universitaire et j'ose espérer, en ma qualité de ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, que cet engagement se poursuivra longtemps et qu'il ira s'accroissant et s'intensifiant dans les années à venir. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Je vais maintenant reconnaître M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition.

M. François Gendron

M. Gendron: Mme la Présidente, comme critique de l'Opposition en matière d'éducation, je me dois à ce moment-ci de donner ma perception sur le projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec. Il s'agit sûrement d'un projet de loi plus important que celui sur lequel on a eu à discourir il y a quelques minutes. Rapidement, ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur l'Université du Québec et ses principales dispositions visent à ce que les règles concernant la composition de l'assemblée des gouverneurs du réseau UQ, ainsi qu'on l'appelle dans le jargon, mais qui signifie Université du Québec, et du conseil d'administration des universités constituantes soient modifiées.

(16 h 30)

C'est également un projet de loi qui veut accorder à l'Université du Québec à Montréal un statut d'université associée. Un statut d'université associée, cela confère des pouvoirs particuliers rattachés à ce statut. C'est exact que c'est un dossier discuté depuis plusieurs années, j'y reviendrai tantôt. Il permet également à l'assemblée des gouverneurs d'adopter des règlements dont le contenu peut varier selon les universités constituantes, les écoles supérieures ou les instituts de recherche - c'est la dimension diversité du réseau - et de conférer à cette assemblée le pouvoir de remplacer temporairement le président de l'Université du Québec, le recteur ou le directeur des différentes constituantes. Voilà les éléments concrets que nous lirions aux notes explicatives si on présentait à nouveau les notes explicatives du projet de loi 63 sur lequel le leader du gouvernement nous invite à procéder à l'étape de l'adoption du principe.

Je vais faire rapidement un peu d'historique. Le contexte historique dans lequel s'inscrit ce projet de loi est une suite d'événements qu'il importe à tout le moins de rappeler brièvement. On se rappelle qu'en juillet 1986 il y a eu le dépôt du rapport d'un groupe de travail sur la

révision des fonctions et des organisations gouvernementales, ce qu'on a appelé le rapport Gobeil, de triste mémoire. Ce rapport recommandait, dans un paragraphe d'une dizaine de lignes, l'abolition pure et simple du siège social de l'Université du Québec. Il faut se rappeler que quand ces gens sont arrivés au pouvoir ils avaient énormément de solutions à offrir, mais, comme par hasard, des solutions qui s'inscrivaient toujours dans la même ligne de pensée: Que pourrait-on faire pour que le Québec soit le plus petit possible, ait le moins d'outils possible entre les mains et qu'il soit presque conduit au rôle d'un gros conseil de ville? C'était cela la philosophie de ce gouvernement et cela n'a pas vraiment changé. Une chance que l'économie performe assez bien, ce qui permet que ça ne paraisse pas trop. Il y a eu une philosophie de rapetissement, de privatisation et c'était ça, le rapport sur la déréglementation, le rapport Gobeil, le rapport Scowen.

Selon les auteurs de cette brillante analyse de dix lignes, cette structure organisationnelle - je parle du siège social de l'Université du Québec - n'avait plus sa raison d'être. Les différentes constituantes étant solidement établies et en mesure de devenir complètement autonomes, il n'y avait pas lieu d'avoir un niveau de regroupement. Je n'ai pas besoin de rappeler que cette prise de position avait suscité une vive réaction de l'Université du Québec, ce qu'on appelle encore là le réseau, qui a réaffirmé à ce moment catégoriquement la pertinence de maintenir un siège social avec des fonctions de planification et de coordination des services.

Je pense que c'était normal. Cela l'a toujours été et ça l'est encore. On ne peut pas avoir une série de constituantes dans tout le territoire québécois et qu'il n'y ait pas un forum administratif et décisionnel pour unifier un peu les lignes de direction que chacune des universités veut développer dans des fonctions d'enseignement, de recherche et de programmes de doctorat, de maîtrise, de premier cycle universitaire, qu'il n'y ait pas un peu plus de coordination plutôt que laisser à chacun la liberté de s'éparpiller dans le paysage comme bon lui semble. D'ailleurs, l'université comprenait ça. Le réseau UQ comprenait ça. Le rapport Gobeil, non. Mais l'université comprenait ça et je pense que le ministre a compris ça un peu plus tard. Il s'est distancé du rapport Gobeil, avec raison, sur plusieurs folies.

Tenue à l'automne 1986 de la commission parlementaire sur les orientations et le financement du réseau universitaire québécois devant laquelle s'est présentée l'ensemble des constituantes de l'Université du Québec pour défendre sa mission et réclamer un financement accru ainsi qu'une modification de la formule de financement. Le ministre - là-dessus, il n'a pas changé, cela lui prend un éclairage absolument extraordinaire, très large avant de prendre une décision - a trouvé que toute cette commission,

ce n'était pas suffisant. Cela ne l'avait pas assez éclairé. Donc - il l'a dit clairement - ne s'estimant pas complètement et suffisamment informé devant l'ampleur et la variété des problèmes soulevés par l'université ou ses composantes devant la commission parlementaire, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science créait en décembre 1986 un groupe de travail sur l'évolution de l'Université du Québec puis lui confiait le mandat suivant - très rapidement: Vous allez étudier la procédure de nomination des membres du conseil d'administration. Vous allez étudier les problèmes d'orientation et de financement que vous vivez, ainsi que les problèmes reliés à votre mission. Vous allez étudier les problèmes d'orientation et de financement des instituts de recherche, bien sûr, toujours par rapport à leurs responsabilités. Vous allez regarder le rôle du siège social en fonction des exigences dans l'avenir. Et vous allez regarder toute autre chose qui vous intéresse. En gros.

Par la suite, se sont ajoutés les mandats spécifiques suivants. L'extension des activités de l'École de technologie supérieure, qu'on appelle l'ETS. Les orientations et modalités de fonctionnement de l'ENAP. Le rôle de la TELUQ, c'est la Télé-université, et le statut de l'UQAM au sein de l'UQ. Un fameux débat depuis plusieurs années: est-ce que l'UQAM doit avoir un statut particulier privilégié au sein du réseau de l'Université du Québec, compte tenu de sa taille, du nombre d'étudiants, de son importance, etc.? Le rapport Després, du nom du président du réseau, dans le temps, a été déposé en juin 1987. Il comportait 43 recommandations concernant les sujets sur lesquels le ministre avait demandé d'avoir un éclairage additionnel.

Entre autres, il y avait des recommandations concernant les procédures de nomination des chefs d'établissement et des membres du conseil d'administration des universités constituantes, des instituts, des écoles. Il y avait des recommandations concernant les orientations et le financement de l'Institut Armand-Frappier, de l'ENAP, de l'Institut de technologie, de la Télé-université. Il y avait également la partie sur laquelle le ministre avait demandé un avis spécifique sur le fonctionnement et le rôle du siège social. Est-ce que c'est encore utile dans nos valeurs 1987-1988 au niveau du réseau universitaire?

Bien que des réserves aient pu être émises vis-à-vis de certaines parties du rapport, c'est un rapport qui a été généralement bien accueilli dans les milieux concernés. Notamment, par le réseau. Dans la foulée du rapport, l'Université du Québec a déjà procédé à une refonte de ses structures administratives afin, notamment, de réduire le nombre de vice-présidents de cinq à trois. Il y a même un protocole d'entente conférant un statut d'université associée à l'UQ,

qui a été signé entre celle-ci et l'UQAM en septembre 1987, donc, c'est une loi qui en soi n'est pas absolument vitale pour ce qu'elle défend dans son sein puisque, de toute façon, la plupart de ces choses sont en application.

Et, là, le ministre a décidé de faire connaître ses réactions au rapport Després, près d'un an après sa publication, soit le 24 mai 1988, par le biais d'une espèce d'encyclique, l'épître à Claude, une longue lettre adressée au président de l'Université du Québec, M. Gilles Boulet. Le ministre se montrait alors favorable aux recommandations du rapport visant une présence plus marquée des membres socio-économiques dans les structures de direction, tout en maintenant, contrairement au vœu du rapport, le pouvoir dévolu aux gouverneurs de nommer les chefs d'établissement. À l'encontre du rapport, le ministre se prononçait pour l'octroi d'un statut d'université associée à l'UQAM. Il l'a dit tantôt, il avait clairement exprimé son désaccord là-dessus, même si cela a pris du temps, et entre-temps, de toute façon, s'est conclu, entre les universités du réseau de l'Université du Québec et l'UQAM, un protocole qui va dans le sens souhaité par l'Université du Québec à Montréal. Et probablement qu'à ce niveau-là il avait raison de marquer ses distances, puisque, dans les faits, ce qui s'est passé, c'est la confirmation que l'Université du Québec à Montréal pouvait avoir cette appellation d'université associée.

Donc, le projet de loi 63, c'est important de le rappeler, se situe dans le prolongement des orientations définies par le ministre au printemps dernier, qui, à certains égards, s'inspire du rapport Després, mais qui, à d'autres, s'en écarte considérablement, mais, en tout cas, pour l'aspect que j'ai souligné, cela n'a pas l'air de faire un drame aujourd'hui puisque, dans les faits, même un écartement ou un écartement du ministre n'a pas eu comme conséquence de ne pas conduire à une entente.

(16 h 40)

Je voudrais moi aussi, pendant quelques minutes, rappeler la mission de l'Université du Québec. Je pense que c'est un moment privilégié pour en parler. Parfois, on a des jugements a priori qui sont erronés si on ne prend pas la peine de regarder ce qu'est le réseau UQ. Il faut se rappeler que depuis sa création en 1968 l'université a connu un développement prodigieux qui en fait un pilier majeur de notre réseau universitaire. L'UQ, tout le monde me comprend quand on parle de l'UQ, c'est l'Université du Québec, le réseau, c'est quand même tout près de 80 000 étudiants, soit 30 % des effectifs universitaires, donc on ne peut pas traiter ça cavalièrement. L'Université du Québec, c'est 125 000 diplômés. Un petit aparté, je suis toujours heureux de parler de l'Université du Québec parce que j'ai eu l'occasion de faire partie d'un conseil d'administration du CEUOQ dans le temps, mais qu'on appelait le CEUAT, Centre d'études universitaires de l'Abitibi-Témiscamin-

gue, parce qu'on était relié à Hull... Pendant trois ans, j'ai siégé au conseil d'administration comme représentant des étudiants. J'ai été agent de liaison pour l'Université du Québec et je suis l'un de leurs diplômés en administration. Donc, je suis très heureux de pouvoir parler du réseau UQ, un réseau que je connais bien.

Je suis convaincu que les régions du Québec doivent une fière chandelle à la création de l'Université du Québec avec sa dimension d'offrir aux régions du Québec la possibilité d'avoir accès à des cours de formation universitaire, dans un premier temps, de premier cycle, bien sûr, de deuxième cycle et de troisième cycle et certaines spécialisations. Si on n'avait pas eu le réseau de l'Université du Québec, je suis loin d'être sûr que les régions du Québec connaîtraient le développement qu'elles ont connu grâce à l'implication très importante dans le milieu socio-économique, socioculturel et autres du réseau de l'Université du Québec. J'y reviendrai tantôt pour ce qui est de la dimension du financement qui ne semble pas être bien pris en compte par ce gouvernement, en particulier dans la dimension responsabilités accrues que doivent avoir les universités du réseau, compte tenu de leur association à peu près à tout ce qui bouge dans les régions. Je pense que c'est comme ça que ça doit fonctionner parce que nous avons besoin, nous, les régionaux, de cette espèce de sceau de crédibilité que peut nous donner une association du monde universitaire, du milieu universitaire aux initiatives des régions.

L'Université du Québec, c'est quand même onze établissements qui couvrent maintenant presque tout le territoire québécois. L'Université du Québec a joué un rôle inestimable pour élargir l'accessibilité aux études supérieures, aussi bien aux jeunes qu'aux adultes, en offrant une gamme variée de programmes de toutes sortes, en rejoignant les clientèles dans les régions là où elles se trouvaient. Je crois également que la mission d'enseignement, de recherche et de services aux collectivités de l'université doit être réaffirmée clairement, sans équivoque. C'est peut-être mon dada, mais cette mission de coller à la réalité des milieux et de donner du soutien aux services aux collectivités, c'est une fonction universitaire moderne fondamentale et c'est une fonction qui doit continuer à être bien assumée avec les crédits requis par les universités du réseau. Pour ce faire, l'université doit disposer des moyens suffisants pour être capable d'accomplir sa mission.

Soulignons qu'on s'oppose, à l'instar de l'université elle-même, à la position du ministre vis-à-vis de l'autofinancement des services à la collectivité. Cela ne peut pas être une thèse que j'épouse parce que l'autofinancement des services à la collectivité, cela veut dire que, par définition, on veut les minimiser et on veut les offrir uniquement à ceux qui seraient en mesure d'en acquitter le paiement. Ce n'est pas de cette

façon que je conçois l'accessibilité à des services universitaires pour des clientèles moins capables de payer en totalité les services qu'on doit leur offrir, mais qui, pour autant, ont droit, elles aussi, comme clientèles, d'avoir accès à la formation universitaire.

Les services à la collectivité, je le répète, ça fait partie même des lettres patentes des constituantes qu'on appelle la mission des constituantes. Il est complètement aberrant et dangereux de soumettre ces services à une règle d'autofinancement parce que ça veut presque nier la mission même des universités régionales et ça vient également nier leur création ou leurs lettres patentes. Bien sûr, si certains de ces services peuvent se financer, ils s'adressent dans d'autres cas à des organismes sans but lucratif, à caractère communautaire qui n'ont pas les moyens de se défrayer une expertise universitaire, mais qui doivent y avoir accès tout autant que les entreprises privées. Ce n'est pas parce que tu n'as pas toujours les mêmes moyens de financement que tu ne peux pas avoir accès aux mêmes sources de perfectionnement.

La question qui se pose, c'est de savoir si le projet de loi qu'on a devant nous est susceptible de favoriser l'accomplissement de ces missions dans les meilleures conditions possible. Pour ce faire, il faut faire une analyse détaillée du projet de loi. Je vais procéder à quelques éléments d'analyse.

La composition des structures de direction. Le projet de loi 63 modifie les règles de composition de l'assemblée des gouverneurs et du conseil d'administration des universités constituantes essentiellement pour augmenter le poids des membres socio-économiques. À l'assemblée des gouverneurs, on constate l'ajout de quatre membres - on passerait de trois à sept - nommés après consultation de groupes socio-économiques, d'un nouveau membre provenant du milieu de l'enseignement collégial et d'un membre nommé par les directeurs des instituts de recherche et des écoles supérieures. La possibilité de nommer au plus quatre vice-présidents de l'Université du Québec disparaît. **Heureuse initiative!**

Soulignons que le rapport Després proposait de porter les membres socio-économiques à cinq et non pas à sept et d'ajouter un représentant des cégep. En somme, la présence des membres socio-économiques passerait de 3 sur 22 à 7 sur 24. Avec le représentant des cégeps, la représentation externe passe à 8 sur 24. Le tiers des membres de l'assemblée des gouverneurs serait des externes, pas au sens médical du terme mais au sens de provenant de l'extérieur.

La diminution de la représentation interne passe essentiellement par l'élimination des postes des vice-présidents. Cette modification comporte des éléments valables, certes, mais suscite aussi des interrogations sérieuses. Ainsi, nous n'avons pas d'objection à ce que le poids de la direction de l'université et de ses composantes diminue de

14 à 11, ses membres devenant ainsi minoritaires. L'ajout d'un poste de directeur permet de mieux coller à la situation actuelle où on retrouve quatre écoles et un institut de recherche.

L'ajout d'un représentant du milieu collégial, en ce qui nous concerne, est heureux parce que cela permet de faire un lien entre les études collégiales et le milieu universitaire. Nous croyons que cette présence est requise.

Par contre, je voudrais rappeler au ministre que j'ai de sérieuses réserves au sujet de l'augmentation très significative des membres socio-économiques. Le ministre devra nous indiquer très clairement pourquoi il a cru bon d'aller au-delà de ce que proposait le rapport Després en portant leur nombre à 7 plutôt qu'à 5. Nous pensions qu'un ajout de 2 membres socio-économiques serait suffisant. Je ne pense pas qu'il soit opportun de bouleverser l'équilibre de la représentation des divers groupes à l'assemblée des gouverneurs. Par ailleurs, une telle modification est susceptible de fournir un apport externe plus significatif dans la mesure, bien sûr, où ces membres socio-économiques sont largement représentatifs et largement qualifiés pour siéger à l'assemblée des gouverneurs.

Une autre représentation que j'ai eu l'occasion de faire au ministre et une chose qui m'inquiète, c'est l'absence des chargés de cours. Ceux-ci jouent un rôle clé pour permettre à l'Université du Québec d'exercer sa mission d'enseignement. Les chargés de cours assument maintenant, en effet, la moitié des cours des universités constituantes et la majeure partie de l'enseignement du premier cycle. Pourtant, ils ne sont représentés à aucune instance dans quelque constituante que ce soit. En conséquence, nous trouvons un peu aberrant que des gens qui dispensent 50 % de l'enseignement n'aient de voix à aucun des niveaux décisionnels. Le ministre nous dit: Écoutez, j'ai demandé une étude, donc, je ne veux pas modifier cela avant. Moi, cela m'apparaît curieux parce qu'il a la réponse. Il n'a pas besoin d'attendre l'étude, il a déjà la réponse. Il y en avait, ils sont majoritaires, il y en aura, ils seront encore majoritaires. En conséquence, tout ce qu'on veut corriger, c'est une situation qui n'a pas de bon sens. Nous pensons que ces gens ont un rôle dans la mission universitaire et ce rôle-là ne peut pas être uniquement celui de donneurs de cours.

(16 h 50)

Écoutez, quand on enseigne au primaire et au secondaire - j'ai eu l'occasion de le faire pendant plusieurs années - on nous demande de nous associer à la mission de l'école, à la mission de la commission scolaire. Si on doit être associés à la mission de l'école et de la commission scolaire aux niveaux primaire et secondaire, ce dont je conviens, je comprendrais mal qu'on ne requière pas la même chose au niveau universitaire. Je serais étonné qu'on dise: Non, toi, tu es donneur de cours, dispense ton cours et dépêche-toi de sacrer ton camp chez vous. On

ne veut rien savoir que tu sois associé à la mission éducative, à la mission de recherche ou à la mission de services aux collectivités de l'université. C'est une aberration.

En août, les cinq présidents des syndicats des chargés de cours écrivaient au ministre pour solliciter une rencontre afin de discuter de cette question. Il semble, cependant, que le ministre n'ait pas voulu se montrer disponible pour une telle rencontre. Concernant spécifiquement l'assemblée des gouverneurs, ils demandent d'avoir deux représentants, soit un nombre égal aux étudiants. Il me semble que ceci mérite au moins d'être discuté. Comment, en effet, justifier l'exclusion des chargés de cours du processus décisionnel, compte tenu de leur apport significatif à la mission même de l'université? Une reconnaissance tangible de cet apport doit passer par une représentation dans les instances de direction. Et, à ce sujet, le ministre doit s'en douter, j'aurai l'occasion d'apporter des amendements.

Dans les conseils d'administration des constituantes, le projet de loi ajoute trois représentants socio-économiques, de trois à six, et soustrait les quatre postes ouverts aux vice-recteurs. Les représentants socio-économiques constitueront donc 40 % des membres du conseil d'administration et voient leur poids doubler. Je le répète: Dans les conseils d'administration, les représentants socio-économiques voient leur poids doubler. Je rappelle que le rapport Després suggérerait d'octroyer cinq postes de représentants socio-économiques. Encore ici, on ne s'oppose pas au principe d'un léger rééquilibrage de la composition du conseil d'administration au profit des représentants socio-économiques, mais l'absence de représentation des chargés de cours ne saurait être acceptée. Tant qu'à introduire des modifications à la composition des conseils d'administration des constituantes, encore faut-il s'assurer qu'elles seront à même de refléter la réelle configuration interne des universités et de relever les défis que la société leur demande de relever.

Le projet de loi introduit, par ailleurs, des changements importants au chapitre du mode de nomination des membres du conseil d'administration. La consultation du corps professoral disparaît. On ne consultera plus le corps professoral pour la nomination des personnes exerçant une fonction de direction, tandis que le ministre se donne un pouvoir de recommandation pour la nomination des professeurs, des étudiants, du représentant des cégeps et des représentants socio-économiques. Pour ces derniers, la nomination se fera sur recommandation du ministre plutôt que sur celle de l'assemblée des gouverneurs. Ceci va dans le sens du rapport Després qui recommandait que le ministre ait la responsabilité à la fois du choix des candidats et de la procédure d'élection des représentants socio-économiques, voyant là la garantie d'un meilleur équilibre à la représentation du milieu.

Si la procédure actuelle est complexe et comporte des inconvénients, le fait d'en confier l'entière responsabilité au ministre ne constitue pas une panacée. Il y a toujours le risque de nominations partisans. On a un petit document qui est de plus en plus épais, chaque vendredi, sur notre bureau et qui nous le confirme. Je n'en reviens pas. Je me dis que cela ne se peut pas. Je veux bien croire que c'est une grosse "gang", que c'est un gros club privé, le Parti libéral - je l'ai toujours dit - mais je trouve que cela n'a pas de bon sens comme ils sont nombreux, dans le club, ceux qui attendent des nominations politiques. Tous les vendredis, on a l'occasion de mettre la main sur une série de nominations faites par l'exécutif. Cela a fait trois ans que ces gens sont au pouvoir et toutes les semaines la liste est encore inépuisable. Alors, on a le droit, je pense, d'être inquiets de voir que, dorénavant, c'est le ministre qui va faire les nominations. Cela peut être vraiment un club de libéraux notoires. Je n'ai rien contre cela, mais que ce soit uniquement eux qui aient la vérité et qui soient représentés au Conseil des universités, je ne suis pas tellement d'accord.

De plus, alors que la loi actuelle prévoit la consultation des associations les plus représentatives du milieu des affaires et du travail, l'amendement proposé fait simplement référence à la consultation de groupes socio-économiques; ce ne sera plus requis. Pourquoi un tel changement? J'aurai à poser des questions là-dessus. Nous croyons, quant à nous, que les membres dits socio-économiques doivent être issus d'un large éventail de milieux: les syndicats, les entreprises, bien sûr, mais aussi les milieux de la coopération, les organismes bénévoles et populaires. C'est cela, le domaine socio-économique. Autrement, on va dire: Ce ne sont plus des socio-économiques, ce sont des économiques. Le ministre tient à garder la notion de représentants socio-économiques. Il va falloir que, de temps en temps, il y ait un peu le reflet de ce qu'on appelle la dimension sociale versus la coopération, qui sont des valeurs d'aujourd'hui. Il y a toute la question des organismes bénévoles qui grandissent de plus en plus. Il y a des organismes bénévoles seniors, des organismes bénévoles chevronnés au Québec, qui ont un passé très crédible et qu'il pourrait être très intéressant de voir siéger à un conseil d'administration.

Au chapitre de la procédure de nomination, mais concernant cette fois-ci les chefs d'établissement, le projet maintient le statu quo. Le rapport Després y voyait certains inconvénients et recommandait qu'ils soient nommés par l'assemblée des gouverneurs plutôt que par le gouvernement. Nous n'étions pas favorables à une telle recommandation dans la mesure où l'importance des fonctions en jeu, le statut même des établissements nous semblent justifier l'approbation gouvernementale. Autrement dit, quand cela avait du bon sens, ce n'est pas parce qu'il y

avait ça dans le rapport Després, d'après nos convictions, qu'on l'achetait en bloc.

Il y a, cependant, des risques à laisser ça dans les mains du gouvernement. On se rappelle les événements ayant entouré le choix d'un directeur à l'INRS. Le ministre nous en a parlé succinctement. Il a dit: J'ai été franc. Ce n'est pas parce qu'il a été franc que ça justifie de plonger là-dedans sans inquiétude. Et on a agi pour des raisons très discutables. Parce que je ne suis pas sûr que les listes du référendum ne se promenaient pas sur certaines tables. En tout cas, je n'étais pas là. Mais permettez-moi d'avoir des doutes. Ah, peut-être pas de lui. Le ministre actuel dit: Cela ne m'a jamais effleuré. Entre guillemets, je serais porté à dire: Cela se peut. Mais là, quand on regarde un projet de loi, on ne dit pas que ça va être sa sainteté qui va occuper ce siège-là ou cette chaire-là pour le restant de nos jours. Il se peut qu'il y ait quelqu'un d'autre un jour qui l'occupe et on n'aura peut-être pas les mêmes garanties. Alors je dis que, pour des raisons très discutables, le ministre a écarté la candidature de M. Jean-Paul L'Allier, appuyée par l'assemblée des gouverneurs et très bien accueillie à l'Institut national de la recherche scientifique. Il semble que la nomination récente d'un nouveau directeur à l'École de technologie supérieure ait aussi donné lieu à des frictions et ne se soit pas faite selon les règles établies. Sous prétexte d'alléger le processus, on court-circuite la consultation interne. Nous croyons que le corps professoral doit être associé de très près aux procédures relatives à la nomination des recteurs et directeurs de constituantes.

Par ailleurs, le projet de loi confère à l'assemblée des gouverneurs le pouvoir de nommer, en cas d'incapacité temporaire, un remplaçant au président de l'UQ, au recteur d'une université constituante ou au directeur d'un institut de recherche ou d'une école supérieure. Cette mesure avait été suggérée par l'Université du Québec, et ça nous semble valable.

Le ministre a touché assez rapidement une dimension importante qui est le statut d'université associée à l'UQAM, l'UQAM étant toujours l'Université du Québec à Montréal. En effet, c'est un volet majeur du projet de loi. On ne peut pas parler du projet de loi 63 et ne pas s'occuper de cette dimension-là. C'est, quand même, un élément majeur. Cela veut dire que ça vient donner force légale à une entente déjà intervenue en septembre 1987 entre l'Université du Québec à Montréal et le réseau UQ, laquelle entente a été entérinée par la suite par l'assemblée des gouverneurs concernant le contenu du statut particulier de l'Université du Québec à Montréal au sein du réseau de l'Université du Québec. En vertu de cette entente, l'Université du Québec à Montréal se voit donc conférer le pouvoir dorénavant de décerner ses propres grades, diplômes ou certificats, de conclure des

ententes avec d'autres établissements d'enseignement ou de recherche, de participer de plein droit aux organismes de concertation interuniversitaires québécois, canadiens, internationaux, d'intervenir directement auprès des organismes publics et privés, et, surtout, de nommer son recteur et de recommander directement la nomination des membres de son conseil d'administration.

Au plan financier, l'entente venait garantir à l'UQAM un financement équivalent à celui auquel elle aurait droit si elle était totalement autonome. Cela signifie qu'il ne pourra y avoir de péréquation aux dépens de l'UQAM. En contrepartie, l'UQAM s'engageait à contribuer à un fonds de développement universitaire conjoint avec le réseau de l'Université du Québec pour une somme de 500 000 \$ pour les prochaines années, indexée chaque année.

(17 heures)

C'est sûr que cette entente donnait suite à de très longues discussions, de très longues négociations. D'ailleurs, cette entente prenait le relais d'une première qui était intervenue en 1984, mais qui, pour toutes sortes de raisons temporelles ou circonstancielles, ne s'était pas concrétisée. Pour l'Université du Québec à Montréal, l'octroi d'un statut d'université constitue une façon de reconnaître sa situation particulière. Nous, on retient qu'elle a une situation particulière compte tenu de sa taille et de sa place dans le paysage universitaire mont-réalais. Elle voit là le gage d'un meilleur développement et le moyen privilégié de réaliser une plus grande synergie à la fois avec les établissements du réseau et les autres établissements.

L'UQAM se dit prête à oeuvrer au sein du réseau dans une perspective de concertation, soulignant qu'un tel statut n'altère aucunement son intégration académique au sein du réseau. Pour sa part, le rapport Després marquait son désaccord là-dessus, voyant là une incompatibilité avec plusieurs des principes jugés essentiels au bon fonctionnement du réseau et à son développement. Pour le groupe de travail, il faut, au contraire, miser de plus en plus sur une coopération continue entre les diverses composantes du réseau, une forte synergie interconstituantes et une vie intense en système. La question qui se pose est donc de savoir si ces objectifs sont véritablement incompatibles: reconnaissance tangible de la spécificité de l'UQAM et maintien des liens et de la concertation nécessaires au bon fonctionnement et au développement du réseau. Nous, on a répondu que oui, c'était possible. C'est pourquoi on est d'accord avec cette reconnaissance.

Sur l'objectif d'assurer à l'UQAM une plus grande marge de manoeuvre se concrétisant en un statut particulier, on n'a pas d'objection, je viens de le dire. Ceci répond à un vif souhait de la communauté universitaire de l'UQAM. Les modalités de statut d'université associée, telles que définies par le projet de loi, nous

semblent acceptables et ne semblent pas porter préjudice au bon fonctionnement du réseau. L'octroi d'un statut particulier ne devra, cependant, pas servir de prétexte à un quelconque abandon par l'UQAM de ses responsabilités vis-à-vis du réseau sur le plan de la concertation et de la planification. Cela dit, nous sommes prêts à miser sur ce nouvel aménagement des rapports entre l'UQAM et le réseau. On constate, par ailleurs, que le projet de loi, dans un autre volet, vise à conférer à l'assemblée des gouverneurs le pouvoir d'adopter des règlements différents selon les constituantes. Il s'agit donc d'une façon de reconnaître les particularités de celles-ci en permettant d'adapter leurs règlements.

Je ne peux pas traiter de ce projet de loi sans parler, quand même, d'un élément majeur qui a été oublié. C'est le financement. Pendant que le ministre se préoccupe des questions de structures, il néglige de solutionner un problème grave, fondamental, qui est celui du financement des universités. Dans le cas qui nous intéresse, puisqu'on discute d'une modification à la Loi sur l'Université du Québec, je veux parler, bien sûr, des universités du Québec. La situation précaire des universités est bien connue: déficit accumulé de 140 000 000 \$ au 30 juin 1988 et une formule vieillotte, désuète, inappropriée qui ne répond plus du tout aux besoins. Deux ans après la commission parlementaire sur le financement, on attend toujours le nouveau mode de financement promis par le Parti libéral lors des dernières élections. Lors des dernières élections, il en avait, des solutions. Il n'avait pas besoin de rapports, pas besoin d'analyses. Il savait très bien quel remède apporter au financement désuet, aux règles et il avait pris des engagements très fermes. Il avait promis, lors des élections, qu'il corrigerait le financement inadéquat du réseau de l'Université du Québec. Les travaux relatifs à la mise au point d'une nouvelle méthode de calcul de la répartition des subventions entre les établissements universitaires ne sont même pas encore complétés, tandis que le plan dit de transition du ministre prend fin cette année. C'est cette année que ça finit, le plan de transition.

On sait que l'Université du Québec a récolté une maigre part des crédits alloués dans le cadre de ce plan. Alors qu'elle compte environ 28 % des effectifs étudiants, elle a récolté à peu près 17 % des sommes en jeu. Il faut se demander s'il ne s'agit pas là d'une curieuse façon de récompenser l'Université du Québec qui s'est imposé une sévère discipline budgétaire et a contenu son déficit dans des proportions modestes. Toutes proportions gardées, son déficit est le plus petit du réseau.

Les problèmes de l'université sont de divers ordres: sous-financement de l'UQAM, la formule actuelle, fondée sur les clientèles, est inadaptée à la situation des instituts de recherche et le bout le plus grave, en ce qui me concerne, M. le

Président, c'est que la formule ne tient pas compte du tout des facteurs de taille et d'éloignement pour les universités en région. Je pense à ma région en particulier, mais c'est la même chose pour d'autres régions. En Abitibi, une des raisons de la situation dramatique du budget de l'université, c'est que l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue est probablement la plus grande université au monde en termes de territoire desservi. Une université qui se donne la peine d'offrir des cours de niveau universitaire dans quatorze sous-centres géographiques répartis aux quatre coins de l'Abitibi-Témiscamingue, il faut le faire! Il aurait été beaucoup plus facile de rester assis sur son "steak" - excusez l'expression, pour un milieu aussi convenable - et de dire: Nous, on dispense des cours universitaires à Rouyn-Noranda. Que les gens de Matagami qui veulent des cours universitaires viennent les suivre à Rouyn-Noranda. Même chose pour Ville-Marie, pour Val-d'Or, pour Senneterre, pour Lebel-sur-Quévillon et même pour Radisson, parce qu'elle a déjà dispensé des cours universitaires même à la Baie-James. J'appelle ça une université qui répond aux besoins en déconcentrant ses activités. L'Université du Québec en Abitibi l'a fait. Elle l'a fait, par exemple, avec beaucoup de sacrifices et, malheureusement, sans aucune prise en compte de cette réalité par le gouvernement actuel.

À la toute fin du mandat de l'ancien gouvernement, on avait au moins convenu d'une somme je le reconnais, en dehors des règles statutaires établies et analysées pendant quatorze ans, ce qui fait que, quand arrive le temps concrètement d'y toucher, c'est dépassé et tout ça. À la suite de plusieurs échanges et rencontres avec mes collègues du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Maurice-Bois-Franc, avec des représentants de l'Université du Québec à Trois-Rivières, en Abitibi et dans l'Outaouais, on avait convenu d'une somme d'environ 3 200 000 \$ pour pallier les urgences et pour leur montrer que nous étions sensibles aux efforts qu'elles faisaient auprès des collectivités locales, au niveau du soutien aux collectivités locales et de l'implication des universités dites régionales dans des contenus énormément reliés à des questions de développement régional.

Il faut se rappeler ce qui est arrivé, l'accident du 2 décembre 1985, un accident assez grave. Rapidement, dès son arrivée au pouvoir, ce gouvernement a gelé toutes les décisions du Conseil du trésor, parce qu'une espèce d'administrateur en provenance de Provigo avait comme philosophie d'équilibrer les colonnes, indépendamment de la réalité objective. On a équilibré les colonnes et, parce que la préoccupation, c'était uniquement les équilibres, on a empêché cette décision de prendre effet dans les crédits budgétaires, de sorte que la situation est toujours aussi grave.

Au sujet des universités en région, le rapport Després recommandait l'instauration d'un

mécanisme semblable au "Northern Grant", en Ontario, en vertu duquel les subventions de base des universités situées en région périphérique sont majorées de 10 % pour tenir compte des coûts supplémentaires reliés à l'éloignement. Le ministre n'a jamais fait connaître ses intentions à cet égard, se contentant de reporter le tout à l'éventuelle future formule de financement.

En conclusion, l'Opposition est d'accord sur le principe du projet de loi, mais on aura des questions à soulever et des amendements à proposer lors de l'étude en commission. En particulier, je résume, sur la composition de l'assemblée des gouverneurs et du conseil d'administration, on est favorable à une légère hausse des membres socio-économiques, mais pas à ce que l'assemblée des gouverneurs devienne un grand conseil d'administration d'hommes d'affaires qui changeraient de niveau décisionnel pour aller s'occuper de gérer le réseau de l'Université du Québec sous prétexte qu'il est important que cette faction soit représentée. On est d'accord, mais pas de façon abusive et on n'est pas d'accord pour voir là, encore une fois, une espèce de dimension cachée de privatisation du réseau des universités publiques pour en faire des réseaux privés. Quant au mode de nomination, on va revenir sur les éléments que j'ai soulignés: le statut d'université associée pour l'UQAM: accord de principe, même sur les modalités; on pense qu'il y a lieu de régler ça une fois pour toutes.

On conclut sur ce projet de loi en disant, M. le Président, qu'on espère que le ministre est conscient qu'il est urgent de revoir le niveau et la méthode de financement des diverses composantes. C'est là que réside la véritable clef d'un réseau universitaire adéquat, d'une accessibilité plus grande à des études supérieures et d'une consécration du principe qui, en ce qui nous concerne, est fondamental: les universités du Québec dans les régions du Québec sont des institutions que nous souhaitons voir demeurer dynamiques, vivantes, efficaces. Pour ce faire, il est urgent qu'on les finance adéquatement.

(17 h 10)

J'espère que le ministre de l'Éducation va ranger ses priorités très tôt au début de l'année 1989 pour s'assurer - en tout cas comme bonne résolution parce que je suis convaincu qu'il va prendre des bonnes résolutions pour 1989 - qu'il n'oubliera pas le financement des universités dans les régions du Québec et, en particulier, celles du réseau UQ vu que c'est une nécessité majeure et importante. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je vais maintenant reconnaître comme prochaine intervenante Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Tout à l'heure, le ministre disait ne pas s'éton-

ner que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean se soit opposée via l'Université du Québec à Chicoutimi à certaines dispositions de la présente loi et plus particulièrement à quelques recommandations du rapport Després.

Je dirais au ministre que ce n'est pas pour me choquer qu'il nous dise que cette région a comme tradition d'être contestataire. Je dirais qu'on ne pourra sûrement pas taxer la région de faire de l'à-plat-ventrisme et je ne serais pas de celles qui seraient là pour s'en plaindre. Je pense que la région a toujours su faire preuve de beaucoup de dynamisme et a su en temps utile défendre les intérêts des régionaux avec beaucoup de vigueur, ce dont je me flatte.

M. le Président, le projet de loi qui est déposé reprend en partie, je dirais pour une partie relativement modeste, quelques recommandations du rapport Després. Pour savoir dans quelle perspective se situe le présent projet de loi, vous allez me permettre de faire un bref historique des activités ou des décisions touchant cette question, c'est-à-dire la question du financement des universités, plus particulièrement des universités en région, avec le présent ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

On sait, d'abord que, dans les engagements du Parti libéral en période électorale, on annonçait un certain nombre de choses dont une nouvelle formule de financement pour les universités et la reconnaissance d'un financement particulier pour les universités en région. À cette fin, le ministre convoquait une commission parlementaire où était entendus la très grande majorité, pour ne pas dire tous les intervenants du réseau, plus un certain nombre d'organismes socio-économiques intéressés au développement des universités. Il est bon de se rappeler que le ministre convoquait cette commission parlementaire sur le financement des universités en région pas vraiment pour renouveler la formule de financement des universités; il convoquait cette commission parlementaire sur le financement des universités du Québec en général simplement pour recevoir de cette commission le mandat et les appuis qui lui permettraient de passer outre à une des propositions centrales du Parti libéral, c'est-à-dire celle touchant les frais de scolarité. On se rappelle que, dans les engagements libéraux, il y avait l'engagement de geler les frais de scolarité, ce avec quoi n'était pas d'accord le titulaire du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, d'où convocation d'une commission parlementaire supposément chargée de traiter du financement des universités.

Comme ce n'était pas vraiment l'objectif premier de cette commission, on comprend mieux pourquoi le ministre, dès la fin des travaux de cette commission, constituait un autre comité qui, lui, devait faire des recommandations pour le financement des universités en région et se pencher un peu en même temps sur le statut du

siège social de l'Université du Québec. Ce comité a vu son mandat élargi à des questions qui, au moment où le ministre avait annoncé son intention de constituer un comité, nous ont étonnés; par exemple, on voulait s'interroger sur le mode de nomination des membres de l'assemblée des gouverneurs. On le sait maintenant: si le ministre s'interrogeait ou s'inquiétait ou s'intéressait à cette question, c'était vraiment pour examiner comment et dans quelle mesure il pouvait augmenter son pouvoir d'intervention en ces matières. On verra que le projet de loi, comme, d'ailleurs, le projet de loi 107, qui est actuellement à l'étude en commission parlementaire et qui traite de ce qui constitue la réforme de la Loi sur l'instruction publique, vient augmenter les pouvoirs d'intervention du ministre et diminuer ses obligations en matière de consultation.

Donc, au terme de la commission parlementaire, le ministre constituait un comité, appelé le comité Després, du nom de son président, qui avait comme mandat d'examiner la procédure de nomination des membres du conseil d'administration de l'assemblée des gouverneurs, d'étudier les problèmes d'orientation et de financement des universités en région, d'étudier les problèmes d'orientation et de financement des instituts de recherche eu égard à leur mission, d'étudier le rôle du siège social et tout autre élément discuté lors de la commission parlementaire.

On comprendra que la dernière partie du mandat: étudier tout autre élément discuté lors de la commission parlementaire, élargissait, à toutes fins utiles, le mandat de ce comité, lui faisait refaire, pour ainsi dire, toute la démarche de la consultation, des présentations et des avis qui avaient été reçus en commission parlementaire précédemment. Il avait ajouté à son mandat, d'ailleurs, les éléments suivants: l'extension des activités de l'École de technologie supérieure qui, comme on le sait, aurait voulu accroître ses activités et s'implanter dans d'autres régions, les orientations et modalités de fonctionnement de l'ENAP, le rôle de la Télé-université et le statut de l'UQAM au sein de l'UQ.

Le rapport Després contient quelque 44 recommandations. Il est bon de se rappeler que le projet de loi actuel, celui que nous examinons présentement, ne prend en compte que quelques recommandations du rapport Després et rejette toutes les autres, y compris celle du statut particulier de l'UQAM. Le rapport Després, i faut se le rappeler, n'était pas en faveur du statut particulier de l'UQAM pour des raisons qui se justifiaient, qui sont peut-être discutables, mais qui, de l'avis des commissaires, demandaient une plus longue réflexion. Le ministre a choisi d'accorder un statut particulier à l'UQAM, statut particulier qui vient confirmer, pour une grande partie, l'entente intervenue entre l'UQ, donc le siège social, et l'assemblée des gouverneurs pour reconnaître à l'UQAM un statut particulier.

On peut penser et on est en mesure de dire qu'aujourd'hui le projet de loi qui est sur la

table ne changera pas grand-chose à la réalité de l'Université du Québec à Montréal. Au plan des rapports entre les constituantes et l'UQAM, peut-être que oui, mais, dans la réalité, peu de chose. Pourtant, le ministre a choisi de faire du statut particulier de l'UQAM une question à traiter de toute urgence, alors que la question du financement des universités, la question de la réforme des règles d'allocation des ressources financières aux universités est sur la table à dessin depuis déjà près de trois ans, on peut facilement dire depuis plus de deux ans, moment où se clôturaient les travaux de la commission parlementaire chargée d'examiner cette question.

Le ministre a bien soulagé, d'une certaine façon, le financement des universités en ajoutant dans l'enveloppe des universités 40 000 000 \$ environ. Mais on sait pertinemment que ces 40 000 000 \$ sont venus soulager d'abord l'Université McGill, un peu également l'Université Concordia, les grandes universités, mais que l'Université du Québec n'a pas reçu sa quote-part. Loin de là. Si l'Université du Québec a reçu une partie qui n'est pas sa quote-part, il faut examiner ce que les universités en région, elles, ont reçu de ces 40 000 000 \$ qui ont été répartis selon une règle très discutable d'allocation aux différentes universités. La part des universités en région, par rapport à ces 40 000 000 \$, a été presque nulle. Pourtant, le rapport Després faisait du financement des universités en région une question primordiale, une question sur laquelle le ministre devait se pencher de toute urgence.
(17 h 20)

Il faut se rappeler que, tout à l'heure, le ministre citait sa longue lettre, son épître à l'Université du Québec, pour faire suite au dépôt du rapport Després. D'abord, rappelons un peu les événements. Le rapport Després a été déposé en juin. Le ministre a adressé une longue missive à l'Université du Québec en mai 1988, donc onze mois plus tard. Le rapport Després a été déposé en juin 1987; le ministre envoie une longue missive à l'Université du Québec en mai 1988, donc onze mois plus tard.

Sur la question du financement des universités en région en particulier, c'est relativement laconique. Pourtant, je le rappelle, une des raisons majeures qu'il invoquait pour constituer le comité Després, c'était de parler et de traiter du financement des universités en région. Le projet de loi vient reprendre, je le rappelle, une ou deux recommandations du rapport Després, mais, finalement, on peut penser que l'esprit y est peut-être en ce qui concerne l'accroissement du nombre des membres socio-économiques, mais, pour le reste du rapport Després, on ne retrouve, pour ainsi dire, rien dans le présent projet de loi. Autrement dit, pour se donner bonne conscience, pour pelleter les problèmes en avant, le ministre de l'Enseignement supérieur a fait exactement comme sa collègue, la ministre de la Santé et des Services sociaux. Non contente

d'avoir le rapport d'une commission, qui s'appelle le rapport Rochon - il a coûté plus de 6 000 000 \$ et a pris deux années et demie - et insatisfaite de cette consultation, elle est allée elle-même mener sa propre consultation. Cependant, on attend toujours les résultats concrets de cette consultation additionnelle de la ministre.

En ce qui concerne le ministre de l'Enseignement supérieur, à peu près le même scénario. Non content des nombreux mémoires déposés en commission parlementaire, de longs débats en commission parlementaire qui avaient traité d'à peu près toutes les questions touchant le statut de l'Université du Québec, y compris celui de ses constituantes, il crée un comité présidé par M. Després et qu'on appelle dès à présent le comité Després, pour le conseiller là-dessus. Onze mois plus tard, une lettre qui est adressée à l'Université du Québec.

Nous sommes, au moment où l'on se parle, un an et demi plus tard et le financement des universités en région attend toujours. Pourtant, la recommandation du rapport Després était très claire. Elle disait: On devrait assurer aux universités en région le même statut au plan du financement que le gouvernement ontarien a accordé aux universités en région, aux universités du nord de l'Ontario par le biais de la formule "Northern Grant" qui prévoit qu'au financement de base des universités des grands centres soient ajoutés 10 % pour les enveloppes des universités en région, de manière à tenir compte de la taille des groupes et de l'éloignement en particulier. L'éloignement a des conséquences, rappelons-le, sur le financement, c'est-à-dire sur le perfectionnement des professeurs, sur la participation de cette université aux activités, aux colloques à l'extérieur; l'éloignement a des conséquences importantes sur les coûts du système.

Alors, le rapport Després recommandait donc la formule "Northern Grant" parce que l'Ontario avait compris que le relèvement de la scolarité passait par l'accroissement des ressources dans les milieux éloignés. C'est connu, il y a des études là-dessus qui existent dans tous les pays du monde: plus vous êtes éloignés des grands centres, moins les populations sont scolarisées. La scolarité constitue le fer de lance de tout développement économique. Alors, le gouvernement ontarien a compris que le relèvement de la scolarité et la capacité concurrentielle au plan du développement économique d'un pays reposant sur la scolarité, il était urgent d'investir dans les universités en région. Les universités ontariennes en région ont un financement additionnel qui tient compte de l'éloignement, de la taille et de l'enseignement à distance; elles ont un financement additionnel déjà depuis près de cinq ans, alors que ce gouvernement, qui connaît la formule, qui s'est fait recommander cette formule pour des fins de financement des universités en région, nous présente un projet qui n'est pas sans intérêt

pour l'UQAM, on le concède, mais qui ne règle absolument pas le sort des universités en région. Pourtant, tant sa consultation en commission parlementaire que le rapport Després portaient précisément sur ces questions du financement de l'enseignement supérieur et du financement des universités en région.

Le ministre accorde un statut particulier à l'UQAM, statut qui lui est déjà reconnu par le biais d'un protocole d'entente intervenu avec le siège social, l'assemblée des gouverneurs et l'UQAM, mais il resserre un peu l'étau, je dirais, sur les autres universités. M. le Président, je voudrais dire, un peu comme M. Hubert Wallot, professeur qui siège à l'assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec: Vous savez, lorsqu'on traite de l'Université du Québec, pourquoi faudrait-il traiter de cette université de façon différente des autres universités, alors qu'il y a de moins en moins de choses qui les distinguent, puisque toutes les universités, que ce soit McGill, Montréal, Laval ou Bishop, sont financées principalement par l'État? Quelles que soient les universités, le pourcentage de financement le plus important vient essentiellement de l'État. Pourquoi faut-il des mesures distinctes selon qu'on parle des universités dites indépendantes ou autonomes et de l'Université du Québec? Au moment où on a créé le réseau, on se le rappelle, on a créé un réseau d'universités publiques, mais on peut dire, aujourd'hui, que les universités autonomes, de par leur financement, ont un caractère au moins aussi public que l'Université du Québec.

Cependant, dans son projet de loi, le ministre ne reconnaît pas ce qui était, à notre avis, extrêmement intéressant, pour ne pas dire fondamental, lorsqu'il s'agissait de la nomination des chefs d'établissement. De la nomination des chefs d'établissement par l'assemblée des gouverneurs, le ministre dit: Je ne veux rien entendre de cela. Cependant, je pense qu'il n'a pas pris en compte la modification apportée à l'assemblée des gouverneurs qui vient ajouter un certain nombre de membres socio-économiques, donc, une certaine harmonie, un certain équilibre entre l'interne et l'externe de manière à rendre les décisions de l'assemblée des gouverneurs moins portées sur l'interne. Si le ministre avait été un peu plus attentif aux effets de cette modification à l'assemblée des gouverneurs, il me semble qu'il aurait vu que ce nouvel équilibre dans la composition de l'assemblée des gouverneurs pouvait lui permettre de prendre de nouvelles responsabilités, dont celle de nommer les chefs d'établissement. Le ministre n'a pas pris en compte cette considération.

Il modifie la composition de l'assemblée des gouverneurs. Il va même plus loin que ce qui est proposé dans le rapport Després: il ajoute deux membres socio-économiques de plus. Pourtant, il ne donne pas à cette assemblée des gouverneurs les pouvoirs qu'on aurait pu lui donner en prenant en compte sa nouvelle composition. On

aurait dû donner à cette assemblée des gouverneurs la possibilité de nommer les chefs d'établissement.

Le ministre nous dit: Je suis au-dessus de toute partisanerie. Moi, je veux bien le croire. Je fais preuve d'une certaine naïveté, c'est connu. Je veux bien croire que le ministre se place au-dessus de toute forme de partisanerie, mais ce ministre fait comme s'il allait rester ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science pendant 50 ans. Jamais personne ne fera de partisanerie, il en prend l'engagement! Pour qui se prend-il? C'est toujours ce qui m'étonne dans son propos. Quand il était dans l'Opposition, il ne fallait jamais donner trop de pouvoir au gouvernement, parce qu'on ne savait jamais qui allait diriger les destinées du gouvernement ou du ministère. Et là-dessus, il fallait faire preuve, disait-il, de beaucoup de prudence. Depuis qu'il est ministre, il oublie qu'un jour il sera remplacé. On peut le prendre pour Dieu le Père, et dire: Il ne se trompe pas. Il est au-dessus de toute partisanerie et il siège au plafond. Cependant, est-il capable, lui, ici, en cette Chambre, de prendre l'engagement, au nom de tous ses successeurs qu'on ne fera jamais preuve de partisanerie? Je le mets au défi de nous dire, par exemple... Si le titulaire du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science était son collègue du ministère des Transports, on pourrait s'interroger sur la partisanerie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science. Et si le titulaire du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science était l'ex-ministre président du Conseil du trésor, on pourrait s'interroger sur l'avenir des universités en région. Le ministre fait comme s'il avait cette possibilité de décider qui dirigera pour l'avenir le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science et se donne et s'arroge des pouvoirs excessifs. Lorsqu'il nous cite l'exemple de M. L'Allier, qu'il a proprement évincé de la direction de l'Institut National de la recherche scientifique, il nous dit: Les professeurs sont venus me dire qu'ils étaient tout à fait heureux de ma décision. D'abord, je voudrais bien savoir combien de professeurs et au nom de combien de professeurs ces personnes parlaient. Est-ce que c'est vraiment tous les gens de l'Association des professeurs de l'Université du Québec qui sont venus lui dire qu'ils étaient contents de son ingérence et du droit de veto qu'il s'est arrogé dans le cas de cette nomination? Je suis loin d'en être certaine.

(17 h 30)

M. le Président, ce projet de loi, qui prétend donner suite au rapport Després, s'en écarte sur des points fort importants et majeurs pour nous. Et, en ce qui concerne le financement des universités en région, c'est toujours l'attente et rien n'a été résolu. On aura l'occasion d'apporter des propositions de modification, comme l'a annoncé mon collègue et porte-parole officiel de l'Opposition en matière d'enseignement supérieur. Nous aurons l'occasion, en commission

parlementaire, d'apporter des propositions de modification. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Nous allons maintenant poursuivre le débat avec l'intervention de M. le député de Rimouski.

M. Michel Tremblay

M. Tremblay (Rimouski): M. le Président, vous me permettez d'intervenir sur le projet de loi qui est déposé devant la Chambre, à savoir le projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec. J'entendais la députée de Chicoutimi faire l'éloge du ministre de l'Éducation. Elle le faisait d'une telle manière qu'elle pensait que le ministre actuel de l'Éducation était nommé à vie. Je pense que c'est rendre un hommage tout à fait particulier au ministre actuel. Je suis très heureux de constater qu'enfin l'Opposition se rend compte que nous avons un bon ministre de l'Éducation.

Le projet de loi que nous avons devant nous modifie en premier lieu les règles de composition de l'assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec et du conseil d'administration des universités constituantes. Je vais ramener mon propos à l'université constituante car j'ai le privilège d'avoir dans mon comté celle de l'Université du Québec à Rimouski. Il est très important que cette université soit représentée d'une façon adéquate à tous les niveaux. Nécessairement, lorsqu'on regarde le conseil d'administration que le projet de loi qui est devant nous vient de donner... Le conseil d'administration sera constitué du recteur et de deux personnes exerçant une fonction de direction. Au lieu des directeurs adjoints, deux personnes de la direction pourront constituer le conseil d'administration - avec le recteur, plus deux, cela fait trois. Il y aura cinq personnes nommées par le gouvernement sur recommandation du ministre, dont trois professeurs de l'université constituante nommés pour trois ans et désignés par le corps professoral de cette université et deux étudiants de l'université constituante nommés pour un an et désignés par les étudiants de cette université. Cela veut dire qu'à l'Université du Québec à Rimouski, entre autres, en plus d'avoir le recteur et deux personnes de la direction de l'institution, cinq personnes représentant autant les professeurs que les étudiants feront également partie du conseil de direction.

Aussi, pour constituer le conseil d'administration, on ajoute à ces personnes une personne nommée pour trois ans par le gouvernement sur recommandation du ministre et choisie parmi les personnes proposées conjointement par les collèges d'enseignement général et professionnel de la région. Voilà une addition très importante. Vous savez que les bassins normaux de recrutement de clientèle dans les universités en région, ce sont les cégeps. Et faire appel à un représentant des cégeps pour siéger au

conseil d'administration des universités en région est tout à fait adéquat et répond nécessairement à l'esprit de la lettre que le ministre adressait au président de l'Université du Québec, M. Boulet, le 24 mai 1988, donnant en même temps le coup d'envoi à la suite du rapport Després.

Pour le reste du conseil d'administration des universités en région, il y aura six représentants socio-économiques du territoire. Encore là je pense que ce conseil d'administration est le reflet naturel de ceux et de celles qui ont à coeur le développement universitaire dans les régions. Et, lorsque nous avons six représentants socio-économiques, je pense que nous avons une représentation tout à fait adéquate de ceux qui sont intéressés à la formation universitaire dans les régions. Ce conseil d'administration de 15 personnes aura pour mission de voir à l'administration et aux activités des universités en région.

Je voudrais, dans un premier temps, m'attarder aux propos du ministre en date du 24 mai 1988 dans la lettre qu'il adressait à M. Gilles Boulet. Et je voudrais seulement citer quelques paragraphes pour illustrer très bien quel était le souci du ministre à vouloir donner aux universités en région un statut tout à fait adéquat pour desservir la clientèle étudiante de nos régions. Et je cite, dans le premier paragraphe: "L'Université du Québec a permis à plusieurs centaines de milliers de Québécois, jeunes et adultes, d'avoir accès aux formes les plus élevées du savoir. Présente sur l'ensemble du territoire, l'Université du Québec assure une participation essentielle au développement économique, social et culturel des communautés qu'elle dessert. Les universités constituantes, les écoles et les instituts spécialisés, qui forment le réseau de l'Université du Québec, jouent un rôle unique d'interfécondation et d'échange au sein de la communauté universitaire dont tous tirent profit. L'Université du Québec s'est acquittée fidèlement du mandat qui lui avait été confié par le gouvernement de contribuer au développement de l'enseignement et de la recherche universitaires et d'assurer aux Québécois la plus grande accessibilité possible aux études supérieures. Nous devons nous en réjouir et en être fiers." Et je cite davantage le ministre de l'Éducation dans sa lettre du 24 mai, dans un autre paragraphe: "À l'aube des années quatre-vingt-dix, d'importants défis attendent la société québécoise. La période des grands développements étant révolue, il faut maintenant consolider les acquis. Pour la communauté universitaire et, en particulier, pour l'Université du Québec, cela signifie qu'il faudra consacrer beaucoup d'attention à la révision de l'ensemble des activités dans une perspective d'enrichissement et d'amélioration de la qualité des programmes de formation et de recherche. Les développements de nouveaux programmes et de nouvelles activités devront tenir compte des exigences de rigueur et de discipline budgétaires qui demeureront nécessaires dans la gestion des

secteurs public et parapublic."

Nécessairement, lorsqu'on pense aux budgets qui sont attribués aux universités en région, il ne faut pas s'attendre à ce que les universités prennent une expansion très grande, dans le sens de ne pas avoir au préalable reçu l'approbation du Conseil des universités. J'ai vécu dernièrement une expérience lors du Sommet économique du Bas-Saint-Laurent. L'Université du Québec à Rimouski avait demandé de recevoir l'approbation pour dispenser la discipline de génie civil unifié. Ce génie unifié qui se donne présentement à l'Université du Québec à Chicoutimi pourrait très bien s'étendre à l'Université du Québec à Rimouski.

(17 h 40)

Pensant pouvoir influencer le ministre dans sa décision, on avait présenté ce projet dans le cadre du sommet économique. Cependant, la réponse du ministre a été celle de dispenser un enseignement de génie civil unifié à Rimouski dans la perspective où, au préalable, cette université aurait passé par des approbations du Conseil des universités et de la CREPUQ. Je pense que cette méthode ou cette façon d'agir est la meilleure méthode si nous voulons développer des universités dans un cadre et dans un fonctionnement normaux et, en même temps, recevoir les sommes nécessaires à son développement.

M. le Président, il me fait plaisir de souscrire au projet de loi qui est devant vous. C'est sans hésitation qu'il me fera plaisir de l'approuver, de voter en sa faveur lorsqu'on l'acceptera en troisième lecture. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député d'Ungava.

M. Christian Claveau

M. Claveau: Merci, M. le Président. Il me fait plaisir de participer au débat en deuxième lecture sur le projet de loi 63 afin d'y ajouter une petite connotation régionale qui est souvent oubliée lorsque l'on parle de l'enseignement supérieur et de la technologie. Si on se réfère à certains documents que l'on a vu apparaître lors de la commission parlementaire sur le financement des universités et à d'autres déclarations qui ont été faites par différents intervenants du milieu universitaire et du milieu de l'enseignement en général, ce n'est pas évident que tout le monde est d'accord pour que l'on accentue, que l'on participe d'une façon plus intense à l'enseignement supérieur en région. M. le Président, je pense qu'il s'agit là d'une fausse piste et le ministre aurait eu beau, aurait eu une occasion extraordinaire, en modifiant la Loi sur l'Université du Québec, d'y ajouter quelques éléments ou d'y préciser des éléments indiquant son intention de renforcer la présence des universités régionales.

Vous savez, on a beaucoup de problèmes dans les régions du Québec à recruter du personnel. C'est un exemple qui me passe par la tête, et quoi qu'en dise le député de Rimouski, lorsqu'il dit qu'on ne peut pas tout faire en région ou à peu près, je dis que, bien au contraire, on ne sera jamais assez exigeant et on ne renforcera jamais assez, d'une façon imposante, la présence d'institutions telles que les universités en région. Je suis convaincu, par exemple, que la ministre de la Santé et des Services sociaux, qui a d'énormes problèmes avec le recrutement des médecins, son problème se verrait en grande partie résolu. On aura une grande partie de la solution entre les mains le jour où on formera des médecins en région. Si on est capable de former des médecins à Montréal, si on est capable de former des ingénieurs à Chicoutimi, pourquoi ne serait-on pas capable aussi d'y former des médecins? Pourquoi l'Université du Québec à Rimouski ne pourrait-elle pas former des médecins qui pourraient pratiquer dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, sur la Côte-Nord, dans la péninsule de l'Ungava? Pourquoi pas? Pourquoi l'Université du Québec à Rouyn-Noranda devrait-elle se restreindre à des cours de formation générale, dans tout le secteur universitaire, en matière de langue, d'histoire, de formation? Pourquoi n'irait-elle pas du côté de la haute technologie, de la formation médicale, de la formation en droit? Par exemple, combien a-t-on de la difficulté à avoir des avocats en région? Certainement qu'il y a de la place pour plus d'avocats de plus en plus compétents, des gens de carrière. Mais le jour où on pourra former nos gens sur place, à ce moment-là on en aura des avocats en région, on en aura des médecins, on en aura des ingénieurs qui seront prêts à se déplacer. Ce ne sera pas un drame chaque fois qu'une entreprise comme Hydro-Québec voudra se déplacer en région. On n'aura pas besoin de toute une panoplie de rapports disant: Non, messieurs, c'est trop difficile de transporter nos cadres, nos ingénieurs, nos compétences des grands centres vers les régions. Dans bien des cas, ces gens-là ne sont pas prêts à affronter la réalité régionale qu'ils ne connaissent pas ou, s'ils la connaissent pour y avoir vécu étant jeunes, peut-être ont-ils dû quitter pour compléter leurs études dans les grands centres et n'ont-ils pas intérêt à y revenir.

Il y a là une partie de la problématique de la formation universitaire dont on ne parle pas suffisamment et que le ministre aurait pu introduire dans son projet de loi, tout en modifiant quelques dispositions concernant entre autres toute la problématique de l'obtention des autorisations de la part des universités pour dispenser les cours. On pourrait voir apparaître tranquillement des facultés de médecine ou de droit dans les universités régionales, ce qui aurait sûrement sa place, à mon avis. Ce serait vraiment de plus en plus intéressant. D'ailleurs, je crois qu'un jour le gouvernement devra aller vers ça pour

régler un certain nombre de problèmes.

Quant à l'aspect strictement financier, les institutions d'enseignement régionales sont excessivement importantes, que ce soit au cégep ou à l'université, et je crois, encore là, qu'il s'agit d'une démarche prioritaire visant à satisfaire les besoins des régions. À titre d'exemple - je sors un petit peu du cadre universitaire, M. le Président, et je vais au pré-universitaire, au cégep, si vous le voulez - il y a quelques années, un groupe de parents, d'enseignants et d'étudiants de la ville de Chibougamau voulait, exigeait ou faisait des démarches pour en arriver à implanter un cégep local. On se disait: Ce n'est pas possible. Cela n'a pas d'allure. Cela n'a pas de bon sens. Un cégep à Chibougamau pour desservir 15 000 à 18 000 habitants, qu'est-ce que ça va donner? Cela n'a pas de sens. Jusqu'au jour où le cégep de Saint-Félicien a décidé d'ouvrir, de s'étendre jusqu'à Chibougamau et d'y dispenser des cours localement.

Savez-vous, M. le Président, qu'à l'heure actuelle on a entre 100 et 110 - peut-être un peu plus, d'une année à l'autre, ça joue entre 105, 108 et 112 - étudiants de Chibougamau-Chapais qui suivent des cours au cégep à Chibougamau? Savez-vous ce que cela peut représenter comme revenus financiers pour les parents? Je dis que, chaque fois qu'on augmente les services en région, on donne carrément des augmentations de salaires aux travailleurs régionaux. Quand un parent de la ville de Chibougamau ou de Chapais doit envoyer son enfant étudier à l'extérieur, on calcule, et on a déjà eu l'occasion de faire des représentations au ministre de l'Éducation à ce sujet, que cela coûte au minimum 7000 \$ par année, en plus de tout le reste, seulement pour loger, transporter et assurer le bien-être de l'élève à l'extérieur. Quand on demeure à Chibougamau et qu'on doit suivre ses cours à Québec, à Montréal et même au Lac-Saint-Jean ou en Abitibi, c'est évident qu'on ne peut voyager tous les soirs. À ce moment-là, il faut prévoir le logement, des modalités de transport, enfin toutes sortes de dépenses connexes qui surgissent et qui, en fin de compte, coûtent cher. Si on dit qu'on a actuellement 100 étudiants de Chibougamau-Chapais qui font leur cégep à Chibougamau et que cela aurait coûté, pour subvenir à leurs besoins à l'extérieur, une moyenne de 7000 \$ par étudiant, c'est 700 000 \$, M. le Président, que la population, les contribuables de Chibougamau et de Chapais économisent tous les ans. Depuis quatre ou cinq ans, même depuis le début des années quatre-vingt, les élèves peuvent suivre leur cours collégial à Chibougamau. C'est la même chose dans les régions quand on parle des universités. L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a passablement modifié toute la structure de l'apprentissage et aussi toute la question pécuniaire relative à l'enseignement ou au perfectionnement des élèves de l'Abitibi-Témiscamingue.

La même chose s'est produite au Saguenay-Lac-Saint-Jean et la même chose à Rimouski. Partout où les universités du Québec se sont développées dans les centres plus éloignés, cela a eu un impact énorme. En plus de faire économiser directement de l'argent aux contribuables parce que les enfants vont être sur place, on forme des compétences locales qui vont être intéressées à rester dans le milieu parce qu'elles ne seront pas déphasées, elles ne seront pas déracinées si on les envoie dans ces milieux. Elles connaissent le milieu, elles y sont nées, elles y ont été élevées, elles y ont étudié, elles ont fait leur cours universitaire sur place et maintenant elles vont être prêtes à travailler sur place. Imaginez-vous combien cela peut être important dans le développement régional. (17 h 50)

En plus de ça, on introduit aussi de nouvelles compétences en région par l'apport de services qui n'existaient pas avant. Allez voir, par exemple, comment la ville de Chicoutimi a pu changer, comment elle a pu se situer sur la carte du Québec depuis qu'il y a l'Université du Québec à Chicoutimi. Allez voir l'impact de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, à Rouyn-Noranda. Vous allez voir toute la différence parce qu'on crée de nouvelles dynamiques, on sort du giron traditionnel de la région-ressource, de la région parce qu'il y a eu des périodes de colonisation, où il fallait envoyer les gens en dehors des grandes villes dans des périodes difficiles de l'économie québécoise et on a ouvert le Lac-Saint-Jean, l'Abitibi, la Côte-Nord, la Gaspésie. On a développé des coins où, peut-être, dans des situations meilleures ou économiquement moins précaires, personne ne serait jamais allé s'établir.

Donc, on avait toujours la notion de la région-ressource. L'Abitibi, c'est bon parce qu'il y a des mines et de la forêt; le Lac-Saint-Jean, c'est bon parce qu'il y a de la forêt et de l'agriculture; la Gaspésie, c'est bon parce qu'il y a de la pêche; la Côte-Nord, c'est bon parce qu'il y a du fer et de la forêt; la Gaspésie, c'est bon parce qu'il y a du tourisme.

On avait carrément oublié qu'il pouvait y avoir du développement de compétences locales, qu'il y a des gens qui vivent dans les milieux, qui sont nés là, qui y vivent depuis de nombreuses générations dans bien des cas et qui seraient intéressés à se perfectionner pour réinvestir directement dans l'économie et le développement de leur milieu. Il s'agit là de quelque chose sur lequel on ne peut pas se permettre de cracher si on veut, comme gouvernement ou comme représentants de la population devant l'Assemblée nationale du Québec, s'assurer un plein développement des régions, si on veut faire en sorte que des régions du Québec puissent toutes participer à l'effort de perfectionnement et de compétence qui sera de plus en plus nécessaire dans les années qui viennent dans la mesure où on sait très bien que, pour être performant, pour être

concurrentiel dans le monde d'aujourd'hui, il faut être de plus en plus compétent, de plus en plus à la fine pointe de la technologie et que, pour ce faire, il va falloir que l'ensemble du Québec et toutes les régions du Québec puissent y participer.

M. le Président, quand on regarde de plus près le projet de loi qu'on a sous les yeux... Par exemple, je suis d'accord qu'on ouvre le cadre, que les représentants socio-économiques participent à l'administration des universités régionales. Mais pouvez-vous me dire en quoi cela va garantir à l'université qu'elle va pouvoir jouer son véritable rôle régional? Pouvez-vous me dire en quoi on peut avoir une assurance qu'en faisant ça on va augmenter la participation de l'université dans le milieu, on va régler son problème de financement, on va modifier l'approche que ce gouvernement est en train de mettre en place quant à l'autofinancement des activités collectives ou des services à la collectivité des universités régionales?

Je crois que, oui, il faut que les gens du milieu aient un minimum de participation pour s'assurer que l'université joue son rôle. Mais, en nous présentant un projet de loi dans lequel on se restreint presque exclusivement à des points, je dirais, d'ordre mineur, qui ne sont pas fondamentaux, on se fait bonne gueule. Le gouvernement se donne une belle image en disant: Nous, on s'intéresse aux universités régionales. Mais en quoi va-t-il amener quelque chose de neuf? En quoi cela va-t-il modifier le comportement des universités en région si ce n'est peut-être - même si ce n'est pas évident dans les propos du ministre aujourd'hui, et même si ce n'est pas nécessairement évident dans la structure même du projet de loi ou dans l'économie générale de la loi modifiée de l'Université du Québec - qu'il va s'établir un certain contrôle des milieux plus directement intéressés, entre autres les milieux des affaires et les milieux financiers? Il reste qu'à long terme on peut imaginer que ce pourrait être le cas et que l'université pourrait, à partir d'impératifs régionaux, dévier vers une vocation qui serait beaucoup plus un bras direct, un appendice direct de l'entreprise régionale.

L'université a un rôle beaucoup plus large que ça. Il ne faudrait pas que l'on prétende que les universités régionales devraient être uniquement et exclusivement des appendices, des compléments de l'entreprise ou de l'entrepreneurship régional, parce que l'université a un rôle global à jouer en région. Dans ce sens, moi, je trouve que ça peut être même dangereux à la limite de laisser les portes trop grandes ouvertes à la participation de régionaux aux niveaux décisionnels. À moins qu'on me dise que ces régionaux soient des gens qui sont directement impliqués dans le monde de l'éducation. D'ailleurs, ça me réjouit de voir, par exemple, qu'il y ait la participation d'un représentant des cégeps au conseil d'administration. Là, on est vraiment

dans la dynamique scolaire. Cela me réjouit aussi de constater la présence des enseignants et des administrateurs au conseil d'administration. Bien qu'encore là j'ai la même réserve que mon collègue d'Abitibi-Ouest avait tout à l'heure en ce qui concerne les chargés de cours et tout le reste du personnel universitaire, qui ont aussi un rôle à jouer, un rôle de soutien qui n'est pas négligeable pour le fonctionnement des institutions et qui auraient dû être pris en considération aussi au moment de modifier la composition des conseils d'administration et du conseil des gouverneurs des universités.

Quant à la question de l'Université du Québec à Montréal, je dirais que, personnellement, je crains ce genre d'approche. Le fait de changer le statut de l'Université du Québec à Montréal, de la prendre en tant que constituante et d'en faire une institution associée, affiliée à l'Université du Québec avec ses propres pouvoirs, à ce moment-là, on entre dans la dynamique que nous ne voulions justement pas voir entrer à l'Université du Québec, cette dynamique qui veut que les centres soient plus importants et qu'ils ne doivent pas composer directement avec les régions. Cette approche, d'ailleurs, ne faisait pas partie du rapport Després. Le rapport Després, dans ses dernières conclusions, à la toute fin du rapport, disait très bien que l'Université du Québec à Montréal ne devait pas perdre son statut de constituante. Au moment où l'on se parle, elle est en mesure de pouvoir renforcer l'ensemble de la structure de l'Université du Québec et elle peut, par son développement spécifique, dans un milieu qui est relativement privilégié par rapport aux autres milieux où les constituantes de l'Université du Québec agissent, où elles sont plus ou moins solitaires ou un peu isolées dans leurs fonctions universitaires, alors qu'à Montréal ce n'est pas le cas, il y a une dynamique universitaire, de recherche, de musée, etc. C'est ce qui fait en sorte que dans la grande région de Montréal il est plus facile pour une constituante de justifier des cours et différents programmes parfois plus coûteux ou de pouvoir avoir accès à des services directs en ce qui a trait aux musées et à l'ensemble des soutiens, des grandes bibliothèques, etc., et aussi en ce qui concerne les interrelations entre universités.

Là-dessus, personnellement, je partage les conclusions du rapport Després. Dans la mesure où l'Université du Québec à Montréal se voit donner un statut différent des autres constituantes de l'Université du Québec, à ce moment-là, ça amoindrit, d'une certaine façon, les constituantes régionales. On fait une distinction entre le centre, où il y a une dynamique universitaire, de connaissances, de milieu de formation qui est reconnue par tout le monde, et on dit: Cette université, ce n'est pas la même chose que les autres, il faut la distinguer parce qu'elle va avoir le droit de prendre ses propres décisions, etc. Elle ne sera plus liée dans un certain

nombre de décisions. Elle va pouvoir émettre ses propres diplômes. Alors, ce ne sera plus la même chose. Les petites universités en région, vous, vous continuerez à travailler à l'intérieur de la dynamique régionale, de l'ensemble des universités.

Cela me fait penser, M. le Président, à une ancienne approche qu'on avait et que les milieux d'affaires ont encore aujourd'hui face aux coopératives. On s'imagine qu'on s'organise en coopérative dans les différents milieux, les milieux un peu défavorisés, parce qu'on ne peut pas faire autrement, qu'il faut des coopératives pour s'entendre, pour pouvoir se donner des outils de développement ou du pouvoir d'achat. Dans les grandes villes, on se dit que la coopérative ce n'est pas nécessaire, qu'on est capable de vivre tout seul. Il y a comme une espèce de distinction qui se fait là et je crois qu'en faisant cela le ministre, dans son projet de loi, ne va qu'accentuer les écarts croissants qui existent entre l'Université du Québec et les universités des grands centres. Au moment où l'on se parle, l'Université du Québec à Montréal n'est qu'une constituante à l'intérieur du réseau des universités du Québec. Toutes les décisions prises par l'assemblée des gouverneurs affectent autant l'Université du Québec à Montréal que l'Université du Québec à Rimouski, à Hull, à Rouyn, etc. Dans les décisions des constituantes, on doit toujours considérer l'université ou la partie qui est dans le centre. À ce moment-là, cela permet de pouvoir générer une dynamique pour l'ensemble des universités régionales. Avec la nouvelle structure, l'Université du Québec à Montréal pourra avoir sa propre petite dynamique interne parmi les autres grandes universités de la région montréalaise et une bonne partie des décisions qui seront prises par l'assemblée des gouverneurs ne l'affecteront plus. À ce moment-là, on se réfugie dans une espèce de dynamique interne à l'intérieur des autres régions du Québec séparant, une fois pour toutes, la dynamique montréalaise de la dynamique régionale et on va se retrouver avec un niveau de décision qui ne prendra plus en considération ce qui se passe à Montréal. À mon sens, cela sera néfaste. On tentera de diminuer les services dans l'ensemble des universités régionales, parce que les seuls critères, maintenant, qu'on aura à prendre en considération seront strictement régionaux, là où il n'y a pas nécessairement une dynamique universitaire qui existe, là où il n'y a pas de passé et de traditions universitaires. Moi, je pense qu'il s'agit là d'un élément négatif quant à l'avenir des universités du Québec sur l'ensemble du territoire québécois.

Beaucoup d'autres points pourraient être soulevés concernant le financement ou l'importance du financement, par le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, des activités, des services à la collectivité régionale. Si on va vers un autofinancement en région, on crée encore

des écarts, parce qu'une région peut-être un peu plus privilégiée pourra développer ou se doter de services régionaux qu'une autre région moins privilégiée, avec des revenus moyens ou plus bas, ne pourra pas se payer. On arrive, encore là, à créer toute une dynamique et un échelonnement entre les différents services des universités d'une région à l'autre, ce qui pourrait être très néfaste.

Je conclus en demandant au ministre de faire preuve de beaucoup d'attention au moment de discuter de ce projet de loi. Je sais, par l'expérience qu'on a déjà vécue à la commission scolaire du Nouveau-Québec, que, lorsqu'il prend le temps d'écouter, il peut arriver à de grands résultats. Et peut-être qu'en nous écoutant il pourra modifier son projet de loi afin d'avoir les résultats escomptés.

Le Vice-Président: Il n'y a pas d'autres interventions? Il n'y a pas de réplique? Le débat étant clos, est-ce que cette motion d'adoption du principe du projet de loi 63...

Des voix: Adopté.

Une voix:...

Le Vice-Président: Non, nous avons 30 secondes. Est-ce que cette motion d'adoption du principe du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec, est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. Puisque nous arrivons à 18 heures, nous allons maintenant suspendre nos travaux, qui reprendront ce soir, à 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 h 2)

(Reprise à 20 h 4)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît! Mesdames et messieurs les députés, vous pouvez regagner vos sièges afin que nous reprenions nos travaux. M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission de l'éducation

M. Lefebvre: Oui, Mme la Présidente. Avant d'appeler le prochain article du feuillet, je voudrais faire une motion de renvoi concernant le projet de loi 63 dont le principe a été adopté avant la suspension des travaux, à 17 h 55 ou à peu près. Alors, Mme la Présidente, je fais motion pour déferer le projet de loi 63 à la commission de l'éducation pour étude détaillée.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion est adoptée?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, les députés de Tailion et de Verchères laissés sans leader sont complètement dépourvus de toute capacité de décision.

Une voix: Attention!

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 57 du feuillet.

Projet de loi 99

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 57 de notre feuillet, le ministre de l'Environnement propose l'adoption du rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives. Là-dessus, je vais vous reconnaître, M. le ministre de l'Environnement.

M. Clifford Lincoln

M. Lincoln: Mme la Présidente, nous arrivons à l'avant-dernière étape du projet de loi 99. Je pense que, lors du débat sur l'adoption du principe du projet de loi, nous avons établi un accord sur la nécessité fondamentale d'un projet de loi tel qu'il puisse couvrir tout le volet de l'assainissement industriel au Québec. Je voudrais à ce stade-ci - et je le fais en toute sincérité - remercier l'Opposition et le critique de l'Opposition, en réitérant ce que j'ai dit au fil de la commission qui a eu lieu pour étudier le projet de loi article par article.

En fait, lors de la discussion sur le principe, nous avons établi que le projet de loi était certainement un pas en avant dans ses principes, mais qu'en même temps, comme tout projet de loi, il était là pour aller en commission parlementaire pour être bonifié si possible. Et je pense que nous avons bonifié le projet de loi. Je pense que l'Opposition a présenté beaucoup d'amendements significatifs qui font, je pense, que nous pouvons présenter aujourd'hui un meilleur projet de loi après le rapport de la commission à l'Assemblée nationale. En fait, aujourd'hui, nous pouvons dire que tous les amendements qui ont été apportés auront pour but de rendre le projet de loi plus complet, plus solide.

Je voudrais m'attarder sur un des aspects principaux qui ont fait en sorte que nous apportions un amendement pendant la prise en considération de ce rapport, donc à cette étape-ci.

Il y a eu une discussion assez approfondie sur la question de l'accès à l'information par rapport à l'article 118.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Le critique de l'Opposition avait fait la suggestion, en discussion sur le principe, qu'on ait un mécanisme pour protéger les secrets industriels, ce qui était notre but, avec un droit d'appel à la Commission d'accès à l'information. À la suite de plusieurs discussions qui ont eu lieu entre les intervenants du ministère de la Justice, du Comité de législation et de la Commission d'accès à l'information, plusieurs formules ont été étudiées. En fait, comme le député de Verchères le sait, nous avons discuté et agréé une formule qui est devenue l'article 26. Bref, après des discussions subséquentes que nous avons eues ensemble et qui ont eu lieu aussi au Comité de législation, nous en sommes venus à la conclusion qu'il serait plus bénéfique de laisser tomber cet amendement que nous avions accepté en commission parlementaire et de retirer toute référence à l'article 118.5, excepté les références qui ont trait à l'ajout de certaines informations qui devront maintenant être divulguées par les industries par rapport à leurs demandes d'attestation d'assainissement. Donc, pour tout ce qui est des paramètres du registre et des informations qu'il contient, le projet de loi aujourd'hui ne fait aucune référence à une balise par rapport à ces articles. Dans ce sens-là, l'information reste la plus large possible et l'accès à l'information des citoyens demeure intégrale.

Je pense qu'en toutes ses parties sans aller dans les détails, le projet de loi est plus complet et bonifié. Je pense que tous, de chaque côté de l'Assemblée nationale, nous devons nous en réjouir. C'est un pas en avant pour l'assainissement industriel au Québec, et je remercie l'Opposition de sa coopération très franche dans ce dossier.
(20 h 10)

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Environnement.

Je vais maintenant reconnaître M. le député de Verchères.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: Merci, Mme la Présidente. Ceux qui suivent les travaux de l'Assemblée nationale et, en particulier, la période de questions seront sans doute surpris d'entendre le ministre de l'Environnement et votre humble serviteur parler comme on le fait ou comme on va le faire ce soir. On limite souvent le jeu parlementaire ou la vie politique à la période de questions de l'Assemblée nationale et à ce que les médias en rapportent. Heureusement, il semble que, dans les prochains mois ou dans les prochaines semaines, à cause de l'introduction de la télévision dans les commissions parlementaires, il sera possible aux citoyens de voir un peu plus directement comment les parlementaires peuvent

se comporter à d'autres étapes du processus législatif. Ils se rendront compte que la vie politique a des obligations, tel le débat contradictoire, et que notre responsabilité, c'est de critiquer, de poser des questions, d'interroger l'administration gouvernementale, mais aussi, à d'autres moments, de collaborer franchement, surtout quand, de part et d'autre, on s'entend sur des objectifs et que, en toute bonne foi, on se rend compte que les projets de loi sont satisfaisants, dans l'ensemble.

On n'est pas ici à l'Assemblée nationale pour critiquer, pour critiquer même si c'est souvent le rôle ingrat de l'Opposition. Néanmoins, Mme la Présidente, quand on peut le faire, on doit s'associer à un processus législatif qui nous amène à avoir l'impression qu'on est autre chose que de simples artisans ou participants d'un spectacle politique où, de part et d'autre, on a des rôles traditionnels d'opposition à jouer, les uns par rapport aux autres.

Dans ce sens-là, c'est vrai que, dès le départ et d'entrée de jeu, nous avons signifié au gouvernement notre accord avec le principe du projet de loi 99. Nous lui avons indiqué que nous souhaitions apporter des modifications significatives, importantes à l'égard d'une disposition concernant la loi d'accès à l'information. D'autre part, quant aux pénalités ou aux amendes qui étaient prévues dans le projet de loi - amendes, dans le fond, qui visent à resserrer la capacité de l'État et de la société par l'État de mieux protéger l'environnement - nous avons indiqué au gouvernement qu'on pensait qu'il serait préférable d'avoir, dans certains nombres de cas, des amendes qui aient un effet plus dissuasif. En effet, de deux choses l'une: ou on a des amendes symboliques qui ne sont pas imposées par les tribunaux ou on a des amendes qui veulent vraiment dire quelque chose et, dans ce sens, qui donnent un message concret et clair à nos citoyens et citoyennes et à ceux, en particulier, qui sont engagés dans des activités qui risquent de détériorer d'une façon ou d'une autre l'environnement.

Dans ce sens, je suis content d'avoir participé à l'exercice et d'avoir vu le ministre et ses collègues, mais en particulier le ministre, accueillir favorablement une série d'amendements que j'ai faits pour faire en sorte que, dans un certain nombre de cas particuliers, les amendes soient plus significatives, qu'elles aient un sens plus réel par rapport à l'objectif de dissuasion qu'on voulait avoir et qu'en même temps on donne, par exemple, des temps de réaction ou de rétroaction par rapport aux actions qui seront entreprises par le ministère de l'Environnement, plus grands à des gens qui vont être impliqués dans le processus d'attestation d'assainissement industriel.

On sait que, pour l'essentiel, le projet de loi vise, d'abord, à donner un cadre législatif au nouveau programme d'assainissement industriel et que, dans ce sens, ce qui est important aussi,

c'est de faire en sorte que le comportement des gens et la façon dont on va agir à l'égard de l'assainissement industriel soient conformes à la fois aux objectifs environnementaux, mais également à des principes élémentaires de justice et de "fair-play" qui font en sorte qu'on ne prend pas nécessairement les industriels pour des bandits a priori. Même si on peut avoir une méfiance naturelle, légitime et normale à l'égard de leurs activités industrielles, on pense que, néanmoins, il y a des précautions et des balises à accorder - je crois qu'on l'a fait - tout en conservant les mécanismes qui font en sorte qu'en fin de compte les gens qui vont avoir à oeuvrer dans le secteur industriel au Québec au cours des prochaines années vont devoir le faire en conformité avec des exigences environnementales plus importantes, plus strictes et une conscience environnementale et écologique plus importante dans l'ensemble de la population.

Il y a eu une suggestion qui n'a pas été retenue à ce moment-ci par le ministre et le gouvernement, et que je voudrais rappeler parce que je sais que le ministre en a pris bonne note. Je pense que c'est de bonne guerre aussi de la part du gouvernement de dire: Écoutez, on veut y penser un peu plus parce que nous aussi, nous avons des idées dans ce sens. Je pense que c'est légitime, sinon compréhensible tout au moins, de voir un gouvernement et un ministre dire: Écoutez, on aimerait peut-être mieux que ce soit notre solution, la façon dont on l'aura envisagée, qui finalement, pendant qu'on est au pouvoir, vienne sur la table plutôt que l'approche que vous nous suggérez. Mais ce que nous disions essentiellement, c'est qu'il serait intéressant et utile qu'on crée un fonds spécialisé pour faire en sorte que les amendes qui seront perçues par les tribunaux soient utilisées de telle sorte qu'on puisse les faire servir aux fins environnementales. À cet égard, on avait suggéré et on suggère toujours au gouvernement de créer un fonds qui ferait en sorte que ces amendes pourraient être utilisées pour financer des organismes communautaires ou des organismes à vocation d'information publique à l'égard des préoccupations et des problématiques environnementales.

Corollairement à cette proposition, on avait également suggéré au gouvernement de profiter de l'occasion - peut-être que c'était trop rapide ou trop demander dans le cadre de ce projet de loi - pour créer un tribunal environnemental, pour faire en sorte que, plutôt que ce soit la Commission municipale qui statue dans les domaines environnementaux, à la nouvelle Cour du Québec, qu'on a créée au cours des derniers mois et qui, dans le fond, regroupe les instances judiciaires sous l'autorité, sous l'administration de l'État québécois, on retrouve un banc particulier spécialisé dans le secteur environnemental. Ce qu'on peut espérer, c'est qu'au cours des prochaines années on puisse arriver à développer, sur cette lancée, cette idée de créer une juridic-

tion judiciaire spécifique. Ce serait cohérent par rapport aux amendes qu'on vient de hausser et à toute la pénologie qu'on introduit d'une façon plus stricte dans la Loi sur la qualité de l'environnement.

Une dernière remarque, qui est moins un blâme à l'égard du ministre qu'un blâme à l'égard de certains de ses collègues, Mme la Présidente, c'est sur les ressources. On l'a dit à plusieurs reprises au gouvernement et au ministre. Cette loi va appeler des ressources considérables, si on veut vraiment être sérieux, si on veut vraiment faire en sorte que les dispositions et les mécanismes qui sont prévus dans le projet de loi soient utilisés et soient performants. Dans ce contexte, on nous a annoncé qu'il y aurait - c'est déjà prévu, semble-t-il - un certain nombre de spécialistes et d'inspecteurs qui vont travailler aux attestations d'assainissement industriel. Mais ce qui manque actuellement, ce qui manque toujours, c'est, à l'égard des pénalités, un appareil juridique adéquat au ministère de l'Environnement.

Le ministre a créé récemment ce qu'on a appelé dans les journaux la police verte, donc, une nouvelle direction de l'inspection et des enquêtes au ministère de l'Environnement. C'est ce qu'on avait demandé déjà depuis plus d'un an. Alors, on n'est pas contre cette disposition et cette création, au contraire. Sauf qu'on constate que ça fait déjà presque un an maintenant que le ministre de l'Environnement a fait des demandes au Conseil du trésor et au ministère de la Justice pour obtenir des avocats en nombre plus adéquat et qu'il n'a pas encore reçu de réponse au moment où l'on se parle. C'est inacceptable. On ne peut pas comprendre comment le gouvernement va pouvoir donner suite au travail des nouveaux inspecteurs et enquêteurs qu'on va engager d'ici les prochaines semaines et comment on va pouvoir donner suite au projet de loi qu'on a devant nous qui prévoit des pénalités plus fortes si on n'a pas les avocats pour monter les dossiers et plaider devant les tribunaux.

Je pense qu'à court terme le gouvernement va devoir livrer la marchandise et donner au ministre de l'Environnement les moyens de faire appliquer la loi non seulement en ayant des inspecteurs et des enquêteurs en nombre suffisant, mais également en ayant des avocats au contentieux en nombre suffisant, ce qui n'est pas le cas. Au mois de juin dernier, j'interrogeais personnellement le ministre de la Justice, Procureur général du temps, et je lui disais: Qu'est-ce que vous avez fait de la demande du ministère de l'Environnement qui se plaint de n'avoir à sa disposition que treize avocats? Au moment où l'on se parle, à la mi-décembre 1988, près de six mois plus tard, on n'a toujours que treize avocats au ministère de l'Environnement et au contentieux, ce qui est inacceptable.
(20 h 20)

Ce qu'on peut espérer, c'est que le ministre de l'Environnement sera un peu plus écouté de la

part de son collègue de la Justice, en particulier du président du Conseil du trésor, et qu'on n'attendra pas encore de nombreux mois avant que cette demande de ressources additionnelles nécessaires, indispensables, compte tenu des dispositions qu'on vient d'adopter au plan législatif, soit agréée. Ce qu'on peut espérer, c'est que quelqu'un dans l'appareil gouvernemental de ces deux ministères nous écoute ce soir ou que le message passe d'une façon ou d'une autre et qu'on ait rapidement, au ministère de l'Environnement, les ressources adéquates pour donner suite au projet de loi que nous adoptons.

Ceci complète les remarques. J'ai été heureux de m'associer étroitement au travail législatif du ministre. C'est évident que c'est lui qui a la paternité du projet de loi, mais je pense qu'ensemble nous avons fait un travail utile et constructif pour nos concitoyens et nos concitoyennes, et c'est ce qui compte. Dans quelques années, quand on ne sera plus là, ni lui ni moi, on aura au moins la satisfaction d'avoir un tant soit peu contribué à nous donner comme société des mécanismes d'intervention au plan environnemental qui seront peut-être suivis par d'autres sociétés et qui feront en sorte qu'au Québec enfin le virage environnemental ne sera pas uniquement un discours que certains politiciens ou certains écologistes tiennent, mais qu'également une bonne partie de la population non seulement tiendra, mais vivra quotidiennement par ces mécanismes, par ces lois et par nos institutions.

Mme la Présidente, sur ce, nous allons agréer rapidement à l'adoption du rapport de la commission parlementaire.

Adoption des amendements et du rapport

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Verchères. Il n'y a pas d'autre intervention? Le débat est clos. Est-ce que les amendements qui ont été proposés par M. le ministre de l'Environnement concernant le projet de loi 99 sont adoptés?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. Est-ce que le rapport de la commission qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, est adopté tel qu'amendé?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Oui, Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 48 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 37

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 48 de notre feuillet, le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu propose l'adoption du rapport de la commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu et des amendements qui ont été déposés. M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

M. Bourbeau: Merci, Mme la Présidente. Nous en sommes à l'avant-dernière étape... Pardon?

Le Président: Juste avant de procéder, avant de vous céder le droit de parole. J'ai réuni les deux leaders cet après-midi à 18 heures et j'ai à rendre compte à cette Assemblée de la réunion en vertu de l'article 253. Conformément à l'article 253, à 18 heures, aujourd'hui, a eu lieu une réunion des leaders parlementaires pour l'organisation de la mise aux voix des amendements proposés au projet de loi 37. Auparavant, quant à la recevabilité, je déclare irrecevables les amendements proposés par le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu aux articles 84 et 132 parce que, m'appuyant sur l'article 197 du règlement, les amendements proposés ne concernent pas le sujet que la motion principale présentait.

Dans un deuxième temps, je déclare recevables les amendements proposés par le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu aux articles 9, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 18.1, 20, 22.1, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 34.1, 35, 36 et 37 à la section I du chapitre III; à la section II du chapitre III, aux articles 44 et 45; à la section III du chapitre III, aux articles 47, 48, 49 et 50; le nouvel intitulé inséré avant l'article 52; aux articles 52 et 53; le nouvel intitulé inséré à l'article 56; aux articles 56, 59, 60, 61, 64, 66, 66.1, 67, 68, 72, 74, 75, 76, 78, 81, 82, 83 et 90, 92, 94, 95, 96, 100, 102, 103, 104, 105, 106.1, 110, 112, 114.1, 114.2, 114.3, 115, 116, 117, 120, 121.1, 122, 122.1, 123.1, 124, 125, 126, 126.1, 128, 128.1, 129, 130, 131 et 134; un amendement proposant de remplacer partout où elle se trouve dans le texte anglais l'expression "work income supplément program for parents" par "parental wage assistance program", et un amendement proposant la renumérotation. Troisièmement, je déclare recevables les amendements proposés par Mme la députée de Maisonneuve aux articles 1 et 2.

En ce qui concerne le débat, il se déroulera conformément à l'article 253, les temps de parole étant ceux prévus par une motion de forme et le ministre pouvant intervenir au plus cinq minutes après chacun des discours.

Quant à la mise aux voix, à la fin du débat,

nous procéderons à la mise aux voix dans l'ordre suivant: Dans un premier temps, je mettrai aux voix les articles et les intitulés dont le ministre propose la suppression, à savoir les articles 12, 45, 50, 125, 130 et la section I du chapitre III. Dans un deuxième temps, je mettrai ensuite aux voix les amendements proposés par Mme la députée de Maisonneuve aux articles 1 et 2. Troisièmement, je mettrai aux voix les amendements proposés par le ministre aux articles 9, 11, 13, 15, 16, 17, 18, 20, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37; l'amendement proposant que la section II du chapitre III devienne la section I, l'amendement à l'article 44 proposant que la section III du chapitre III devienne la section II ainsi que les amendements aux articles 47, 48, 49, 52, 53, 56, 59, 60, 61, 64, 66, 67, 68, 72, 74, 75, 76, 78, 81, 82, 83, 90, 92, 94, 95, 96, 100, 102, 103, 104, 105, 110, 112, 115, 116, 117, 120, 122, 124, 126, 128, 129, 131 et 134; l'amendement proposant de remplacer partout où elle se trouve dans le texte anglais l'expression "work income supplément program for parents" par "parental wage assistance program" et l'amendement proposant la renumérotation; les articles ajoutés, à savoir les articles 18.1, 22.1, 34.1, le nouvel intitulé inséré avant l'article 52, le nouvel intitulé inséré avant l'article 56 et les articles 66.1, 106.1, 114.1, 114.2, 114.3, 121.1, 122.1, 126.1 et enfin 128.1.

Dans un quatrième temps, je mettrai aux voix par la suite tous les articles du projet de loi 37 qui n'ont pas été adoptés en commission parlementaire et qui ne sont pas amendés. Cinquièmement, je mettrai aux voix tous les articles du projet de loi de 1 à 134 ainsi que le titre et les sous-titres, tel qu'ils apparaissent au projet de loi et au rapport de la commission et tel qu'ils ont été amendés par les votes précédents. Je mettrai enfin aux voix, tel qu'amendé, le rapport déposé par le président de la commission des affaires sociales qui a étudié, après l'adoption du principe, le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu. Vous comprendrez qu'à cause des amendements je devrai procéder à cette sixième étape.

M. le ministre, je vous remercie de votre patience mais ce sont les règlements qui me l'imposaient. Je vous cède maintenant la parole, M. le ministre de la Sécurité du revenu.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Merci, M. le Président. Après cette leçon d'arithmétique, nous en sommes à l'avant-dernière étape précédant l'adoption définitive de la Loi sur la sécurité du revenu. Demain nous escaladerons la toute dernière marche en mettant le projet de loi aux voix des membres de cette Assemblée.

Aujourd'hui, la commission parlementaire des affaires sociales, qui a consacré près de 150 heures à l'étude de la réforme de l'aide sociale, présente son rapport sur le projet de loi 37, Loi

sur la sécurité du revenu. La commission dépose également les amendements au projet de loi qui n'ont pu être débattus, compte tenu du zèle dont a fait preuve l'Opposition officielle dans l'exposé de ses objections de principe à la réforme de l'aide sociale.

(20 h 30)

Il m'apparaît donc important de présenter à l'Assemblée nationale les dernières modifications au projet de loi sur la sécurité du revenu. Les amendements sont de deux ordres. Ils consistent, en premier lieu, en des modifications techniques qui visent à clarifier les dispositions législatives ou à harmoniser le libellé de certains articles avec d'autres lois. D'autres amendements répondent à des changements d'orientation de la politique de sécurité du revenu.

On comprend facilement qu'un projet de loi de cette importance soit étudié par de nombreux organismes qui nous adressent toutes sortes de commentaires. Certains estiment que tel terme juridique semble plus approprié que tel autre ou que telle expression prêterait moins à interprétation si on l'expliquait davantage. D'autres voient dans certains articles des effets non désirés ou encore des omissions.

Il y a, par exemple, un article du projet de loi qui exclut des programmes de la sécurité du revenu les personnes incarcérées. Les représentants du ministère de la Sécurité publique nous ont suggéré une définition d'une personne emprisonnée qui tient davantage compte des diverses formes d'incarcération. Nous l'avons incorporée au projet de loi sur la sécurité du revenu.

Le régime de la sécurité du revenu prévoit par ailleurs que le ministère offrira aux bénéficiaires aptes au travail diverses mesures visant à faciliter leur intégration au marché du travail. Même si ces mesures étaient explicitement incluses dans le projet de loi, on ne faisait pas textuellement allusion à un plan d'action dans lequel s'inscrivent ces mesures. Les amendements ont donc pour effet de préciser clairement que le ministère pourra proposer à un bénéficiaire un plan d'action visant son intégration au marché du travail et rembourser certaines dépenses occasionnées pour la réalisation de ce plan d'action.

D'aucuns pourraient être impressionnés par le nombre d'amendements. Cela résulte principalement des ajustements de concordance que nous devons effectuer après avoir réécrit un article du projet de loi. Par exemple, on a décidé de décrire, dès l'article 1, les objectifs des trois programmes d'aide instaurés par la Loi sur la sécurité du revenu. Cette simple modification de la présentation de la loi nous a obligés à amender subséquemment sept autres articles. Il s'agit donc là de sept amendements. D'autre part, pour changer l'entrée en vigueur de la Loi sur la sécurité du revenu, il a fallu déposer six amendements. La plupart de ces modifications techniques ne sont pas essentielles, mais elles amélioreront le projet de loi et elles réduisent les

risques d'interprétation divergente et donc de contestation judiciaire. Comme le législateur a intérêt à s'exprimer le plus clairement possible, nous acceptons ces propositions d'amendements techniques.

D'autres modifications législatives changent plus fondamentalement le projet de loi. Elles ont pour objet d'enchâsser plus rigoureusement encore les droits fondamentaux des bénéficiaires, de définir plus clairement certaines situations vécues à la sécurité du revenu et de donner suite aux décisions récentes du gouvernement relatives à la réforme de la sécurité du revenu.

Comme la Loi sur la sécurité du revenu s'adresse aux personnes qui sont les plus vulnérables de notre société, il est essentiel d'instituer des mécanismes souples de plainte et des procédures d'appel afin de mettre ces personnes à l'abri de l'arbitraire d'un fonctionnaire. Déjà, le projet de loi reconduit les dispositions de l'actuelle Loi sur l'aide sociale relatives à la révision administrative de tout dossier faisant l'objet d'une plainte et à la procédure d'appel auprès d'un organisme impartial, c'est-à-dire la Commission des affaires sociales. Les bénéficiaires pourront, comme dans la situation présente, se faire représenter gratuitement devant cette commission par un avocat de l'aide juridique.

Avec les amendements au projet de loi, nous nous imposons une autre obligation, celle d'aviser par écrit tout bénéficiaire avant d'appliquer la moindre réduction de la prestation de la sécurité du revenu. La personne à qui un tel avis aura été signifié pourra faire valoir ses objections auprès de l'agent focal. Si la décision est maintenue, le bénéficiaire peut faire effectuer une révision administrative de son dossier par le bureau régional du réseau Travail-Québec. Enfin, si la décision lui est toujours défavorable, il peut en appeler à la Commission des affaires sociales. Il me semble qu'on peut difficilement imaginer une protection plus adéquate des droits fondamentaux des personnes ayant recours à la sécurité du revenu. À moins de regarder le projet de loi avec un miroir déformant, je ne vois pas comment on peut prétendre qu'il nous autoriserait à porter la moindre atteinte aux droits de la personne.

Dans le projet de loi 37, il y avait deux dispositions qui pouvaient agacer certains défenseurs des droits des assistés sociaux. Le premier avait trait au paiement direct de certaines dépenses des bénéficiaires et l'autre se rapportait aux pensions alimentaires. Dans le but d'aider une petite minorité de personnes dépendantes de la sécurité du revenu qui éprouvent beaucoup de difficulté à gérer leur propre budget, les légistes du ministère avaient prévu que le ministre - sous-entendre, bien sûr, le ministre - pouvait, dans certaines situations exceptionnelles, retenir, à même la prestation, les montants servant à défrayer le logement, l'électricité et le chauffage d'un bénéficiaire. Certains ont vu dans cet article une velléité du ministre de

mettre en tutelle les prestataires de la sécurité du revenu. Ils se sont d'ailleurs organisés pour mêler leur voix à ceux qui s'opposent à la réforme de l'aide sociale.

Nous avons décidé, il y a quelques mois déjà, d'abroger cette disposition et d'inviter plutôt les personnes à qui cette mesure était destinée à s'adresser à des organismes d'économie familiale. C'est maintenant fait, Mme la Présidente.

Pour ce qui est des pensions alimentaires, nous voulions nous assurer que les ententes conclues à la suite d'un divorce n'aient pas pour effet de faire assumer par l'État les responsabilités financières du conjoint. D'aucuns pourraient en effet considérer très facilement la possibilité de renier leurs obligations à l'égard des pensions alimentaires en se disant que, de toute façon, l'aide sociale peut pourvoir aux besoins essentiels de son conjoint et de ses enfants. Ces préoccupations demeurent, mais nous assouplissons considérablement nos interventions en cette matière.

Initialement, le projet de loi stipulait que les conjoints bénéficiaires de la sécurité du revenu ne peuvent conclure une entente relative à une pension alimentaire à moins que le ministre ne soit présent lors de la conclusion de l'entente. On prévoyait même des sanctions pénales si le ministre n'était pas informé dans les délais prescrits. En vertu des amendements que j'ai déposés la semaine dernière, nous donnons libre cours au processus des ententes entre conjoints en matière de pension alimentaire et le ministère ne se réserve que le pouvoir de vérifier ces ententes après coup pour les raisons que je viens d'invoquer. Bien sûr, nous éliminons aussi toute allusion à des sanctions pénales. On ne pourra donc plus nous accuser de judiciariser le processus de fixation des pensions alimentaires ou de nuire à la conclusion d'ententes en cette matière.

(20 h 40)

J'ai dit tout à l'heure que l'un des objectifs visés par les amendements au projet de loi sur la sécurité du revenu était de préciser certaines situations ou certains concepts que nous devons, pour ainsi dire, administrer quotidiennement. Les amendements touchent deux de ces situations: la vie maritale et le concept d'incapacité au travail.

On a beaucoup discoursu sur la vie maritale et la définition de conjoint de fait. Il s'agit là d'une question délicate, complexe qu'il faut tenter de cerner le plus rigoureusement possible à défaut de quoi, le régime de la sécurité du revenu deviendrait profondément inéquitable pour les personnes mariées. Au plan de l'équité, un couple doit pourvoir aux mêmes besoins et encourir les mêmes dépenses, que les personnes soient légalement mariées ou en situation implicite de mariage. On doit donc traiter de façon identique les personnes qui sont, dans les faits, dans les mêmes situations.

Nous considérons comme conjoints de fait les personnes qui vivent maritalement et qui cohabitent depuis au moins un an. Il me semble que cette définition est claire, qu'elle est conforme à la réalité de notre époque et qu'elle évite de tenir compte de liaisons passagères ou de certaines situations temporaires qui ne correspondent pas aux définitions que le sens commun prête à la notion de vie maritale.

On ne pourra pas empêcher certains ou certaines irréductibles de continuer à clamer que nous pourchassons les chefs de familles monoparentales en quête d'un éventuel entrepreneur. Comme Guy de Maupassant, j'ai appris que "les idées fixes ont la ténacité rageuse des maladies incurables", mais la vérité apparaîtra clairement à celui qui se donnera la peine de lire la loi.

Quant à la définition de l'incapacité au travail, c'est-à-dire la précision de ce qu'est une contrainte sévère à l'emploi, nous l'avons déjà raccrochée à l'état physique ou mental du prestataire. Une personne est inapte au travail si elle présente une altération physique ou mentale d'une certaine gravité. Il se peut cependant qu'une personne ne soit pas invalide, pour utiliser une expression familière, mais que certaines difficultés d'ordre socio-professionnel liées à des problèmes médicaux lui compliquent singulièrement l'accès au marché du travail. Les bénéficiaires qui sont confrontés à de telles difficultés seront admissibles au programme Soutien financier.

Il se trouvera, bien entendu, des cas complexes, douteux, qui requerront une expertise particulière pour déterminer si la personne peut raisonnablement occuper un emploi. Ces cas seront référés à un comité régional ou encore à un comité central composé d'un représentant du ministère, d'un médecin et d'un travailleur social. Encore là, nous protégeons les bénéficiaires contre l'arbitraire ou le jugement hâtif d'un fonctionnaire, fut-il de bonne foi.

Bien sûr, les amendements au projet de loi sur la sécurité du revenu traduisent les changements importants de la réforme de l'aide sociale que j'ai annoncés il y a quelques semaines.

On instaure, en premier lieu, un barème de disponibilité, c'est-à-dire une prestation destinée aux personnes aptes au travail qui demandent de participer à un programme visant à faciliter leur intégration au marché du travail. De cette façon, on garantit à toute personne qui veut acquérir une formation, participer à un stage ou travailler concrètement qu'elle ne subira aucune réduction de la prestation mensuelle si nous ne sommes pas en mesure, nous, le ministère, de lui proposer une participation à une activité de ce genre. De la même façon, nous n'obligeons pas la femme enceinte à prendre une part active à un programme de formation ou d'employabilité et nous lui garantissons au moins le niveau actuel des prestations.

Les amendements assouplissent également les dispositions se rapportant à la contribution

alimentaire parentale. Nous éliminons la contribution minimale de 100 \$ par mois et nous déterminons une contribution alimentaire parentale proportionnellement au revenu des parents. À cet égard, le régime de la sécurité du revenu s'harmonise avec celui des prêts et bourses aux étudiants.

Mais nous avons tous eu vent de situations de rupture entre un jeune adulte et ses parents. Il faut éviter que la personne qui vit de tels orages ne soit abandonnée au dénuement total ou qu'elle soit contrainte d'intenter des poursuites judiciaires contre ses parents pour faire reconnaître ses droits. Nous avons donc prévu qu'un bénéficiaire pourra se soustraire de la contribution alimentaire parentale si ses parents manifestent un refus persistant de contribuer. Dans ces cas, le ministre - évidemment le ministre - pourra exercer des recours à la place de la personne qui aurait normalement droit à la contribution alimentaire parentale comme il le fait à l'égard des conjoints qui négligent de verser la pension alimentaire.

Par ailleurs, les modifications législatives simplifient certaines modalités d'application du programme d'aide aux parents pour leurs revenus de travail, c'est-à-dire le programme APPORT. Elles permettent, par exemple, à une famille de s'inscrire rétroactivement au programme et de bénéficier ainsi d'un supplément de revenu lorsque les gains de travail ne dépassent pas certaines limites supérieures. Ces familles de travailleurs à faible revenu sont également admissibles à l'allocation de logement qui constitue une aide particulière pour les familles avec enfants mineurs dont les dépenses de logement dépassent certaines moyennes. Les familles dépendantes de la sécurité du revenu pourront aussi bénéficier de l'allocation de logement en vertu de certaines dispositions du règlement.

Voilà, Mme la Présidente, les amendements qui complètent, clarifient et améliorent le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu. Lorsque vous aurez analysé la loi et le règlement qui l'accompagne, vous verrez qu'il s'agit là d'un ensemble cohérent qui concrétise une politique de sécurité du revenu complète, équitable, respectueuse des personnes ayant recours à l'aide de l'État et conforme aux attentes de la très grande majorité de nos concitoyens. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Je vais maintenant reconnaître Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Je vous remercie, Mme la Présidente. Il faut certainement que le ministre vive bien isolé pour penser, dans le contexte où ce projet est l'objet de tant de pressions dans l'opinion publique, pour prétendre qu'il y a là un appui chez nos concitoyens. Nous sommes à une

étape, je vous le rappelle, importante parce que, d'une certaine façon, elle est honteuse pour l'exercice antiparlementaire, je devrais dire, que nous oblige à faire le gouvernement. Antiparlementaire dans ce sens que nous allons maintenant, avec le peu de temps mis à notre disposition, devoir examiner 100 amendements déposés par le ministre la veille du bâillon, la veille de la motion de clôture, après seulement sept jours de commission, après avoir attendu à six semaines de l'ouverture de la session pour convoquer l'examen de ce projet de loi.

À 16 heures, précisément, la veille du bâillon, le ministre déposait sa centaine d'amendements. J'aurai l'occasion certainement de faire comprendre combien ces amendements apportent malheureusement des sources d'inquiétudes supplémentaires relativement au projet de loi 37. J'apprécierais, Mme la Présidente, que vous me fassiez signe cinq minutes avant la fin de mon intervention pour que nous ayons au moins l'occasion d'examiner ces deux amendements que le président de notre Assemblée a jugés irrecevables et qui heureusement ne seront pas déposés pour adoption devant nous.

(20 h 50)

Donc, Mme la Présidente, le ministre prétend être satisfait et pourtant il doit sûrement avoir reçu, comme moi, des dizaines et des dizaines de télégrammes de toutes les régions du Québec, anglophones comme francophones. Rapidement, je vous fais lecture de quelques-uns de ceux-ci: The problem of Bill 37 has been made manifest throughout the course of the Parliamentary Commission. As a food bank distributing to the hungry, we share in the experiences of the poor. Bill 37 will neither reverse nor ameliorate the conditions of the hungry. We urge you to reconsider Bill 37 and postpone its introduction into law." Garde-manger pour tous, rue Déglise à Montréal.

"Nous protestons fortement contre la décision de votre gouvernement de mettre fin abruptement à l'étude du projet de loi 37, alors même que de nombreux amendements - nous allons d'ailleurs les examiner ce soir - venaient juste d'être déposés à l'Assemblée nationale. Nous ne pouvons accepter que ce projet de loi soit adopté sans qu'une commission parlementaire n'ait été tenue." C'est signé: André Paradis, directeur général, Ligue des droits et libertés.

Des dizaines et des dizaines d'organismes démocratiques au Québec qui réagissent, mais je devrais dire des centaines, plus d'un millier, Mme la Présidente, plus exactement 1668 groupes signataires et associations démocratiques du Québec qui ont décidé de signer la déclaration exigeant le retrait du projet de loi 37; 1668! Le ministre, lui, est content. Il trouve que ça va bien. Avec l'appui du Conseil du patronat et d'Alliance Québec, il se considère satisfait.

Donc, 1668 groupes qui disent au ministre, à son gouvernement et au premier ministre Bourassa: "Attendu que le projet de loi 37 sur la

sécurité du revenu signifie un appauvrissement des personnes assistées sociales, un accroissement de contrôle, une atteinte à la dignité et à la vie privée, une fausse parité pour les 18 à 30 ans, un harcèlement en vertu de la notion de vie maritale et de la perception de pensions alimentaires, une discrimination à l'égard de l'ensemble des bénéficiaires, une absence de volonté d'élaborer une politique de plein emploi, une possibilité de mise en tutelle des personnes assistées sociales, un accroc à plusieurs dispositions de la Charte québécoise des droits et libertés, nous, 1668 groupes et organisations, demandons le retrait immédiat du projet de loi 37, la mise en place d'une réforme juste et équitable pour l'ensemble des personnes assistées sociales."

Mme la Présidente, des dizaines de professionnels font connaître la même opinion. Les avocats de l'Aide juridique écrivent: "Nous constatons avec stupéfaction que le gouvernement du Québec vient d'imposer la guillotine au projet de loi 37 sur la réforme de l'aide sociale. Les avocats de l'Aide juridique ont dénoncé avec véhémence les principes soutenant cette réforme. Malgré des amendements mineurs, la volonté du gouvernement de faire supporter par une catégorie d'assistés sociaux le coût de sa réforme demeure apparente. La décision du gouvernement d'adopter à la vapeur un projet de loi qui réglera les conditions de vie de 600 000 personnes est irrespectueuse de notre tradition démocratique, d'autant plus que les mécanismes administratifs requis pour l'implantation de cette réforme sont loin d'être effectifs. Le gouvernement - écrivent les avocats de l'Aide juridique - a renié sa promesse de déposer la réglementation avant l'adoption du projet de loi. Les parlementaires devront ainsi se prononcer sur ce projet de loi fondamental sans en connaître la substance. Nous demandons instamment au gouvernement du Québec de renoncer à adopter avec précipitation un projet de loi qui a été dénoncé par les éléments les plus diversifiés de notre société." C'est signé: Les avocats de l'Aide juridique du Québec.

Où se trouve la majorité du Québec ce soir, de ce côté-ci de la Chambre, Mme la Présidente? Je ne voudrais pas, évidemment, citer - je pourrais le faire - l'ensemble des Coopératives québécoises d'habitation du Québec, le Syndicat des fonctionnaires provinciaux chargés de l'application et qui écrit au premier ministre: "Nous avons appris avec étonnement la fin précipitée des travaux de la commission parlementaire sur la réforme de l'aide sociale. Nous nous serions attendus à ce que le gouvernement ait laissé la possibilité à la démocratie parlementaire de jouer son rôle jusqu'au bout. Nous avons frais à la mémoire des exemples de législations importantes dont on a précipité l'adoption avec, pour résultat, qu'elles ne sont pas encore en vigueur. Le ministre du Travail le sait bien puisque de nouveaux amendements seront nécessaires pour réparer des erreurs dues à une trop

grande hâte. Qu'on se rappelle seulement, cite le Syndicat des fonctionnaires provinciaux, la création de la Commission des relations du travail. C'est pourquoi nous demandons au premier ministre de surseoir à la décision et de prendre le temps voulu pour examiner les nombreux amendements de dernière heure de M. Bourbeau."

Mme la Présidente, des dizaines et des dizaines de déclarations, des centaines de déclarations, des milliers de déclarations de personnes représentatives au Québec qui disent au gouvernement: La précipitation est mauvaise conseillère, vous allez faire une erreur. Reconnaissez que vous ne vous êtes pas engagés dans la bonne voie en matière de réforme.

Mme la Présidente, je voudrais immédiatement examiner ces amendements déposés par le ministre. Quelques-uns d'entre eux... Évidemment, dans le peu de temps qui m'est imparti, je n'aurai pas le loisir d'analyser la centaine d'amendements qui ont été déposés à la veille du baillo.

Je veux vous rappeler, Mme la Présidente, que, contrairement à ce que le ministre prétend, il a écarté tout amendement possible, tout ajout, toute clause générale antidiscriminatoire. Concrètement, Mme la Présidente, la présente Loi sur l'aide sociale contient une telle clause antidiscriminatoire que la Commission des droits de la personne recommandait d'ajouter au projet de loi 37. Pourquoi une telle clause? Pour en assurer une application plus immédiate, pour guider les fonctionnaires dans l'application d'une loi. Une clause générale antidiscriminatoire fait que les personnes n'ont pas besoin de recourir à la commission pour faire valoir leurs droits. Elles ont la possibilité de les faire valoir directement devant les tribunaux. L'absence d'une telle disposition, garantissant un processus de décision claire et impartiale, notamment le droit à une procédure équitable, l'accès à l'information et à la protection de la vie privée...

Mme la Présidente, je veux vous rappeler que, dans le projet de loi 37, contrairement à ce qu'on retrouvait dans le document du ministre, M. Paradis, le prédécesseur de l'actuel ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, il n'y a plus de contrat passé entre le bénéficiaire et l'agent, le fonctionnaire. Il y a unilatéralement une décision qui est prise concernant les mesures que le bénéficiaire doit adopter obligatoirement.

Mme la Présidente, il n'y a plus aucune obligation. Le ministre se soustrait à sa responsabilité d'informer les bénéficiaires des programmes existants. Le ministre a introduit dans son projet de loi une simple disposition à savoir qu'il peut informer, sans se donner l'obligation, le devoir, la responsabilité de rendre l'information disponible pour l'ensemble des bénéficiaires sur l'ensemble des mesures à leur disposition.

Mme la Présidente, il est extrêmement regrettable que le ministre ait mis de côté cette

disposition générale antidiscriminatoire qui aurait notamment inclus l'âge comme motif interdit de discrimination. Qu'un gouvernement ait, pendant des années, dans l'Opposition, prétendu vouloir interdire l'âge comme motif de discrimination, rejette l'amendement que nous avons fait en commission, d'introduire, comme le souhaitait la Commission des droits de la personne, une disposition générale antidiscriminatoire qui contenait, notamment, l'âge comme motif interdit, c'est incompréhensible, c'est inqualifiable.

Mme la Présidente, sur la notion de conjoint de fait, je vous rappelle l'incohérence gouvernementale. Durant la même session, pas simplement deux ministres différents... Le ministre des Transports, avec la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles et le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu - le même ministre a deux projets de loi au cours de la présente session de cette Législature, l'un portant sur les allocations familiales et l'autre, sur l'aide sociale... (21 heures)

Croyez-le ou non, les deux projets de loi du même ministre n'ont pas la même définition de conjoint. Parfois, vous l'êtes et parfois, vous ne l'êtes pas. On va se retrouver la semaine prochaine ou cette semaine à adopter des lois où on aura successivement à adopter trois, quatre définitions différentes de conjoint. Le ministre, s'il le fait délibérément... Je souhaite qu'il ne le fasse pas délibérément. Je souhaite que ce soit par ignorance, d'une façon, qu'il essaie de confondre en nous disant que c'est par équité pour les couples mariés qu'il procède ainsi pour les conjoints de fait. D'abord, c'est dérisoire comme argument. Pourquoi trois, quatre définitions juste maintenant? Ce ne sont évidemment pas les dizaines et les dizaines de définitions qu'on retrouve dans l'ensemble des lois sociales. Ce qui est plus incohérent, c'est que le ministre, voulant faire des situations équitables, prétende comparer le conjoint en mariage et conjoint de fait. Mais ce que le ministre ne dit pas, c'est que les conjoints de fait, contrairement aux conjoints en mariage... On se parle bien de situations où il n'y a pas d'enfants issus de l'union. Il est évident que, lorsqu'il y a présence d'enfants issus de l'union, que ce soit une union de fait ou une union en mariage, notre Code civil est très clair maintenant. Il n'y a plus de discrimination entre les enfants. Ils sont tous redevables. Les parents ont une obligation alimentaire envers les enfants.

Cependant, je vous rappelle qu'entre conjoints, puisque c'est de cela qu'il s'agit, il n'y a toujours aucune obligation alimentaire entre les conjoints de fait. En vertu de notre Code civil et en vertu du libre choix qu'invoque vertueusement la ministre déléguée à la Condition féminine, quand il s'agit de retirer un avantage à des personnes, les conjoints de fait n'ont pas d'obligation alimentaire. Le conjoint de fait ne peut pas déclarer, pour exemption d'impôt, la

personne qui est à charge parce que ce n'est réservé qu'aux couples en mariage. Il n'y a pas de protection des lois sociales, notamment pour la résidence familiale. Vous ne pouvez pas invoquer une déclaration de résidence familiale. Vous ne pouvez pas invoquer les avantages de lois sociales avant d'avoir prouvé trois années de vie commune, ni le Régime de rentes du Québec, ni l'indemnité de conjoint survivant en cas d'accident d'automobile, ni l'indemnité de conjoint en cas d'accident du travail, à moins que vous ne prouviez trois années de vie commune.

Alors, où est l'équité, Mme la Présidente? Elle consiste, pour l'État, à mettre la main au collet de l'ami de la mère pour le charger de l'entretien des enfants dont il n'est pas le père. Parce que, en vertu des dispositions générales de nos lois, il n'y a aucune obligation alimentaire, ni à l'égard du conjoint et ni à l'égard des enfants dont il n'est pas le père.

Mme la Présidente, on demande instamment au gouvernement de reconnaître qu'il y a incohérence et que cette incohérence est un motif de discrimination à l'égard des femmes seules et des femmes chefs de familles monoparentales et qu'il faut introduire dans nos lois.... C'est l'occasion, on va débattre et adopter des projets de loi du même ministre avec des définitions différentes. Il faut au minimum, c'est ce que nous souhaitons, reconnaître qu'il faut trois années de vie commune, autant pour avoir les avantages que les inconvénients. Il n'est pas possible que, pour avoir les avantages, cela prenne trois ans et, les inconvénients, un an.

Évidemment, je parie toujours des cas où il n'y a pas d'enfants parce que, dans les cas où il y a des enfants, il est évident qu'on doit laisser jouer pleinement tous les recours en obligation alimentaire, qu'on doit les étendre au conjoint de fait et qu'on doit ouvrir la possibilité, dans les différents palais de justice du Québec, de déclarations volontaires de conjoints qui permettraient de façon volontaire aux personnes de bénéficier à la fois des avantages tout en connaissant les responsabilités et les devoirs qui sont en contrepartie de tout avantage qu'on peut aller chercher d'une loi sociale.

Mme la Présidente, je vous rappelle également que parmi les amendements qui sont introduits, il y en a un qui nous inquiète beaucoup, celui qui permettra dorénavant de combiner la contribution parentale avec la baisse de prestation pour partage du logement. Cela veut dire clairement que ce gouvernement, qui avait contracté une dette d'honneur à l'égard des moins de 30 ans de leur donner la pleine parité, s'apprête, avec le projet de loi, à exclure au moins 8000 jeunes de moins de 30 ans du petit barème qui soulevait tant d'indignation quand ils étaient dans l'Opposition. Il s'apprête à en exclure 8000 qui ne recevront même plus le petit barème. Et 4000 vont le voir diminuer à cause de cette contribution parentale où ils deviennent dépendants, même majeurs, des

revenus de leurs parents.

Ils introduisent également un recours alimentaire. Imaginez-vous! Dorénavant, le ministre va être subrogé de droit dans la possibilité d'aller devant les tribunaux faire fixer une pension alimentaire à la famille pour pouvoir financer l'enfant majeur avec lequel elle peut ne plus entretenir de relations. Mais plus encore, l'amendement prévoit que, dorénavant, la personne de moins de 30 ans qui recevait le petit barème et qui habitait chez ses parents - 65 % d'entre elles habitent chez les parents - et qui était protégée, Mme la Présidente, du paiement de 85 \$ par mois pour cohabitation avec les parents... Alors le petit barème était petit mais il était complet. Avec les amendements, le ministre introduit un calcul qui va faire que le petit barème va, en plus, être déduit. (Il va en plus pouvoir soustraire du petit barème les 85 \$ pour partage du logement et cohabitation chez les parents.

Mme la Présidente, je vous rappelle également que le ministre a refusé un amendement qui importait beaucoup à l'Opposition et qui consistait à ne pas exiger, pour obtenir l'admissibilité au programme Soutien financier, de prouver que l'état physique ou mental altéré de façon significative l'était pour une durée indéfinie ou permanente. C'est déjà assez d'avoir un état de santé physique ou mental altéré de façon significative, prouvé par un médecin, en sachant qu'à un autre article le ministre peut obliger d'aller voir un autre médecin désigné par lui, c'est assez de passer toutes ces étapes-là sans qu'en plus, il faille demander aux professionnels de la santé de prouver que cette situation-là est indéfinie ou permanente. Avez-vous idée comment ça va restreindre l'admissibilité à ce programme qui est supposé améliorer la condition des personnes en difficulté?

Mme la Présidente, j'aimerais également vous rappeler que... Et ça c'est majeur, c'est fondamental pour les personnes qui savent ce que les mots "exercice des droits" veulent dire. Les droits, vous savez, sur un papier, des droits abstraits, des droits et libertés quand ils ne sont pas appliqués, quand l'exercice n'est pas facilité, sont des droits qui restent dans la poussière, Mme la Présidente. Eh bien, dorénavant, en vertu des décisions que le ministre s'attribue unilatéralement, celle de fixer ce qu'il appelle le plan d'action et celle d'imposer unilatéralement des mesures d'employabilité, seront rendues, deviendront obligatoires et ne seront plus sujettes ni à révision ni à appel devant la Commission des affaires sociales. C'est sans doute là un des vices majeurs de ce projet de loi. C'est définitivement très névralgique que le ministre retire le droit de révision et d'appel lorsqu'il rend obligatoire un plan d'action, lorsqu'il prétend... Et c'est dans ce sens-là qu'on parle que c'est un coup de pied et non pas un coup de main que le ministre va donner aux prestataires d'aide sociale.

Également, il y a quelques incohérences. Je vous en rappelle une en particulier qui est assez lourde de conséquences. Lorsqu'il y a rattrapage scolaire au niveau secondaire, il n'y a pas accès au régime des prêts et bourses. Au Québec, le régime des prêts et bourses existe seulement pour compléter des études au niveau collégial ou universitaire. Eh bien, en l'absence d'un régime de prêts et bourses au secondaire, lorsque la personne fait un effort qui consiste, malgré un premier échec, à retourner tenter d'obtenir son secondaire V, de terminer ses études, si elle habite à la maison, elle va redevenir dépendante du père ou de la mère ou des deux qui vont, pour elle, même si elle a 20 ans, obtenir une sorte d'allocation familiale bonifiée. Si elle va rester chez la voisine, chez la tante ou la cousine, elle va pouvoir avoir la pleine prestation et obtenir un remboursement pour les frais scolaires, pour la papeterie et pour tout ce qui est finalement coûteux quand on veut évidemment retourner étudier comme, notamment, payer les cartes d'autobus pour se déplacer. Si elle habite chez ses parents, elle va être considérée comme une enfant mineure. Imaginez-vous la belle politique familiale, l'incohérence en matière de politique familiale.

(21 h 10)

Mme la Présidente, fort heureusement, l'amendement à l'article 84 que le ministre voulait introduire a été jugé irrecevable. En vertu de cet amendement qui concernait essentiellement les professionnels, c'est un nouvel amendement. Le ministre s'est dit: Comment vais-je faire pour contrôler...

M. Lefebvre: Question de règlement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Question de règlement, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, la députée de Maisonneuve sait aussi bien que moi qu'on ne peut évidemment pas parier d'un amendement qui n'a pas été reçu. Il n'y a rien de plus impertinent, dans le vrai sens de l'article 211 de notre règlement, que de parler de ce qui n'existe pas. Alors, ce qui n'a pas été reçu, ce qui n'a pas été jugé recevable, Mme la Présidente, par la présidence ne doit d'aucune façon être considéré comme pertinent au débat.

La Vice-Présidente: Merci.

M. Charbonneau: Mme la Présidente, sur la question de règlement.

La Vice-Présidente: Sur la même question?

M. Charbonneau: Sur la question de règlement. Je ne pense pas que la députée de Maisonneuve fasse actuellement l'apologie de l'amendement. Ce qu'elle fait, c'est qu'elle situe le

contexte dans lequel se déroule ce débat sur le rapport de la commission qui fait en sorte qu'on est obligé d'adopter ou de discuter d'un certain nombre d'amendements qui ont été déposés en vrac et fait en sorte aussi que certains de ces amendements n'ont pas été retenus par la présidence. Je pense que nos concitoyens ont le droit de savoir pourquoi ça n'a pas été retenu, quelles sont les positions des uns et des autres. Il n'est pas question d'adopter ces amendements-là, mais il est question, je pense, dans l'exercice du droit de parole, de pouvoir en parler. Il n'y a rien qui nous interdit d'en parler. Voyons donc!

La Vice-Présidente: Cela dit, effectivement je dois donner raison au leader adjoint du gouvernement. Compte tenu du fait que les amendements ont été jugés irrecevables, ils ne sont pas devant nous. Cela n'empêche pas, par contre, Mme la députée de Maisonneuve, de parler de l'article 34 et de l'article 132. Mais pour ce qui est des amendements, on ne les a pas devant nous; ils ont été jugés irrecevables, donc, c'est chose inexistante. Là-dessus, Mme la députée de Maisonneuve, je vous demanderais de vous abstenir, et vous pouvez continuer votre intervention.

Mme Harel: Mme la Présidente, il y a malheureusement beaucoup de matériel, évidemment de matière à s'indigner et à s'inquiéter surtout. Je vais tout de suite vous faire part d'un amendement extrêmement inquiétant qui, lui, est introduit dans le projet de loi 37 et qui concerne l'article 87. Ce n'est pas peu de chose. On retrouve une disposition qui est de la nature de celle qu'on retrouve dans des lois spéciales de retour au travail. C'est une disposition qui crée une infraction pour des encouragements ou des conseils qui sont donnés à des personnes par des personnes qui auraient dû savoir que leurs encouragements ou leurs conseils auraient comme conséquence probable d'enfreindre la loi. Alors, on est comme dans une sorte de présomption d'infraction appréhendée, et c'est extrêmement dangereux de retrouver dans une loi comme celle-là ce type de disposition. Cela crée une culpabilité par association. Cela présume qu'à la suite d'encouragements ou de conseils, la personne qui commet l'infraction aurait été encouragée par une autre qui aurait dû savoir que ce qu'elle lui a dit aurait amené la perpétration.

On est dans le domaine des présomptions de culpabilité. Cela illustre très bien ce à quoi on assiste avec le projet de loi 37. Dans la société en général, Mme la Présidente, même les criminels jouissent d'un régime de droit où ils sont présumés innocents jusqu'à ce qu'ils soient déclarés coupables. Vous savez que ce n'est pas simple toute la démonstration et la preuve qui doivent en être faites. Nous sommes présentement devant un projet de loi qui présume fainéants et paresseux des gens qui sont aptes et disponibles. La question, c'est d'en faire des

boucs émissaires. Ce sont eux qui sont redevables du taux de chômage présentement au Québec. Le ministre prétend qu'il va mettre des gens à l'ouvrage. Ce gouvernement n'a élaboré aucune politique de plein emploi. Il ne le peut pas parce qu'il se soustrait à toute responsabilité à l'égard de l'emploi. Il laisse à l'entreprise la responsabilité de l'emploi.

Mme la Présidente, c'est évident que, dans le projet de loi 37, on retrouve des dispositions pénales selon lesquelles, notamment, les personnes seront considérées comme si elles étaient sur l'assurance-chômage et devront faire comme si elles étaient sur l'assurance-chômage et plus encore, des recherches intensives d'emploi. Je lisais dans **Le Nouvelliste** de Trois-Rivières un article à cet effet indiquant que les bénéficiaires devaient faire remplir par les employeurs qu'ils visitaient jusqu'à dix formulaires, mais qu'un problème parmi d'autres, c'est qu'il n'y avait pas nécessairement, dans les villes où les bénéficiaires avaient été obligés de le faire, autant d'employeurs. Plus encore, ces employeurs n'étaient pas intéressés à perdre du temps en signant des formulaires pour satisfaire au contrôle que le ministre avait introduit. Les secrétaires de ces employeurs recevaient les formulaires, disaient qu'elles rappelleraient si jamais il y avait quelque chose qui s'ouvrait, mais, à part le nom et l'adresse, il n'y avait pas de signature. Pourtant les formulaires imposés obligeaient les personnes assistées sociales - sinon elles étaient passibles de voir leurs prestations mensuelles d'aide de dernier recours réduites - à faire signer les formulaires elles-mêmes. Vous voyez à quels genres d'abus vont conduire les dispositions du projet de loi, Mme la Présidente?

Je termine en vous disant que, pour un gouvernement qui considérerait urgent d'appliquer le bâillon, la motion de clôture, après sept jours de délibérations, c'est quand même inconcevable que les amendements déposés aient pour effet de reporter à une date ultérieure la mise en vigueur et l'application des programmes qui devaient trouver application le 1^{er} janvier 1989. Là c'est reporté à une date qui sera fixée ultérieurement par le gouvernement. C'est urgent, mais l n'est pas pressé de la mettre en vigueur. Il n'est pas pressé de l'appliquer. Quelle incohérence, Mme la Présidente! C'est évidemment à cause de cette incohérence qu'il y a cet appui massif des organisations démocratiques au Front commun des personnes assistées sociales, qu'il y a cette revendication dans tout le Québec pour dire au gouvernement: Puisque vous n'êtes pas pressé de l'appliquer, prenez donc votre temps pour l'étudier. Ce n'est pas à point; c'est un brouillon. Il faut que vous le recommenciez. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Maisonneuve. Je vais maintenant reconnaître M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la

Sécurité du revenu pour son intervention de cinq minutes.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Oui, Mme la Présidente, ce sera très court. La députée de Maisonneuve vient de nous faire des reproches, parce qu'il est évident que la réforme de la sécurité du revenu ne viendra pas en vigueur le 1er janvier 1989. Mme la Présidente, je vous dis que si nous tentions de le faire le 1er janvier 1989, ce serait une cacophonie terrible du genre de celle qu'on voyait dans le temps du Parti québécois quand il improvisait littéralement des mesures comme, par exemple, l'expropriation de Quebecair, décidée un soir sur le coin d'une table, ou encore la décision de privatiser les succursales de la Société des alcools qu'on a prise un bon matin, sans y réfléchir...

Une voix: L'amiante.

M. Bourbeau: ...quant on a décidé d'exproprier l'amiante. Des gestes posés par un gouvernement qui ne réfléchit pas ou qui décide et qui réfléchit après. Mme la Présidente, ce n'est pas notre genre. Il est évident que la mise en vigueur de la réforme de l'aide sociale prendra plusieurs mois et nous ne nous y lançons pas tête baissée, sans avoir auparavant préparé nos fonctionnaires à cette nouvelle façon de faire les choses. Les fonctionnaires travaillent aujourd'hui en vertu d'une loi. À partir de maintenant, dès que la loi sera adoptée, ils devront être formés pour se préparer à appliquer une nouvelle loi totalement différente. Il va falloir que nous mettions au point des formulaires, des guides méthodologiques, des directives nouvelles. Or, Mme la Présidente, c'aurait été une injure à l'Assemblée nationale que de présumer de l'adoption de la présente loi et d'avoir préparé toute cette documentation avant de savoir si oui ou non l'Assemblée nationale aurait adopté la loi. (21 h 20)

Dès que la loi sera adoptée, nous allons nous mettre au travail pour préparer toute cette documentation. Des cours de formation seront donnés à nos fonctionnaires à partir du mois de janvier jusqu'au mois d'avril. Nous allons faire en sorte que nos programmes informatiques soient modifiés. Cela va prendre plusieurs mois avant de pouvoir modifier nos programmes d'informatique. Nous allons également faire en sorte de pouvoir faire connaître à la population les modalités de la loi de même que du règlement. Nous allons publier le règlement dans les prochaines semaines. Il y aura une prépublication qui doit durer 45 jours, une publication définitive à la **Gazette officielle du Québec**. Tout ça va prendre plusieurs mois.

C'est la raison pour laquelle la réforme de l'aide sociale n'entrera pas en vigueur le 1er janvier. C'est impossible et ce serait au détri-

ment de l'intérêt public. Je peux vous assurer que dès que nous serons prêts, c'est-à-dire dans quelques mois à peine, au printemps, au début ou à la fin du printemps au plus tard, nous serons en mesure de mettre en vigueur la réforme de l'aide sociale pour le plus grand bénéfice des assistés sociaux et de tous les Québécois.

Dès que la date de la mise en vigueur sera connue, il me fera plaisir de l'annoncer. J'estime pouvoir être en mesure de faire cette annonce au cours des prochaines semaines. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Taschereau.

M. Jean Leclerc

M. Leclerc: Merci, Mme la Présidente. Puisque la députée de Maisonneuve a basé son intervention sur le fait qu'un grand nombre de groupes dans notre société sont opposés à notre réforme - et elle a raison de dire qu'un grand nombre de groupes de notre société sont opposés à notre réforme - j'aimerais prendre l'essentiel de mon temps de parole pour qu'on voie ensemble pourquoi des groupes de la société sont opposés à notre réforme. Mais, juste avant cela, j'aimerais qu'on prenne ensemble quelques minutes pour voir comment il se fait que l'Opposition soit à ce point contre notre réforme. Ils pourraient être contre certains volets de notre réforme, ils pourraient être contre certaines applications de notre réforme, mais je trouve pour le moins étrange - et c'est ce que je veux essayer de découvrir avec vous, Mme la Présidente - de voir qu'ils sont à ce point opposés à notre réforme et qu'ils nous demandent tout simplement de la retirer.

Effectivement, le chef du Parti québécois nous a fait savoir récemment qu'il trouvait bon le débat sur la réforme de l'aide sociale parce que cela permettait à son parti, le Parti québécois, de créer de nouvelles solidarités. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a un peu d'intérêt électoral sous la position du Parti québécois. Comment se fait-il qu'ils aient pu changer autant depuis le 2 décembre 1985? Qu'on se rappelle que, récemment, il y a quelques mois, M. Parizeau félicitait le prédécesseur du ministre actuel pour ses mesures de contrôle dans l'aide sociale. Or, la députée de Maisonneuve, de son côté, pendant toute la commission parlementaire, pendant toutes les auditions que nous avons tenues, a critiqué le même ministre pour faire exactement ce que M. Parizeau le félicitait de faire.

Comment se fait-il également que chez le Parti québécois on ait changé à ce point d'idée quant aux inaptes? C'est un des points forts de l'argumentation de la députée de Maisonneuve qui nous dit sans cesse qu'il ne faut pas catégoriser les citoyens entre aptes et inaptes. Mais il n'y a

pas si longtemps, M. Parizeau disait, dans un débat à l'Assemblée nationale: À cet égard, on se retrouvera dans un an d'ici, quand toutes ces mesures à la fois de contrôle de la fraude, parce qu'il y en a, tout le monde le sait - c'est M. Parizeau qui dit ça - et de réinsertion sur le marché du travail de ceux qui peuvent, doivent et veulent revenir sur le marché du travail auront été accomplies... Peut-être qu'à ce moment-là, après tous ces efforts, le Québec pourra enfin avoir une politique un peu plus généreuse à l'égard des assistés sociaux qui, eux, ne peuvent pas travailler, ne pourront jamais travailler et qui ont vraiment besoin davantage d'argent que ce qu'ils reçoivent à l'heure actuelle.

Mme la Présidente, nous avons là la définition d'inaptes, nous avons là, par M. Parizeau, le concept d'inaptes. Des gens, comme le disait M. Parizeau, qui ne peuvent pas travailler, qui ne pourront jamais travailler et qui ont vraiment besoin davantage d'argent. C'est exactement ce que nous faisons dans notre réforme. C'est ce que M. Parizeau proposait de faire en 1980 quand il disait: On se retrouvera dans un an d'ici... Et c'est ce que nous avons le courage de faire comme gouvernement quelques années plus tard. Qu'est-ce que ça nous a valu comme commentaires de la députée de Maisonneuve? Que des critiques. Je trouve un peu étrange qu'on avait au Parti québécois une position lorsqu'on était au pouvoir et que, maintenant dans l'Opposition, on vire capot et ce qu'on avait dit n'est plus bon.

On a d'autres exemples. Qu'on pense seulement aux programmes des aptes, les gens qui, capables de travailler, auront des mesures d'employabilité, au rattrapage scolaire, aux stages en milieu de travail, aux travaux communautaires. Mme Marois elle-même, lorsqu'elle présentait ces programmes à l'Assemblée nationale, disait: Ils s'adresseront, pour le moment, aux moins de 30 ans. C'est donc dire que le Parti québécois envisageait de faire exactement ce que nous entendons faire, c'est-à-dire ouvrir ces programmes à l'ensemble de la clientèle de l'aide sociale apte. Encore là, on vire capot dans le Parti québécois. Dans *Le Devoir* du 26 avril 1988, on disait: "Quant aux programmes d'employabilité créés pour intégrer au marché du travail les jeunes assistés sociaux considérés aptes au travail, M. Parizeau les estime toujours nécessaires. Ils doivent toutefois être repensés, dit-il, et offerts également aux assistés sociaux de plus de 30 ans."

Exactement ce qu'on fait. Cela nous a valu, pendant toute la commission parlementaire et encore en Chambre, les plus viles critiques de la députée de Maisonneuve. Le livre blanc sur la fiscalité présenté sous le Parti québécois: "Le contenu de cette publication a été réalisé par le ministère des Finances". Cela doit impliquer le ministre. Déposé au quatrième trimestre 1984, c'était bien le Parti québécois qui gouvernait le Québec. Le livre blanc était les prémisses de la

réforme que nous avons devant nous. Parce que le gouvernement libéral n'a pas inventé la réforme à partir de rien. Il s'est basé sur des études qui avaient été faites au ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu depuis de très longues années, sur des statistiques qui ont été compilées.

Par conséquent, bien que chaque gouvernement mette sa marque personnelle sur une réforme, il y a un minimum de continuité. C'est tout à fait logique. Et je prétends respectueusement, Mme la Présidente, que la réforme de l'aide sociale que nous débattons actuellement est en continuité avec le livre blanc qu'a présenté M. Parizeau. Du revers de la main, la députée de Maisonneuve nous dit: Il n'y a rien de bon dans votre réforme. Probablement qu'il n'y avait rien de bon dans le livre blanc du ministre de l'époque, M. Parizeau, sauf que jamais la députée de Maisonneuve ne s'est levée en Chambre, jamais, alors qu'elle était au pouvoir avec son gouvernement, elle n'a dit: Je ne suis pas d'accord avec le livre blanc de M. Parizeau. On n'a jamais entendu cela. Mais là, le 2 décembre 1985 aidant, Mme la députée de Maisonneuve renie tout ce que son précédent gouvernement avait fait, tout ce qui avait été énoncé comme politique, comme perspective, elle renie ça et nous dit: Votre réforme n'est pas bonne. Évidemment, Mme la Présidente, vous voyez là un signe évident que nous sommes devant une attitude opportuniste où le Parti québécois et la députée de Maisonneuve essaient de faire du millage politique en critiquant notre réforme de l'aide sociale.

Je voudrais prendre au moins quelques minutes pour parler également des groupes, et c'est leur droit, qui sont contre notre réforme. La députée de Maisonneuve nous a parlé abondamment de l'Assemblée des évêques du Québec qui sont contre notre réforme. Et c'est vrai qu'ils sont contre notre réforme.

Une voix: C'est vrai.

M. Leclerc: Mais il faut aller au fond des choses. J'ai rencontré personnellement l'évêque auxiliaire de Québec, Mgr Couture, récemment nommé à Baie-Comeau, par ailleurs, et j'en ai discuté avec lui. Bien qu'ils soient contre les principes d'aptes et inaptes, ils ne sont pas contre tout ce qu'il y a dans notre réforme. C'est leur droit de diverger d'opinion avec le gouvernement. C'est leur droit d'exprimer des opinions qui ne sont pas 100 % dans la ligne de celles que nous énonçons.

(21 h 30)

Mais bien que j'aie rencontré Mgr Couture, j'ai aussi rencontré des religieuses dans mon comté, qui travaillent auprès des assistés sociaux. J'en ai rencontré une pas plus tard que ce matin et elle trouve la réforme très bonne. C'est donc dire qu'il y a place, dans l'Église, pour toutes sortes d'opinions et je respecte celle des évê-

ques, mais je pense qu'il nous faut aussi, comme parlementaires, prendre en considération l'opinion d'autres personnes qui travaillent auprès des assistés sociaux. Souvent, également, j'ai rencontré dans mon comité des représentants d'organismes qui prennent charge de travaux communautaires. On m'a fait part de très belles expériences. Je pense que, par le fait que nous reconduisons ce programme, nous pourrions aider les assistés sociaux et les personnes qui bénéficieraient de ces services.

Mme la Présidente, vous me faites signe que mon temps est terminé. J'espère avoir pu vous faire la démonstration que la position du Parti québécois, maintenant dans l'Opposition, tranche drastiquement sur ce que ces gens nous ont démontré pendant les neuf ans où ils ont été au pouvoir. Je prétends humblement qu'ils se renient. Quels sont les motifs? Je vous laisse le soin de juger. Une chose est certaine, nous croyons, les députés libéraux en cette Chambre, le ministre et le gouvernement, que la réforme sera tout à l'avantage des assistés sociaux, non pas qu'elle soit parfaite, elle est fort perfectible; elle serait sans doute meilleure si, avec la collaboration de la députée de Maisonneuve, nous avions pu faire l'étude article par article. Malheureusement, telle n'a pas été son intention, elle a préféré et préfère toujours critiquer. Je suis persuadé que les assistés sociaux du Québec trouveront leur compte dans notre réforme. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Taschereau. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Verchères.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: Merci, Mme la Présidente. C'est dommage que le député de Taschereau n'ait pas cru bon d'utiliser son droit de parole pour essayer un peu de défendre les amendements et le contenu même du projet de loi, plutôt que d'essayer de faire le procès du gouvernement précédent ou du Parti québécois. S'il s'en était tenu au projet de réforme, peut-être nous aurait-il parlé de la promesse électorale qu'on avait faite aux jeunes assistés sociaux, il y a trois ans. En fin de compte, aux dernières élections, quand on a parlé de l'aide sociale, de quoi parlait-on essentiellement? Est-ce qu'on a dit aux assistés sociaux de l'ensemble du Québec que le prochain gouvernement libéral ferait une réforme de l'aide sociale qui en enlèverait à une bonne partie d'entre eux, qui imposerait des conditions aux assistés sociaux aptes au travail de plus de 30 ans comme on en imposait alors aux moins de 30 ans? Est-ce que c'est ça que vous avez dit? Est-ce que c'est ce que le ministre a dit en campagne électorale? Est-ce que c'est ça que le député de Taschereau a dit à ses électeurs en campagne électorale? Bien sûr que non!

Tout ce qu'on a dit aux citoyens et aux citoyennes du Québec, il y a trois ans, en campagne électorale, c'est: Le Parti libéral va s'occuper de réparer une injustice, la discrimination qu'on fait aux plus jeunes de notre société, aux plus démunis. On va leur donner, à eux, les mêmes choses qu'on donne aux plus vieux. C'est ça qu'on a promis aux assistés sociaux du Québec et à l'ensemble de la population. Que ça, point, pas d'autre chose! On n'avait jamais dit, en campagne électorale, qu'on ferait une vaste réforme qui toucherait la majorité des assistés sociaux du Québec. Je ne dis pas que cette réforme, essentiellement, n'était pas souhaitable, mais ce n'est pas ça qu'on a dit aux gens. On n'avait surtout pas dit aux adultes qu'on leur imposerait le même système qu'aux plus jeunes. On a plutôt fait miroiter aux plus jeunes qu'ils auraient les avantages des plus vieux; les avantages, c'était d'avoir le maximum de la prestation sans condition, alors que les moins de 30 ans étaient obligés, pour avoir la prestation maximum, de participer à des activités particulières, soit de travaux communautaires, de réinsertion sur le marché du travail ou de stages en milieu de travail. C'est ce qu'on avait dit aux gens.

Donc, si le député de Taschereau ou ses collègues veulent continuer, toute la soirée, à faire des leçons au Parti québécois, ils seraient peut-être mieux de réviser, d'abord, le discours électoral qu'ils ont tenu et de se demander si ce qu'ils font aujourd'hui est cohérent par rapport à ce qu'on avait promis aux gens.

Reprenons les propos du ministre qui nous dit: Écoutez, ma réforme répond aux attentes de nos concitoyens. Fondamentalement, prenons les trois éléments majeurs des attentes des citoyens. Qu'est-ce que veulent les citoyens à l'égard de l'aide sociale? Je pense que la majorité, sinon la totalité des Québécois s'entendent pour dire que, pour les plus démunis, pour ceux qui sont inaptes, pour ceux qui n'ont pas le choix, on veut une meilleure aide et des prestations plus adéquates. Effectivement, la réforme augmente les prestations. Le problème, c'est que les prestations augmentées ne sont pas en conformité avec les besoins réels et qu'on n'a pas eu le courage - puisqu'on parlait de courage tantôt - d'aller peut-être aussi loin qu'on l'aurait dû à l'égard de l'équité et des besoins fondamentaux des gens qui sont les plus démunis dans notre société, surtout de ceux qui ne peuvent pas faire autrement qu'être aux crochets de l'État.

Par rapport à ceux qui sont aptes - c'est vrai que le débat a autant divisé la société qu'il vous a divisés, vous, d'en face et qu'il nous a divisés, nous. On a simplement à penser à notre dernier congrès politique pour se rendre compte que, nous aussi, nous avions nos problèmes, nos débats sur cette notion d'aptés et d'inaptes, pour savoir si on devait l'appliquer aux plus jeunes, aux moins jeunes, à telle ou telle catégorie. Mais fondamentalement, au-delà de cela, qu'est-ce qui

est important? C'est de savoir si on pose des conditions à l'aide sociale, à une catégorie ou à l'autre de personnes qui sont aptes à travailler. Est-ce qu'on est en mesure de faire en sorte que l'intégration au travail qui va suivre soit une intégration réelle sur le marché du travail? Est-ce qu'on est en mesure de faire en sorte que les incitations au travail soient telles que, oui, finalement, les gens vont choisir de rester ou d'aller sur le marché du travail?

Quand on regarde la réforme - et la réforme aurait dû être accompagnée d'une réforme de la fiscalité - on se rend compte que, non, ce n'est pas le cas. La fiscalité est incohérente par rapport aux objectifs d'incitation au travail.

Qui plus est, Mme la Présidente, l'actuel gouvernement qui a reconduit les programmes que nous avons mis en place et sur lesquels il fonde la réforme actuelle pour l'imposer non seulement aux moins de 30 ans, mais aux plus de 30 ans, a oublié une chose fondamentale. M. Parizeau et d'autres avaient dit, dans le livre blanc sur la fiscalité des particuliers, que ces programmes étaient des programmes expérimentaux, conçus pour une clientèle plus jeune et qu'il fallait, avant de les adapter et de les imposer aux plus vieux, en vérifier d'abord l'efficacité, la performance, les résultats. Or, c'est ce que le gouvernement n'a pas fait, Mme la Présidente. Il n'y a pas de véritables études sur l'à-propos, l'efficacité, les problèmes qu'on a rencontrés à l'égard de ces programmes expérimentaux d'intégration au travail, d'incitation au travail ou de mise en activité des assistés sociaux aptes au travail. Tout cela est fait sans aucune conception de ce qu'est l'objectif de l'emploi dans notre société.

C'est pour cela, entre autres, que les 1668 organismes qui travaillent régulièrement auprès des assistés sociaux se plaignent. Cette réforme n'est pas accompagnée d'un certain nombre d'éléments fondamentaux qui feraient en sorte que, en obligeant des gens à participer à des activités qui visent à leur réintégration sur le marché du travail ou à leur intégration sur le marché du travail, on ait, en fin de compte, une réelle intégration et non pas seulement des activités occupationnelles, qui peuvent avoir leurs avantages pour un certain nombre d'assistés sociaux. Dans certains cas, mieux vaut faire quelque chose, même si c'est de l'occupationnel, que de ne rien faire. Mais il ne faut pas faire accroire aux citoyens et aux gens concernés que c'est avec cela qu'ils vont finalement obtenir la dignité et vraiment acquérir une participation active et une place importante et significative dans notre société. C'est cela qui, dans le fond, cloche dans cette réforme.

Finalement, Mme la Présidente, troisième élément sur lequel nos concitoyens sont prêts à considérer qu'une réforme est importante, c'est que les gens se disent: L'aide sociale, ça coûte cher et il faut des contrôles. Personne n'est

contre l'idée d'avoir des contrôles. Le problème fondamental, c'est de savoir comment on les fait? Quel type de contrôles? Les contrôles et les mécanismes qu'on met en place respectent-ils ou non les droits et libertés des individus? Ne créent-ils pas de catégories de citoyens, ceux qui sont les plus pauvres avec plus de contrôles imposés et ceux qui sont les plus favorisés avec le moins d'embêtements possible de la part du gouvernement? C'est là le problème fondamental aussi de cette réforme et des amendements qui seront proposés par le ministre. La réforme met en place et concrétise toute une série de contrôles qui, en fin de compte, heurtent de front, à bien des égards, la liberté des gens, leur capacité de fonctionner dans la société, leur honneur et leur respectabilité.

(21 h 40)

Ce qui est choquant dans cette réforme, c'est que, d'une certaine façon, on concrétise ou on accrédite la thèse que les assistés sociaux, au Québec, c'est une classe de citoyens à part qui ne sont pas "trustâmes", qui ne sont pas fiables, dont on doit se méfier, qu'il faut vraiment contrôler au maximum pour s'assurer que ce qu'on donne soit bien évalué, bien considéré. Mais ce qui est choquant, c'est que cette attitude qu'on a envers les plus pauvres de notre société, on ne l'a pas envers les plus riches qui ne sont pas plus honnêtes pour autant. Probablement que l'ensemble des citoyens aurait moins eu à redire à l'égard de la réforme de l'aide sociale si, finalement, depuis trois ans, le gouvernement s'était comporté à l'égard des fraudeurs de l'impôt de la même façon qu'il se comporte à l'égard des assistés sociaux. Mais telle n'a pas été son attitude, et telle n'est pas encore son attitude.

Je vois le ministre du Revenu qui est avec nous et qui participe au débat d'une façon attentive. Je sais qu'il enregistre le message que je lui donne et que nous lui donnons. Ce n'est pas correct, ce n'est pas acceptable, ce n'est pas juste de traiter différemment les plus pauvres de notre société et les plus riches. S'il se donnait la peine de mettre autant de contrôles et d'acharnement qu'il en a mis depuis trois ans à embêter les plus pauvres de notre société, le gouvernement aurait probablement eu les moyens de mettre en place toute une série de politiques à l'égard des plus pauvres, sans que cela pénalise l'ensemble des citoyens ou les classes moyennes de notre société qui, souvent, au fond, ne demandent pas mieux que de voir le gouvernement serrer la vis pour qu'ils aient le moins d'embêtements possible. Mais ce n'est pas si simple que cela, la vie en société.

Dans ce contexte, Mme la Présidente, je termine en disant que ce qui est dommage dans tout ce processus, c'est qu'on n'a senti à aucun moment de la part du gouvernement une recherche de consensus. Non seulement on n'a pas recherché le consensus social qui était nécessaire pour une réforme qui touche 600 000 personnes

au Québec, mais, d'une certaine façon, on n'a pas pris le temps de rechercher ce consensus. On a refait ses devoirs plusieurs fois pour se rendre compte et se faire dire par le député de Taschereau, en terminant: Écoutez, je suis bien conscient que c'est une réforme perfectible qui aurait mérité plus d'attention. C'est exactement ce qu'on a dit pendant des semaines et des semaines. C'était perfectible, cela aurait mérité plus d'attention. En conséquence, on pense qu'à ce moment-ci le gouvernement serait mieux de prendre plus de temps et de refaire une fois de plus ses devoirs avec, cette fois, un objectif...

La Vice-Présidente: En conclusion.

M. Charbonneau: ...rechercher le consensus social sur une question qui touche 600 000 personnes au Québec. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Verchères. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Fabre.

M. Jean A. Joly

M. Joly: Merci, Mme la Présidente. C'est avec beaucoup de fierté qu'à mon tour je prends le temps d'intervenir sur la prise en considération du rapport du projet de loi 37, soit la nouvelle politique de sécurité du revenu du gouvernement du Québec, politique qui, comme vous l'avez sans doute remarqué, se veut cohérente, équitable, respectueuse des personnes et vraiment conforme aux valeurs de notre société.

À écouter les membres de l'Opposition essayer de continuer à faire valoir ce que j'appelle un point de vue de quasi-désespoir, je suis surpris. Je ne crois pas qu'on puisse aller contre ce que l'opinion des gens nous confirme. Les dernières statistiques nous prouvent et nous amènent à réaliser qu'il y a 94 % de la population qui sont d'accord avec la réforme. Est-ce qu'on considère que 94 % de la population, ce n'est pas un appui tangible, ce n'est pas quelque chose sur lequel on peut s'appuyer et se fier? C'est pourquoi, Mme la Présidente, je vous dis que je vais de surprise en surprise à les écouter. Je suis fier et content de venir, moi aussi, joindre ma voix à celle du ministre et à celle de mes collègues parce que ceci clôture, quand même, un an d'efforts, un an de travail continu, sérieux et intense.

Comme vous le savez,* 125 organismes se sont prévalus de leur droit et sont venus nous exposer, chacun à sa façon, ce qu'ils vivaient. Pendant 19 séances, on a pris le temps d'écouter, on a pris le temps de se former une opinion sur le vécu de chacun de ces organismes et de ce qu'ils représentaient pour la société. Donc, Mme la Présidente, un projet discuté quand même depuis plusieurs années aboutit aujourd'hui de façon positive et ceci, au bénéfice des gens qui sont considérés comme étant les plus démunis.

J'écoutais l'autre jour Mme la députée de Johnson qui disait: Le sort des assistés sociaux. Je la reprends pour dire: Pas le sort, l'avenir des assistés sociaux, l'avenir, Mme la députée. Dans le fond, c'est ce sur quoi nous nous sommes appuyés. On a voulu essayer de redonner à nos assistés sociaux cette fierté.

Mme la Présidente, un des projets les plus généreux, même si nous ne sommes pas les plus riches du monde, que nous puissions mettre de l'avant. Ce n'est pas parce que cela a été dit par le premier ministre, c'est parce que c'est exactement la réalité. C'est ce qui se vit actuellement.

Quoi que les gens de l'Opposition disent, Mme la Présidente, je pense que déjà les jeux étaient faits de leur côté, parce qu'ils avaient vraiment décidé de bloquer le projet de loi. Cela leur prenait quelque chose pour aller chercher l'attention du public. C'était convenu. C'était décidé. Je vais dire comme on dit: Les jeux étaient faits. C'était planifié. C'était prémédité. Donc, partant de là, on ne pouvait plus reculer et on a pris position pour bloquer le projet de loi. D'ailleurs, cela a été dit par Mme la députée de Maisonneuve. Cela a été cité à pleines pages dans le journal **Le Soleil**, le 20 septembre 1988, sous la plume d'André Forgues, où on disait tout simplement: "M. Bourbeau ne devrait s'attendre à aucune collaboration de la part de l'Opposition péquiste à l'Assemblée nationale, qui prendra tous les moyens possibles pour retarder, sinon empêcher l'adoption du projet de loi, prévient Mme Harel." Donc, si vous voulez, on va clore sur ça parce que, dans le fond, c'était orchestré. C'était voulu. C'était pour eux un semblant de bouée de sauvetage, mais ça n'a pas levé dans la population. Comme les chiffres nous le démontrent, 94 % sont pleinement d'accord avec le projet tel que présenté.

Dans le fond, Mme la Présidente, un projet de loi qui suscite des appréhensions, des inquiétudes, c'est tout à fait normal, c'est tout à fait logique. C'est tout à fait légitime, à un moment donné, de se poser des questions pour savoir ce qu'est la réforme, à qui elle s'adresse, qui en bénéficiera. Et aussi on se pose peut-être la question: ça coûte combien à l'État, ça coûte combien au gouvernement, ça coûte combien à la population? Parce que le gouvernement, c'est la population. Eh bien, toutes ces questions sont souvent entendues et je vais essayer de répondre à quelques-unes afin de pouvoir continuer d'éclairer la population qui écoute et qui, à son tour, veut continuer de se confirmer dans son jugement.

Eh bien, je me permets de souligner, Mme la Présidente, qu'il y a un Québécois sur neuf qui, actuellement, bénéficie, si vous voulez, de l'aide sociale, que ça occupe, quand même, 3000 fonctionnaires qui travaillent à l'application de cette réforme et que ça commande des dépenses de plus de 2 000 000 000 \$, en plus d'exiger, pour l'achat des médicaments, un peu plus de

100 000 000 \$. À noter qu'il y a deux catégories de bénéficiaires qu'on a considérés comme étant les aptes et les inaptes. L'Opposition, elle, n'était peut-être pas tout à fait d'accord pour avoir ces deux catégories, sauf que j'écoutais le député de Verchères tantôt qui disait: À quoi s'attendent les citoyens? Et je l'entendais, avec joie, dire que les gens étaient d'accord à ce que les inaptes puissent recevoir un peu plus.
(21 h 50)

En bien, c'est ce que nous avons fait. En faisant la distinction, nous avons consenti plus de 100 000 000 \$ à cette catégorie d'inaptes. Cela veut donc dire que 100 000 000 \$ pour 100 000 bénéficiaires, c'est vraiment une addition qu'on ne peut quand même pas démentir. On se doit d'admettre que, pour nous, reconnaître un revenu plus élevé pour les personnes plus démunies par un handicap, que ce soit physique ou intellectuel, c'est une chose qui nous tenait quand même à coeur.

Il faut aussi remarquer, Mme la Présidente, que cette réforme s'appuie sur cinq points fondamentaux. J'aimerais, pour le bénéfice de ceux qui sont à l'écoute, les mentionner. Il faut souligner que l'aide sociale, c'est une aide qui vient en dernier recours. Ce n'est pas à la première porte qu'on frappe. C'est à la dernière porte qu'on frappe. Partant de là, je crois que, si on souligne ce principe, on sera d'accord pour dire qu'on se doit d'aider les assistés sociaux. Le deuxième point sur lequel s'appuie la réforme, c'est le renforcement et l'incitation au travail. Le troisième point, c'est reconnaître l'obligation morale du gouvernement de donner un peu plus à ceux qui sont affectés par un handicap physique ou intellectuel, aussi d'assurer de véritables emplois aux personnes aptes à travailler et de prendre en considération la grande disparité des coûts de logement à travers le Québec. Partant de ces cinq points sur lesquels nous nous sommes appuyés, nous avons apporté la réforme telle qu'elle est, telle qu'elle est conçue, exactement, afin de respecter les vrais besoins de cette population.

Mme la Présidente, vous me faites signe qu'il ne me reste pas beaucoup de temps. J'aimerais, quand même, en résumé, vous dire que ce que nous avons enlevé certains irritants qui existaient lors du premier dépôt de la réforme. Nous avons complété la réforme. Nous avons bonifié les bénéfices de la plupart des catégories d'assistés sociaux. Nous favorisons l'intégration au travail. Pourquoi? Parce que nous croyons que, comme cela a été dit déjà, la meilleure façon de tuer quelqu'un - d'ailleurs, je pense que c'est Félix Leclerc qui disait ça - c'est de le payer à ne rien faire. Partant de là, nous croyons sincèrement que, si nous pouvons permettre à ces gens-là d'avoir le droit de s'identifier au travail... Travailler n'est pas un privilège, Mme la Présidente. Travailler, c'est un droit et nous y croyons sincèrement.

Je dois vous dire, Mme la Présidente, en

conclusion finale, que ce n'est pas du capital politique que nous sommes allés chercher. C'est vraiment croire en la responsabilité, c'est vraiment respecter ce à quoi nous nous étions engagés lors de la dernière élection. Nous livrons la marchandise et je suis drôlement heureux de faire partie de cette équipe. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Fabre.

Question de règlement, Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Harel: Oui, Mme la Présidente. Je crois qu'à ce moment-ci de nos travaux il m'est loisible de vous demander si le député de Fabre accepterait une question.

La Vice-Présidente: En vertu des règlements de cette Chambre, il faut la permission du député de Fabre. Est-ce que, M. le député de Fabre, vous consentez à ce que Mme la députée de Maisonneuve vous pose une question?

M. Joly: Non, Mme la Présidente.

Des voix: Ha, ha, ha!

La Vice-Présidente: Il n'y a pas de consentement. Je vais donc reconnaître...

Une voix: Il ne serait pas capable de répondre.

La Vice-Présidente: À l'ordre! Cela dit, je vais maintenant reconnaître Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: Oui, Mme la Présidente. C'est à mon tour de prendre la parole, mais je me sens un peu gênée après les propos que vient de dire le député de Fabre parce que je me pose la question: Est-ce qu'il est conscient de la différence entre ce qu'il écrit, entre ce qu'il révèle aux journalistes et les propos qu'il vient de tenir ici? Et ça me gêne en tant que parlementaire de voir autant d'incohérence de la part de la même personne qui, à un moment donné, a un discours pour ses commettants, un discours pour la commission parlementaire, un autre discours pour les journalistes et un discours pour l'Assemblée nationale. Cela me gêne énormément et j'ai de la difficulté à croire qu'on va prendre au sérieux les propos d'un député qui se permet de semer un peu comme ça, à la va comme je te pousse, des idées, des concepts qu'il a de la difficulté à articuler de façon à y apporter une résonance cohérente.

Est-ce de cette façon que le député de Fabre et ses collègues qui, d'ailleurs, ont exprimé leur point de vue dans **La Tribune** du 2

décembre, arriveront à gagner la confiance et à susciter la participation des gens inscrits à l'aide sociale, en se disant fiers d'adhérer à cette réforme parce que 94 % de la population sont d'accord avec cette réforme? La ventilation de ces 94 %, Mme la Présidente? Est-ce que ce sont 94 % des participants d'Alliance Québec, ces mêmes gens qui sont contre la loi 101? C'est facile à comptabiliser 94 % quand on prend Alliance Québec. Oui, c'est sûr qu'on en a 94 %. Quand on parle de 94 % de la population, est-ce qu'on parle aussi de 94 % du Conseil du patronat? Ça aussi, c'est facile de faire une ventilation quand on sait que les objectifs du Conseil du patronat, c'est de faire le plus d'argent possible sur le dos des plus démunis. C'est très facile d'arriver à de tels calculs, mais pourquoi ne pas prendre... Je ne sais pas sur quelle planète...

Est-ce que ces gens-là ont encore le temps, le loisir et la capacité d'assimiler certaines données à l'intérieur des différents journaux et quotidiens? Si tel était le cas, ils seraient obligés de se rendre à une réalité, Mme la Présidente, que l'ensemble des 1668 organismes de tout genre, dans toute la province de Québec, francophones et anglophones, considère que le projet de loi 37, tel qu'il est, est une imposture pour l'ensemble des gens qui vivent déjà de l'aide sociale et pour ceux qui, un jour, devront malheureusement avoir recours à cette forme d'aide. C'est une imposture, Mme la Présidente, parce que, quand on était en période électorale, on tenait un tout autre discours. On avait promis mer et monde, on avait même promis la parité aux moins de 30 ans. Aujourd'hui, qu'est-ce qu'on arrive à faire? On revient, mais d'une façon insidieuse, on est incapable d'affirmer de façon claire et précise ses véritables intentions.

Ce gouvernement dit: Écoutez, bien sûr, on est prêt à réviser la parité de l'aide sociale pour les moins de 30 ans. Mais il prévoit tellement de règlements, tellement de procédures et tellement de moyens pour aller chercher, d'autre part, ce qu'il avait promis de leur donner. Notamment, on considère toujours que le jeune qui va partager le loyer ou le jeune qui veut retourner à ses études, qui a 20 ans ou plus et qui demeure chez ses parents pour terminer ses études au secondaire, est passible de se faire déduire les 85 \$ qu'on lui reconnaît finalement parce qu'il demeure chez ses parents. C'est toujours ce même gouvernement qui proposait mer et monde qui a refusé d'entendre l'ensemble des groupes qui voulaient vraiment participer et donner leur point de vue, faire en sorte que, oui, on puisse développer la confiance et aider ces gens à comprendre l'application de cette réforme.

De l'aveu même de l'ensemble des députés qui étaient membres de la commission parlementaire, vous savez, pour mettre cette réforme en application, il faudra changer des mentalités; il faudra la collaboration des syndicats et des différents groupes d'employeurs, il faudra l'ad-

hésion de l'ensemble des groupes communautaires, ceux mêmes, Mme la Présidente, qu'on a refusé d'entendre pour venir dire leur point de vue et leur opinion.

Par contre, on vient clamer très fort et très haut qu'il faut leur collaboration parce que, sans elle, on ne pourra pas mettre à point cette réforme de l'aide sociale. Quand c'est le temps de les entendre pour qu'on puisse en arriver à une véritable réforme et permettre à ces gens-là de sortir de la trappe de la pauvreté, d'acquérir une dignité et un emploi convenable et stable, eh bien, à ce moment-là, par exemple, on ne peut plus les écouter et les entendre. C'est ce même gouvernement qui a toujours le même double langage. Eh, mon doux, quand c'est le temps de faire des promesses, il est très généreux, aucun problème, tout est possible.
(22 heures)

Mais, quand c'est le temps de passer aux actes, quand c'est le temps de passer vraiment à l'action et de faire en sorte qu'on donne les vrais moyens aux gens de pouvoir se faire entendre ou d'arriver à établir un consensus, eh bien! là, c'est peine perdue, on n'est plus capable de faire quoi que ce soit, c'est terminé, les règles du jeu sont complètement changées et on est obligé de se laisser imposer par ce gouvernement des orientations, des décisions qui vont avoir une influence importante pour des années à venir pour l'ensemble de la population du Québec. Un projet de réforme comme celui qu'on est en train de proposer de voter et de mettre en application dans les mois à venir, dans les semaines à venir, Mme la Présidente, aura des conséquences importantes pour les années à venir pour l'ensemble de la population du Québec.

Aujourd'hui, on ose dire finalement que c'est une réforme extraordinaire à propos de laquelle l'Opposition fait de la démagogie et essaie de se faire du capital politique. Mais voyons donc! Quelle sorte de gouvernement avons-nous? J'essaie de comprendre la cohésion de ce gouvernement et je n'en suis pas capable. Depuis tantôt, le député de Taschereau n'a pas arrêté de répéter que tout ce qu'ils avaient fait depuis qu'ils sont là, par exemple, la réforme d'aide sociale, a été de mettre en place les mêmes réformes qu'avait proposées le livre blanc de M. Parizeau. Sont-ils capables de gérer quelque chose? C'est du mauvais plagiat. Ils n'ont même pas été capables de lire convenablement cette réforme. Ils n'ont même pas été capables de l'interpréter. Je comprends que dans l'Opposition ils pouvaient la critiquer. Ils ne comprenaient rien. Mais, une fois rendus au gouvernement, ils pouvaient au moins se faire aider pour comprendre un peu plus, davantage. Ils n'ont même pas été capables de faire cet exercice. Mauvais plagiat. On ne pourrait même pas leur donner une note de passage tellement le plagiat est mauvais, incomplet. On maintient toujours cette réforme sans tenir compte de la réforme de la fiscalité et sans tenir compte aussi

d'une politique véritable de plein emploi.

Après ça, on viendra dire: Écoutez, M. Parizeau s'en allait dans un sens. Oui, mais il y avait d'autres choses. Les autres choses, ils ne les ont pas mises en application, pas du tout. On ne parle pas de ça, par exemple. On se garde bien d'en parler parce que M. Parizeau ne l'avait pas écrit dans son livre. Comme ils n'ont pas d'imagination, ils ne pouvaient pas savoir comment s'orienter. Ils ont pris ce qui était écrit. Mais, comme ils n'ont pas d'imagination, ils ne pouvaient pas aller plus loin que ça. Après, ils ont le culot de venir nous dire tout simplement que nous faisons de la démagogie et que nous essayons de surprendre parce que M. Parizeau était d'accord. Mais voyons donc! Qu'est-ce que c'est que cette façon? Commencez à gouverner. Vous êtes là depuis trois ans. Vous ne nous aimiez pas. Ce qu'on faisait était tellement mauvais, ça n'avait tellement aucune cohésion, c'était mauvais pour la population du Québec. Et on vient se faire dire bêtement, tout simplement: Écoutez, tout ce qu'on fait, c'est le prolongement de votre gouvernement. Ayez au moins la décence de le mettre dans son contexte. Ayez au moins la décence de dire que ce que vous copiez n'est pas complet, que ce ne sont vraiment que des morceaux, des bribes. Vous prenez uniquement ce qui fait votre affaire et vous laissez tomber le reste. Aucune vision globale des choses. C'est du morcellement. C'est de la gestion à la petite pièce, à la petite semaine, à la petite cuiller. Après ça, on vient dire aux gens qu'on travaille dans un esprit de consensus, dans un esprit qui favorise un nouvel apport, un nouvel essor pour l'ensemble des Québécois. Au contraire, tout ce qu'on essaie de faire actuellement, c'est de partager la misère parmi les plus miséreux et de partager la richesse parmi les plus riches. C'est ça actuellement la véritable politique de ce gouvernement.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Marie-Victorin. M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, sur votre intervention de cinq minutes.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Oui, Mme la Présidente. Simplement quelques mots pour corriger un peu les inexactitudes qu'a pu nous lancer la députée de Marie-Victorin dans son enthousiasme un peu délirant.

La députée de Marie-Victorin s'oppose à ce qu'on cite un sondage de la maison CROP du début de décembre, en vue de savoir si les Québécois étaient d'accord ou non avec la réforme de l'aide sociale. On ne peut quand même pas nier l'évidence. Qu'a révélé ce sondage mené auprès de 650 Québécois en novembre? Que 94 % des personnes interrogées se sont même dites en faveur de cette réforme du régime d'aide sociale. Mme la Présidente, c'est dans le

journal. Je ne peux quand même pas le nier. La députée dit: On a un nombre de 1600 organismes qui se sont déclarés opposés à la réforme de l'aide sociale. Il faut voir la liste. Je l'ai vue, moi, la liste. J'ai trouvé là-dedans des noms surprenants. Par exemple, j'ai trouvé l'hôpital Charles-LeMoine qui, par hasard, se situe dans le comté de Laporte que j'ai l'honneur de représenter à l'Assemblée nationale. La députée de Marie-Victorin, qui a la bouche fendue jusqu'aux oreilles, était présidente du conseil d'administration de l'hôpital Charles-LeMoine avant d'être députée. Elle n'est peut-être même pas étrangère au fait que le nom se retrouve sur la liste.

Or, Mme la Présidente, au cours du week-end j'ai rencontré le président du conseil d'administration de l'hôpital Charles-LeMoine et je lui ai appris que le nom de son hôpital se retrouvait sur la liste d'organismes opposés à la réforme, ce contre quoi il a protesté avec la dernière véhémence, m'affirmant qu'au contraire le conseil d'administration était d'accord avec la réforme et qu'il verrait à ce que le conseil nous fasse parvenir un télégramme nous indiquant qu'il se dissociait totalement de la parution de ce nom sur la liste. Je n'ai pas fait une enquête beaucoup plus poussée, Mme la Présidente, mais je vais demander à l'Opposition de nous fournir les documents qui établissent que chacun des organismes dont le nom apparaît sur la liste s'oppose vraiment. Où sont les Instruments qui justifient la parution de ces organismes sur les listes? Y a-t-il des résolutions adoptées par ces organismes?

Mme la Présidente, quand on voit la liste, regarder une page c'est tout regarder parce que vous avez un nom, CLSC je ne sais pas quel nom, puis vous avez tous les CLSC du Québec qui sont listés en bas. C'est facile. On peut facilement aligner 1600 noms comme ça. Coopérative d'habitation X: on a sorti l'annuaire et on a mis tous les noms des coopératives d'habitation du Québec à peu près. Centre d'accueil Untel: on a listé tous les centres d'accueil. Si on voulait faire la même chose, on n'aurait qu'à prendre l'annuaire téléphonique de Bell Canada et le déposer ici en liasse à l'Assemblée nationale en disant: Nous avons 390 000 noms en faveur de la réforme. Prouvez le contraire. C'est ça qu'il faut faire. Je vous demande de prouver que ces noms sont vraiment ceux d'organismes qui ont tenu des assemblées ordinaires et qui, à la majorité des voix, ont fait en sorte que les conseils d'administration se sont prononcés contre la réforme de l'aide sociale. Vous allez voir, Mme la Présidente, que la liste va fondre comme neige au soleil. De toute façon, je préfère me fier à un sondage de la population, non pas à une espèce de ramassis de noms glanés au hasard sans aucun mandat obtenu de ces organismes, sans aucune preuve. Nous avons un sondage CROP, une maison sérieuse, qui nous dit que la très grande majorité des Québécois est en faveur de la

réforme de l'aide sociale; la preuve, c'est que l'Opposition ne réussit pas à faire décoller son appui. Où sont les manifestants?

On avait une commission parlementaire. On nous a demandé de déménager dans la grande salle du salon rouge, parce que la salle *Papineau* n'était pas assez grande. Alors, nous avons déménagé de (a) la salle Papineau au salon rouge pour avoir plus de place. Mme la Présidente, pendant toutes les journées qu'ont duré les débats, il y avait deux personnes, trois personnes dans la salle à longueur de journée. C'était ça, la levée en masse des gens qui s'opposaient à la réforme de l'aide sociale. Bref, je ne dis pas qu'il n'y a pas d'opposition. C'est évident qu'il y en a. Il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas s'en rendre compte. Ce que je dis, c'est que la très grande majorité des Québécois est d'accord non seulement avec les principes, mais également les réalités de la réforme de l'aide sociale telle qu'elle est conçue. Dans ce sens, nous sommes très satisfaits que la réforme de l'aide sociale reçoive l'adhésion des Québécois.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la *Main-d'Oeuvre* et de la Sécurité du revenu. Oui, Mme la députée de Maisonneuve, sur une question de règlement?
(22 h 10)

Mme Harel: Oui, Mme la Présidente, en vertu de notre règlement. Le ministre vient de citer un sondage qui a été effectué par le Conseil du patronat, qui est un des deux organismes, avec Alliance Québec, qui appuient la réforme du ministre. Est-ce qu'on peut s'attendre que le ministre dépose ce sondage, la méthodologie et le questionnaire, étant donné qu'on peut évidemment faire dire ce qu'on veut, comme on le sait très bien, à des sondages?

Des voix: Dépôt.

La Vice-Présidente: Mme la députée de Maisonneuve, je tiendrais à vous dire que, compte tenu de la question, je pense qu'il s'agirait de la poser beaucoup plus à un autre moment de la journée, entre autres à une période de questions, qu'à cette étape-ci. Je vous demanderais de revenir ultérieurement sur ce...

M. Brassard: Sur la même question de règlement.

La Vice-Présidente: Oui, sur la même question de règlement.

M. Brassard: Oui. Le ministre a cité des éléments d'un sondage, donc il a cité un document qu'il avait en sa possession. À partir de ce moment-là, n'importe quel député peut demander, en vertu de notre règlement, que le document cité soit déposé, à moins qu'il ne l'ait pas. C'est possible qu'il parie à travers son chapeau à partir d'un entrefilet de journal. S'il n'a pas le

sondage, qu'il nous le dise.

La Vice-Présidente: Là-dessus, effectivement, M. le député de Lac-Saint-Jean, ce que peut faire présentement M. le ministre, c'est de déposer les résultats du sondage CROP, comme il l'a mentionné. Par contre, de déposer le questionnaire et les résultats du questionnaire, comme Mme la députée de Maisonneuve l'a mentionné, à ce stade-ci, je lui dirais qu'il s'agirait peut-être plus d'y revenir à la période de questions.

Pour ce qui est du résultat du sondage, si le ministre consent à le déposer, elle peut le demander.

Mme Harel: Mme la Présidente, les résultats du sondage vont me satisfaire, étant donné que, pour avoir les réponses, il faut aussi savoir les questions.

La Vice-Présidente: Est-ce que vous êtes consentant à déposer les résultats du sondage?

M. Bourbeau: Mme la Présidente...

M. Lefebvre: Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: Oui. M. le...

M. Lefebvre: ...l'article 213 qu'on soulève pour poser une question au ministre spécifie ceci: "Tout député peut demander la permission de poser une question au député qui vient de terminer une intervention. La question et la réponse doivent être brèves." Mme la Présidente, on n'est sûrement pas à l'étape des travaux qui permettrait à un ministre de déposer des documents. Il s'agit de questions et de réponses. Si on veut inviter le ministre ou si on veut, Mme la Présidente, demander au ministre de déposer les documents, cela se fait à la période de questions. Vous savez qu'il y a des règles en vertu desquelles le ministre peut ou ne peut pas et c'est à lui de décider de déposer les documents dont on parle.

La Vice-Présidente: Bon!

M. Brassard: Mme la Présidente, sur la même question de règlement.

La Vice-Présidente: Sur la même question, mais très brièvement.

M. Brassard: Très brièvement. Le leader adjoint du gouvernement erre parce qu'il n'y a pas juste un moment, avant la période des questions, pour déposer des documents. C'est vrai qu'on en dépose. Mais, à partir du moment où un ministre ou un député a cité un document, n'importe quel député à n'importe quel moment de la séance peut lui demander de le déposer. C'est ce que ma collègue de Maisonneuve fait.

La Vice-Présidente: Effectivement, en vertu de l'article 214, et je le cite, je pense qu'il est tellement clair par lui-même que tout le monde va comprendre: "Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement." Donc, M. le ministre, je vous demande, si vous avez cité un document, est-ce que vous êtes prêt à le déposer?

M. Bourbeau: Mme la Présidente, j'ai cité une enquête de CROP, un sondage de CROP. Or, je n'ai pas avec moi le résultat du sondage de CROP, je n'ai pas la méthodologie. J'avais des notes manuscrites prises à partir d'un article de journal qui donnait le résultat de ça. Forcément, je n'ai pas avec moi le sondage, donc, je suis dans l'impossibilité de déposer le sondage. Mais je réfère la députée à la maison CROP, je lui donnerai l'adresse et vous pourrez les appeler.

La Vice-Présidente: Cela étant dit, M. le ministre n'a pas le document et il dit qu'il cite des notes personnelles. Comme vous le savez, et c'est de jurisprudence en cette Chambre, les notes personnelles ne peuvent être déposées.

Une voix: C'est vrai.

La Vice-Présidente: Là-dessus, je vais maintenant reconnaître M. le député de Sainte-Anne.

M. Maximilien Polak

M. Polak: Merci, Mme la Présidente. Je voudrais simplement répondre, d'abord, aux arguments qui m'ont beaucoup surpris, ceux de la députée de Marie-Victorin. Je la connais personnellement comme une femme assez gentille et avec une grande conscience sociale, je l'ai dit l'autre fois. Tout de même, il faut qu'elle parle en connaissance des faits. Je suis un peu déçu. Elle a dit, tout à l'heure, dans son discours que nous, de notre côté, on ne tenait pas toujours le même discours, en Chambre, en commission parlementaire ou devant les journalistes. Je peux l'assurer, étant partie de ce groupe de députés qui ont travaillé très fort sur la réforme de l'aide sociale, qu'on a toujours tenu le même discours, dès le début. Nous avons travaillé très fort, nous avons entendu tous les groupes qui sont venus témoigner devant la commission et on a toujours dit exactement la même chose devant tout le monde. Donc, il faut que je corrige la députée de Marie-Victorin dans l'une de ses déclarations. Quand elle a parlé du fameux sondage qu'on a mentionné, d'après lequel apparemment 94 % de la population, se sont prononcés en faveur de la réforme de l'aide sociale, elle a dit: Ah! Ce doit être sans doute 94 % des membres d'Alliance Québec. Mme la Présidente, je trouvais cela presque insultant.

Mme la députée de Marie-Victorin, vous auriez pu faire mieux que cela. Je vous respecte trop, il faut que je vous corrige. Je trouve cela inacceptable d'une femme comme vous, qui avez tout de même une certaine crédibilité, du moins auprès de moi, et il faut que je vous corrige parce que ce n'est pas possible.

Savez-vous pourquoi, Mme la députée de Marie-Victorin, j'étais fier d'être membre de cette commission? Vous parliez tout à l'heure d'Alliance Québec. Je vais nommer quelques-uns des membres de cette commission, qui ont écrit une lettre ouverte à toute la presse, en français et en anglais, qui a été publiée dans **La Tribune**, de Sherbrooke. Je les en félicite. J'aimerais bien voir la même lettre demain matin dans **Le Devoir**, **La Presse** et **The Gazette**, de Montréal. Cette lettre est signée par le député de Taschereau, un député francophone, Mme la députée de Marie-Victorin, par le député de Laurier, d'origine grecque, Mme la députée de Marie-Victorin, par le député de Chambly, un pur francophone, Mme la députée, par le député de Notre-Dame-de-Grâce, disons un pur anglophone et par le député de Sainte-Anne, un Hollandais, un peu hybride, un peu de partout.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Polak: Donc, savez-vous, Mme la députée de Marie-Victorin, qu'on a travaillé merveilleusement ensemble, tous ces gens, dans un même groupement politique et que cela n'a rien à voir avec Alliance Québec? Nous étions fiers de travailler ensemble, tout ce groupement; on avait quelque chose en commun: on voulait réformer l'aide sociale d'une manière acceptable pour ceux qui sont affectés directement, soit les bénéficiaires.

Mme la Présidente, il est bien beau d'entendre le discours politique des députés ici, des députés ministériels, ceux de l'Opposition et les autres, mais ce qui importe, c'est le vécu. J'étais à Montréal en fin de semaine, à mon bureau de comté, et j'ai reçu une lettre. Je veux en parler. Je ne veux pas mentionner le nom, Mme la Présidente, je respecte trop le monsieur qui m'a écrit. C'est un assisté social de Pointe-Saint-Charles qui avait écrit une lettre au ministre. J'ai la lettre ici, devant moi, et il m'en a fait parvenir une copie, parce que je suis son député. Il dit: "Je suis un assisté social depuis des années, et ce n'est pas par gaieté de cœur, je vous prie de me croire. Il m'est très difficile de trouver un emploi, surtout un emploi stable et un salaire raisonnable." Il dit: "Possiblement que je rêve en couleur, mais je crois qu'il est possible de faire des choses positives." Ce n'est pas moi qui parle, Mme la Présidente, c'est un assisté social de mon comté, à Pointe-Saint-Charles. "Pour aider la population des assistés sociaux à s'en sortir de cette aide sociale, il faut une volonté politique, une orientation positive des énergies et une meilleure communication entre

les parties impliquées."

Mme la Présidente, je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il dit: "Vous - en s'adressant à moi, Maximilien Polak - vous avez vraiment une volonté d'aider les gens de votre comté et la population en général." Je ne veux pas m'applaudir moi-même, mais je voudrais ajouter Mme la Présidente, que ce monsieur a écrit une lettre au ministre en lui disant: Voici, M. le ministre, ce que je suggère de faire. Il dit, par exemple, que, dans mon comté, il y a des programmes. Il dit: "Les groupements communautaires pourraient faire des choses pour justement créer de l'emploi pour les assistés sociaux." Il faut ici référence, et je cite sa lettre: "Je vous propose - écrit-il au ministre - avec l'aide de vos fonctionnaires et des groupes communautaires, comme le comité d'assistés sociaux et le programme économique de Pointe-Saint-Charles et possiblement d'autres groupes... Vous avez une formidable machine à votre disposition."

Je lui ai répondu, Mme la Présidente, aujourd'hui: Savez-vous, monsieur, vous avez parié exactement de ce que le ministre a dit l'autre jour. Au début de l'été, on a parlé avec le ministre qui a précédé de ce problème et on a trouvé une oreille très attentive auprès du nouveau ministre. Il nous a dit: Moi, je comprends très bien la question qui se pose: où sont les emplois? Et nous avions aussi posé la question; les assistés sociaux aussi. Il dit: Voici, je suis en faveur d'impliquer justement les groupements communautaires dans la création d'emplois. C'est l'un des programmes, l'un des amendements très forts qui est revenu justement pour les bénéficiaires de l'aide sociale. C'est merveilleux, et nous sommes tous en faveur de cela. (22 h 20)

Mme la Présidente, cet homme continue d'écrire. Il parle de l'environnement et de ce que les assistés sociaux pourraient faire au point de vue de l'emploi. Je cite sa lettre. Je ne dis pas que le ministre va accepter tout ce programme, mais il y a tout de même des idées intéressantes. Il a un ton positif, pas comme les gens de l'Opposition qui critiquent parce qu'ils sont jaloux. Ils sont jaloux parce qu'on vient avec un programme positif afin de sortir de ce cercle vicieux de l'aide sociale. Ils ne l'acceptent pas et ils ne sont là que pour critiquer d'une manière négative. J'aime mieux une lettre d'un assisté social, de quelqu'un qui me dit: Je suis désolé de cela, je veux en sortir et voici des idées. Il dit: "Récupérer de vieilles autos et d'autres moyens de transport et en faire toutes sortes de choses. Prendre les vieux bus pour en faire des roulottes pour les moins jeunes." C'est un homme de Pointe-Saint-Charles, un simple citoyen assisté social qui parle. Il a pris le temps d'écrire une lettre de trois pages au ministre, avec une copie à son député: "Les sans-abri, par exemple, transformer les vieux sièges d'auto et en faire des fauteuils, récupérer le plastique et d'autres produits du genre et les transformer en habita-

tion pour les gens du tiers monde. Enfin, je ne vois aucune limite. Excusez mon orthographe, l'important, c'est le message." Je suis beaucoup plus impressionné par cette lettre datée du 5 décembre que par tous les discours de l'Opposition, ce soir.

Mme la Présidente, nous avons travaillé très fort à ce projet de réforme de l'aide sociale. Comme je l'ai dit l'autre jour, tout le temps que vous pariez là-dessus, quand j'ai l'honneur et la chance de parier là-dessus, mesdames et messieurs de l'Opposition, je suis là pour vous répondre. On a travaillé trop fort pour se faire critiquer d'une manière négative. La récolte est là quand cet homme répond. Maintenant, je comprends très bien. Même votre influence néfaste a un certain succès, c'est vrai. J'ai reçu un télégramme. Je vais vous lire un télégramme rédigé en anglais qui a été envoyé à M. Bourassa par un groupement de mon comté qui s'appelle Le Garde-Manger pour tous. Nous l'avons aidé avec une subvention spéciale de la part de Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux parce qu'il devait fermer ses portes. On a tout fait. Je l'ai soutenu. Il envoie un télégramme en anglais et, là, il est négatif: "The problem of Bill 37 is that once implemented 600 000 men, women and most significantly innocent children will unnecessarily become victimized." Mme la Présidente, quand j'ai vu cela d'un groupe que je connais très bien, que j'ai aidé, j'ai dit que ce n'était pas possible et je lui ai répondu et j'ai envoyé une copie à M. Bourassa parce que je veux que M. Bourassa connaisse les vrais faits, objectivement. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas véridique, c'est une fausseté. Quelqu'un lui a monté la tête. Et, finalement, peut-être que vous aurez eu un peu de succès avec cet homme qui a écrit ce télégramme. Vous avez finalement influencé quelqu'un pour faire une déclaration fausse comme dire que 600 000 personnes, femmes, hommes "and children innocent will unnecessarily become victimized". Savez-vous ce que j'ai répondu à cet homme? J'ai la lettre avec moi, en anglais, je réponds toujours dans la langue dans laquelle on m'écrit. Je lui ai répondu: Savez-vous, je trouve presque scandaleux ce que vous dites, parce que, dans notre programme, les inaptes, ceux qui sont le plus dans le besoin, qui ne sont pas capables de travailler, on va les payer plus qu'ils ne reçoivent maintenant. Donc, s'il vous plaît, monsieur, connaissez vos faits.

Mme la Présidente, c'est un sujet émotif, un sujet difficile. J'ai appris une chose. J'ai appris la camaraderie. J'ai appris que tous les députés qui sont autour de nous ici... Le député de Notre-Dame-de-Grâce et le député de Repentigny sont ici ce soir. Le député de Taschereau me salue. Il n'est pas à son siège habituel parce qu'il parie avec le ministre. Nous prenons notre affaire au sérieux. On a travaillé trop fort. On a même vu le ministre des Finances ici, ce soir. Mme la Présidente, je suis content, il est venu m'écouter. On a eu une discussion avec lui.

C'était difficile, il disait: Savez-vous, Mmes et MM. les députés, c'est difficile parce qu'il faut que j'administre la bourse pour tout le monde. C'est très difficile. On ne peut pas faire des concessions partout. Dans l'environnement, je comprends, mais j'ai un devoir à faire. On l'a convaincu. Aussi, à la fin, il a dit: Savez-vous, vous avez plaidé votre cause, je suis avec vous autres. Et je vais faire une recommandation. Ce n'est pas moi qui décide, mais peut-être que le premier ministre... On l'a vu, le premier ministre, et finalement on a eu... Je suis fier qu'on ait eu un projet de loi que je suis prêt à vendre sur la place publique. Aucun problème! Merci beaucoup.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Sainte-Anne. Je vais maintenant reconnaître Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Merci, Mme la Présidente. Le député de Sainte-Anne est émouvant ou de naïveté ou de fourberie, lorsqu'il lit sa lettre en donnant l'impression qu'il est *étonné ou ému* qu'un assisté social pense ou encore qu'il est étonné ou ému qu'un assisté social veuille s'en sortir. Mais ce qu'il n'a pas compris c'est que les assistés sociaux veulent s'en sortir. Cependant, la façon qu'on leur propose pour s'en sortir n'est peut-être pas la plus adéquate. C'est impressionnant, lorsqu'on prend le temps d'écouter, toutes les aberrations qui peuvent se dire et les contradictions contenues dans les différents discours.

Tout à l'heure, c'était le député de Fabre qui disait, et je le cite: Le travail, avoir un emploi, c'est pas un privilège, c'est un droit. Mais c'est précisément ce qu'on dit. Comment peut-on tenir ce discours-là et, en même temps, prétendre que la création de l'emploi relève, est la responsabilité de l'assisté social? Il y a quelque chose de surprenant. Ou on fait semblant qu'on ne comprend pas ou, sciemment, on essaie de tromper le monde. Il y a quelque chose qui ne va pas.

Il y a eu quelque chose aussi dans l'attitude du ministre que je me permets de relever. J'ai trouvé infiniment méprisant qu'il reproche aux assistés sociaux de ne pas avoir pu tenir le coup pendant cinq jours en commission parlementaire. Je n'apprends rien au ministre en lui disant que les assistés sociaux n'ont pas l'argent du Conseil du patronat pour venir faire du lobbying ici. Ils ne sont pas équipés de moyens et de ressources pour venir à Québec siéger ou tenir des commissions parlementaires, comme j'ai vu d'autres personnes le faire. J'ai participé à une commission parlementaire sur le financement des universités. Pas de problème, la salle était toujours pleine. Les gens sont payés pour travailler et sont aussi payés pour se déplacer et venir assister à des commissions parlementaires. En gros, ce que je dis c'est que la remarque du ministre était fort déplacée quand on sait ce

qu'il en coûte aux assistés sociaux pour venir manifester à Québec. Ils n'ont pas les ressources. Ils n'ont pas le financement des grands organismes qui font du lobbying à Québec. Alors, j'espère que le ministre, à l'avenir, réfléchira à deux fois avant de faire de telles remarques.

Mme la Présidente, ce qui est déplorable avec le gouvernement c'est son manque de vision d'ensemble. D'ailleurs, je remarquais, dans le rapport du Vérificateur général, une remarque plus particulière qui s'adressait à la ministre de la Santé et des Services sociaux et lui reprochait cette absence de vision d'ensemble et les effets que ça avait sur la gestion des différents programmes.

Ce gouvernement, qui est censé être un bon gouvernement, un gouvernement préoccupé du développement économique, quand je dis qu'il manque de vision d'ensemble, c'est qu'il ne comprend pas que le Québec ne sera jamais plus fort que le plus faible de ses maillons. Et le plus faible de ses maillons, au plan économique, ce sont ces personnes qui sont obligées, en raison de la conjoncture économique, et je dis bien en raison de la conjoncture économique, de vivre d'assistance sociale.

Si l'assistance sociale, comme nous le disait tout à l'heure le député de Fabre, nous coûte cher, est-ce qu'on s'est déjà interrogé sur les coûts de la pauvreté au Québec? Actuellement, il y a 20 % des enfants qui voient le jour dans des familles démunies. Ces enfants ont comme lot quotidien la privation, la pauvreté, la tension familiale que ces situations génèrent. Ils voient une télévision qui, par ailleurs, montre l'abondance et ils sont constamment confrontés à cette image d'abondance, d'achat, d'acquisition de biens de consommation et de surconsommation, alors qu'ils ne peuvent pratiquement rien recevoir dans leur famille. Ils n'ont pas droit à un petit animal favori. Ils n'ont pas droit à un logement décent. Ils n'ont pas droit à la bicyclette que les voisins ont. Ces enfants, dès leur naissance, sont déjà, parce que d'un milieu défavorisé, moins stimulés intellectuellement. Et on le sait déjà avant même qu'ils aient commencé à aller à la maternelle. Ils ont un retard certain. Et ces 20 % d'enfants à qui on demandera, dans 15 ou 20 ans, de venir en aide à une population vieillissante ne seront même pas en mesure de se subvenir à eux-mêmes parce qu'on les aura méprisés, on ne les aura pas considérés comme des individus à part entière.

Il me semble qu'une vision un peu plus intégrée de soutien aux parties les plus faibles et les plus démunies de notre société nous permettrait de songer éventuellement à un Québec économiquement plus fort. Si on n'est pas capable de le faire par humanité, qu'on le fasse par calcul économique et c'est un très mauvais calcul économique que de continuer à humilier et à rabaisser les gens les plus démunis de la société. Ce n'est pas une façon de les aider à s'en sortir.

Les jeunes qui naissent dans ces milieux, qui subissent les tensions et les difficultés de fin de mois, ces enfants qu'on retrouve dans les écoles et qui ont faim, on l'a réalisé à la CECM en particulier. Dans certaines écoles, on est obligé de leur fournir une collation, parce qu'on s'est aperçu que les enfants étaient faibles le matin et qu'ils étaient incapables de concentration. Mais c'est ça, la pauvreté! Et cette pauvreté a des effets directs sur la capacité de l'enfant de faire des apprentissages. Et faute d'avoir fait des apprentissages, ce sont des enfants qui vont décrocher et, une fois décrochés, ils ne se trouvent rien sur le marché du travail. Intervenir auprès de ces milieux plus défavorisés, dans une perspective plus intégrée, c'est prendre en considération cette réalité pour les aider à s'en sortir, et le projet de loi qu'on a sur la table ne fait pas cet effort. Il continue à pourchasser les assistés sociaux et j'en veux pour exemple l'obligation qui a été faite aux CLSC de produire des T4A. (22 h 30)

Je vois le ministre et j'aimerais bien qu'il m'écoute. La personne ou le fonctionnaire du ministère du Revenu qui s'est présenté au CLSC Saint-Hubert l'a fait à la demande d'un des hauts fonctionnaires du ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Comment se fait-il, si ce n'est pas, encore une fois, pour harceler des assistés sociaux, qu'un fonctionnaire, un haut fonctionnaire, un cadre du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu aurait donné ordre à un fonctionnaire du ministère du Revenu d'aller intimider au CLSC l'ordre de produire des T4A, si ce n'était pas pour exercer des pressions additionnelles sur les assistés sociaux? C'est ça la réalité, Mme la Présidente.

Mme la Présidente, un gouvernement qui a un minimum de vision d'ensemble, lorsqu'il présente un programme - surtout quand on se targue d'être un bon gouvernement capable de développer l'économie du Québec - devrait être préoccupé par ce genre de programme, par la nature de ses interventions, par la perception que ces jeunes enfants ont d'eux-mêmes et de leur famille. Je tiens à rappeler comment ce peut être difficile de s'en sortir, lorsque vous n'avez pas la stimulation du milieu et qu'en plus le gouvernement a, à votre endroit, une attitude méprisante. Une jeune femme, chef de famille monoparentale, s'est inscrite dans un programme pour terminer son secondaire V. Elle a ce qu'il faut pour entrer sur le marché du travail. C'est terminé. Mais, dans sa tête, elle est incapable parce qu'elle a développé d'elle-même une perception si négative qu'elle ne pense pas être en mesure d'affronter le marché du travail. Ce qu'on est en train de faire, c'est qu'on est en train de créer ce sentiment-là non seulement chez les adultes, mais chez les enfants dans ces familles-là. Et c'est cette absence d'un minimum de sens humanitaire, cet irrespect qu'on a à l'endroit des plus défavorisés, cette absence de

vision un peu plus à long terme qui nous amènerait à penser qu'il faut investir dans les enfants, qui fait qu'on est en train de harceler 20 % des familles dans lesquelles voient le jour nos jeunes Québécois.

Mme la Présidente, je le rappelle, le Québec, au plan économique, au plan social et au plan culturel ne sera jamais plus fort que le plus faible de ses maillons. Quand un gouvernement, sciemment, s'acharne à affaiblir les plus faibles, les plus démunis, je pense que c'est un très mauvais calcul économique. Ce sont de très mauvais planificateurs, ne serait-ce que vu sous l'aspect économique de la question. Je n'ai pas abordé la question qui est celle du traitement qu'on réserve aux plus défavorisés de la société.

L'Assemblée des évêques disait, dans son document: On juge d'un gouvernement; on juge d'une société; on juge de la valeur d'une société et d'un gouvernement par le sort qu'on réserve à ses plus démunis. Quand je vois le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu s'appuyer sur Alliance Québec et le Conseil du patronat, s'appuyer sur un sondage dans les journaux... Lire les journaux, c'est satisfaisant pour lui; on pourrait lui dire n'importe quoi, probablement, dans les journaux et il serait satisfait de ça. Il a lu les journaux, il n'a pas vu la grille d'analyse, l'échantillonnage, mais ça le satisfait, ça lui permet de dire que tout le Québec est d'accord avec ça, indépendamment de la désinformation qu'on a faite sur cette question.

Mme la Présidente, tout ce débat autour du projet de loi 37 - je vois que je dois terminer; j'en aurais long à dire - est infiniment déplorable et regrettable et c'est proprement indécent qu'on abuse des plus démunis. Je vous remercie, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Chicoutimi. M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, sur votre intervention de cinq minutes.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Oui, Mme la Présidente, il est évident que la députée de Chicoutimi n'a pas lu le même projet de loi que celui que j'ai présenté à l'Assemblée nationale ou, si elle l'a lu, elle ne l'a pas compris. La réforme de l'aide sociale que nous proposons et que l'Opposition voudrait bloquer constitue une amélioration importante de la situation actuelle. Ce serait faire injure aux assistés sociaux que de céder au chantage de l'Opposition et de reporter la réforme au calendrier grecques. Cette réforme, et je le répète pour la nième fois, améliore de façon importante le sort de nos concitoyens les plus défavorisés.

Prenons par exemple le sort des moins de 30 ans, tous ceux qui, depuis de nombreuses années, sont maintenus dans un état de pauvreté absolue parce que les prestations qu'ils reçoivent

sont tellement basses, tellement faibles qu'ils ne peuvent survivre. C'est le cas de tous ceux qui ont présentement moins de 30 ans, qui reçoivent, tenez-vous bien, Mme la Présidente, une allocation mensuelle de 178 \$ pour le logement, la nourriture, les vêtements, etc. C'est ce que nous voulons changer. Nous voulons donner à ces assistés sociaux de moins de 30 ans un barème qui leur permettra au moins d'être sur le même pied que les autres de plus de 30 ans.

Ces assistés sociaux reprochaient d'ailleurs récemment au Parti québécois de faire une tentative de récupération de la réforme de l'aide sociale. On voyait la députée de Maisonneuve marcher triomphalement en avant d'un groupe d'assistés sociaux dans la rue, au mois d'octobre dernier, et tenter de se faire voir par les caméras de télévision. Ce sont des assistés sociaux qui lui ont reproché cette tentative et qui ont dit que c'est son propre gouvernement, Mme Pauline Marois en tête, alors ministre responsable, qui avait maintenu les jeunes dans un état de pauvreté durant les neuf années qu'il a été au pouvoir, alors qu'à ce moment-là, les assistés sociaux recevaient 150 \$ par mois. C'est le Parti québécois qui les a maintenus à ce niveau de pauvreté et c'est ce que nous voulons changer présentement. Je ne comprends pas pourquoi l'Opposition s'oppose à ce que nous rehaussions les prestations des moins de 30 ans. Il faut vraiment les détester pour leur refuser cette augmentation, Mme la Présidente, quand on sait combien c'est peu, de recevoir une somme aussi dérisoire.

Parlons maintenant de ceux qu'on appelle les inaptes, ceux qui ont de sévères contraintes à l'emploi. Il y en a à peu près 100 000 au Québec de ces Québécois qui, en plus d'avoir un état de santé physique ou mental détérioré de façon importante, sont souvent des gens dont la condition sociale - leur âge ou le peu d'années d'expérience qu'ils ont sur le marché du travail, ou encore leur faible taux de scolarisation - ne leur permet pas d'envisager facilement une réinsertion en emploi. Ces gens-là, nous nous proposons de leur donner des prestations accrues de façon importante. Les gens de cette catégorie qui auront droit au programme Soutien financier, et je disais tout à l'heure qu'il y a environ 100 000 ménages au Québec qui vivent cette situation-là actuellement, recevront des prestations d'environ 100 \$ de plus que le barème actuel. C'est important, Mme la Présidente, 100 \$ par mois, quand on n'en gagne que 487 \$. C'est 20 % de plus. Et on voudrait qu'on retarde ça de façon indéfinie.

Mme la Présidente, il y a de multiples avantages à la réforme de l'aide sociale. On en a parlé. Les éditorialistes en ont parlé. Je pourrais vous en citer. Je n'ai pas vu un seul éditorial de quelque journal que ce soit où on ne se prononçait pas en faveur de la réforme de l'aide sociale. Je demanderais à l'Opposition de n'en citer qu'un seul; je n'en ai pas vu. Et que dire

de tous les témoignages que nous recevons de partout? Écoutez les lignes ouvertes. Il n'y a pas une seule ligne ouverte... Écoutez-les, tous ces Québécois qui interviennent sur les lignes ouvertes - c'est une bonne façon, en général, de savoir ce que pense la population - personne ne s'oppose à la réforme de l'aide sociale. S'il y en a, c'est dans une très faible mesure.

(22 h 40)

Mme la Présidente, j'ai beaucoup de sympathie pour l'Opposition. Elle tente de faire un travail, de remonter une côte impossible à remonter. Je continue à penser que la réforme de l'aide sociale, c'est dans le meilleur intérêt des Québécois. Nous allons cheminer allègrement vers son adoption.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Mme Harel: Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Oui, Mme la députée de Maisonneuve, sur une question de règlement.

Mme Harel: En vertu de l'article 213, est-ce que le ministre accepterait de répondre à une question?

M. Bourbeau: Oui, Mme la Présidente, avec plaisir.

La Vice-Présidente: Avant de vous reconnaître, Mme la députée de Maisonneuve, j'aimerais vous rappeler, en vertu dudit article 213, que la question et la réponse doivent être brèves. Mme la députée.

Mme Harel: Mme la Présidente, puisque le ministre considère comme vraiment insatisfaisant le petit barème actuel, pourquoi entend-il retirer à 8000 personnes de moins de 30 ans qui n'obtiendront plus aucune aide de l'État ce barème qu'il juge dérisoire? Pourquoi entend-il le diminuer pour 4000 autres? Pourquoi entend-il combiner avec ses amendements la coupure de 85 \$ pour partage du logement? Pourquoi n'utilise-t-il pas l'article 31 de la loi actuelle pour relever les prestations sans avoir besoin d'introduire une coupure pour le partage du logement et pour la contribution parentale?

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Maisonneuve. M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

M. Bourbeau: Mme la Présidente, c'est une question à quatre volets. Pouvez-vous me dire combien j'ai de temps pour répondre à la question de la députée de Maisonneuve?

Une voix: Le temps nécessaire.

M. Bourbeau: Oui. Bon, très bien.

Mme la Présidente, la députée de Maison-neuve vient de poser certaines questions. Elle a fait état du fait que certains jeunes dont les parents sont à l'aise financièrement n'auront pas accès à la sécurité du revenu. C'est le même système que celui qui existe aux prêts et bourses pour les étudiants.

Nous voulons que la réforme de l'aide sociale soit compatible avec le système des prêts et bourses aux étudiants pour faire en sorte, et c'est bien facile de le comprendre, que ce ne soit pas plus attrayant pour un jeune d'aller à l'aide sociale que d'aller étudier. Si nous créons à l'aide sociale un régime beaucoup plus intéressant financièrement qu'aux prêts et bourses, c'est bien évident que nous allons attirer à l'aide sociale des étudiants qui vont décrocher du système scolaire normal, qui vont s'inscrire à la sécurité du revenu parce que ça sera plus payant, si je peux m'exprimer ainsi, pécuniairement que d'aller étudier.

Or, Mme la Présidente, ce n'est pas dans l'intérêt des Québécois, et des jeunes surtout, de les attirer à l'aide sociale. Il est bien préférable de faire en sorte que le régime de l'aide sociale soit l'équivalent des prêts et bourses de sorte qu'il n'y ait pas ce phénomène d'attraction. Vous l'avez compris aussi, parce que votre propre parti se proposait de refuser de créer un système plus attrayant pour les jeunes de 18, 19 et 20 ans. C'est la députée de Maisonneuve elle-même qui, lors du Conseil général du Parti québécois, s'est levée pour plaider, avec son chef d'ailleurs, M. Parizeau, en faveur d'un système qui ne serait pas trop attrayant...

La **Vice-Présidente**: En conclusion, M. le ministre.

M. **Bourbeau**: Oui, je conclus, Mme la Présidente.

...pour les 18 et 20 ans de façon à les attirer à l'aide sociale.

Ce que nous voulons faire, Mme la députée, c'est la même chose que vous voulez faire: Ne pas créer une cage dorée pour attirer les 18-20 ans à l'aide sociale. Vous êtes du même avis. Vous vous êtes présentée au microphone, lors de votre propre conseil général, pour plaider la même cause. Malheureusement, vous avez perdu. Malheureusement, je dis bien. Et les jeunes de votre parti ont battu votre proposition. C'est malheureux parce qu'il ne faut pas attirer à l'aide sociale des jeunes¹ qui, normalement, devraient aller étudier. Merci.

La **Vice-Présidente**: Merci, M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Duplessis.

M. Denis Perron

M. **Perron**: Merci, Mme la Présidente.

Encore *une* fois, et ce, depuis maintenant trois ans, nous nous retrouvons dans cette Assemblée nationale à une heure quelque peu tardive pour discuter d'un projet de loi du gouvernement qui touche une bonne partie de la collectivité québécoise, qui touche, en somme, cette partie de notre société qui est la plus démunie, soit les personnes qui sont sur l'aide sociale.

Mme la Présidente, la réforme de l'aide sociale sur laquelle s'acharne le gouvernement, telle qu'elle est conduite, notamment depuis un an, avec le dépôt à l'Assemblée nationale du projet de loi 37 sur la sécurité du revenu, soulève une opposition constante, vigoureuse et qui demeure essentielle. Nous voilà, en effet, aux prises avec un système particulièrement virulent dans notre société. Cette apparition et cette pérennité d'une véritable trappe de pauvreté qui confine des milliers de nos concitoyens et concitoyennes à l'indigence chronique, sont inacceptables et doivent être résolues.

La façon dont le gouvernement libéral entreprend d'envisager et de régler un tel problème caractérise nécessairement la conception qu'il se fait de la justice sociale. Allons d'abord à l'essentiel. Il faut remarquer, en effet, que l'intention du gouvernement en ce domaine consistait à essayer de remplir un engagement électoral maintenant vieux de trois ans: accorder la pleine parité de l'aide sociale aux moins de 30 ans, ce qui en vertu des lois et des règlements actuels aurait très bien pu s'opérer sans modification législative, du simple fait d'une décision gouvernementale en vertu d'un article de la loi actuelle. Une autre voie fut cependant choisie, celle de retoucher ici et là l'ensemble du système d'aide sociale, ce qui nécessitait l'approbation ultime de l'Assemblée nationale.

Pour les libéraux, il apparaît bien maintenant que cette décision repose sur un a priori extrêmement contraignant. L'ensemble de la réforme ne doit pas coûter davantage au Trésor public du Québec. L'éventuelle parité qui serait accordée aux jeunes de moins de 30 ans devra s'autofinancer. Les personnes assistées sociales paieraient elles-mêmes la note d'une réforme qui ne sera plus qu'une nouvelle redistribution d'un même montant global d'argent, à peu de chose près. Le gouvernement s'est cantonné à un simple travail comptable comme il le fait très régulièrement, d'ailleurs. Aucun effort de réflexion sur une véritable politique de sécurité du revenu n'est discernable. Il en résulte, ce que nous constatons maintenant, l'élaboration d'un programme infiniment complexe dans son administration qui exige le recours à des contrôles extrêmes, qui ferait même davantage appel au pouvoir judiciaire pour tracer la frontière entre les droits des uns et les devoirs des autres.

La réforme de l'aide sociale telle qu'envisagée par le gouvernement libéral aboutit à l'accentuation des pouvoirs de l'État sur une population particulièrement vulnérable, laquelle se voit offrir, par ailleurs, peu de moyens véritables

de sortir de la trappe de pauvreté qui à présent la retient. Il devient urgent de resituer notre réflexion en tant que société sur l'aide sociale dans sa juste perspective, celle d'une véritable sécurité du revenu qui doit s'appuyer sur le principe fondamental de la responsabilité des individus. Ce à quoi, d'ailleurs, nous invitent plusieurs organismes comme l'Assemblée des évêques ou encore les centrales syndicales du Québec. C'est dans cette perspective que l'Opposition officielle fait la critique du projet gouvernemental actuel de réforme de l'aide sociale et que le Parti québécois envisage une solution de rechange que nous entendons présenter à la population.

Nous voulons revoir et considérer le régime d'aide sociale comme un revenu minimum garanti. Il en découle un certain nombre de conséquences. Les prestations d'aide sociale doivent être appliquées à tous les bénéficiaires, sans discrimination, et indexées au coût de la vie. Le gouvernement fait reconnaître sa responsabilité d'offrir aux personnes bénéficiaires l'accès à des programmes de formation souvent nécessaires pour faciliter la réintégration sociale. Dans le cas spécifique des personnes seules, je crois qu'il est important d'examiner les moyens requis pour garantir leur participation à différents programmes. La nécessité, cependant, d'incitation au travail doit, pour être efficace, se traduire par un profit réel pour la personne elle-même qui obtient un emploi.

Il faut donc reconnaître aux bénéficiaires de l'aide sociale le droit de conserver en bonne part leurs gains supplémentaires de travail et ce, à au moins 50 %. Le revenu provenant du marché régulier du travail doit lui-même être davantage assuré. Il conviendrait, notamment, de réviser la détermination du salaire minimum en rétablissant à au moins 45 % du salaire industriel moyen, ce qui signifierait, actuellement, un taux de 5,10 \$ de l'heure. Par ailleurs, ce niveau de salaire ne doit plus être impossible. Des allocations familiales non taxables, généreuses et bonifiées, doivent enfin permettre aux familles de remplir leurs obligations.

(22 h 50)

M. le Président, il est illusoire de penser qu'une réforme de l'aide sociale puisse être conçue, entreprise et réussie en dehors de cet ensemble que constitue une politique de sécurité du revenu. Lorsque le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec fait des représentations au nom de ses travailleurs et de ses travailleuses qui auront charge d'appliquer la réforme de l'aide sociale, il considère que le gouvernement, sur cette question, doit revoir sérieusement ses propres orientations. Cette révision devrait se faire en respectant le principe fondamental de la Loi sur l'aide sociale de 1969 voulant qu'une aide soit fournie à toute personne dans le besoin, quelle que soit la cause du besoin. Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux fait d'ailleurs certaines critiques apportées contre cette

réforme par d'autres groupes, notamment à l'égard du respect des droits de la personne, du niveau des différents barèmes, en regard des clientèles visées et surtout, du caractère inéquitable de la réforme pour certains groupes tels que les femmes, les familles monoparentales et les jeunes.

À toutes fins utiles, l'application d'une telle réforme ne fait que renforcer le statut de dépendance des femmes, dépendance tant économique, en appliquant le critère de la vie maritale après douze mois de vie commune, que juridique, en donnant le droit au ministre de se substituer aux bénéficiaires de l'aide sociale, principalement des femmes dans ce cas, pour la détermination de la pension alimentaire.

M. le Président, l'absence d'une politique de sécurité du revenu crédible et surtout l'inexistence d'une politique de plein emploi de ce gouvernement font de la réforme de l'aide sociale proposée un pis-aller visant à colmater les brèches et à diminuer les coûts pour l'État, sans égard aux conséquences sur les conditions de vie d'une partie importante de notre population québécoise. Il faut aussi comprendre qu'à long terme, une telle réforme aura des impacts sur les salariées et les salariés, particulièrement dans les secteurs non spécialisés, par la pression à la baisse exercée sur l'ensemble des salaires.

Je voudrais, en conclusion, vous parler quelque peu de cette grande promesse du siècle faite par le gouvernement libéral actuel lorsqu'il était en campagne électorale, en 1985. Ce dernier se targuait - et il n'y a pas un député libéral ou une députée libérale en cette Chambre qui a dénoncé les paroles que nous disions lors de ce débat sur la loi 37 - de ce que les promesses libérales, et en particulier une promesse, soit la parité de l'aide sociale, avaient été endossées par l'ensemble des candidats libéraux et des candidates libérales lors de la dernière campagne électorale. Ce gouvernement, en grande partie, a été élu sur de fausses représentations. Il a été élu sur des promesses faites au cours de toutes les semaines qu'a duré la campagne électorale de 1985. Aujourd'hui, il essaie devant nous et ce, à la queue leu leu, chacun des députés de cette Chambre, du côté du Parti libéral, du côté ministériel, d'accaparer la crédibilité qu'il n'a même pas. Il essaie aussi d'illusionner les gens.

J'entendais tout à l'heure le ministre de la Sécurité du revenu qui répliquait à la députée de Chicoutimi sur une partie de son discours en lui disant qu'elle ne connaissait rien, ou à peu près rien, à la loi elle-même. Je m'excuse, M. le Président, mais s'il y a des personnes qui ont fait leur devoir, contrairement au ministre responsable de la Sécurité du revenu, qui ont étudié le projet de loi, rencontré des groupes et des personnes, ce sont bien les membres de l'Opposition. C'est la raison fondamentale pour laquelle ce soir et au cours des prochaines semaines, nous serons toujours contre l'attitude gouvernementale face aux plus démunis, les hommes, les

familles, les femmes et les enfants de notre société québécoise. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Comme prochain intervenant, je vais reconnaître le député de Jonquière.

M. Francis Dufour

M. Dufour: Merci, M. le Président. On aurait pu s'attendre, avec toutes les paroles qui ont été dites, avec toutes les présentations que le ministre de la Sécurité du revenu et ministre responsable du projet de loi 37 aurait pu succomber d'une façon telle qu'ils auraient pu apporter certains amendements ou certains changements à ce projet de loi qui nous semble ignominieux et qui nous semble aussi présenté avec l'idée de montrer le visage de ce gouvernement qui est en face de nous concernant les assistés sociaux.

Il faut bien reconnaître que, pour moi, qui ai travaillé pendant deux ans et demi avec ce ministre à un autre palier gouvernemental qui s'appelle le gouvernement municipal, je peux vous dire qu'il n'est pas facile de le faire évoluer ni de le faire changer d'idée. Je constate aussi qu'il n'a pas tellement changé. Il a peut-être changé de chapeau, mais il n'a pas changé de visage. Il faut toujours bien admettre qu'il y a une certaine cohérence dans son approche. Il a la vérité, il est le bon serviteur du gouvernement qu'on a devant nous. Quand on regarde le projet de loi 37, il demeure qu'après autant - non pas autant... Effectivement, il n'y a pas eu des centaines d'heures d'étude en commission parlementaire. Il y a eu des études pendant plusieurs heures quand des personnes sont venues présenter des mémoires. Mais quant à la loi comme telle, je pense que ce gouvernement, fait la preuve qu'il est un gouvernement déjà fatigué, qui n'aime pas entendre les discordances, pas plus qu'entendre les gens parler.

Un gouvernement qui aime entendre parler les gens aime à entendre parler les gens d'affaires, les gens qui parlent le même langage. On parie de piastres et de cennes. Cela me semble élémentaire. C'est un gouvernement qui est fatigué de ce côté parce que ce qui l'intéresse, c'est l'économique. Il n'y a pas seulement cela dans la société. Un gouvernement qui existerait juste en fonction de l'économie, c'est un gouvernement qui n'a pas sa raison d'être. La justification d'un gouvernement, c'est la justification du nombre parce que c'est la majorité qui est supposée élire son gouvernement. Et quand je le regarde aller, je me pose beaucoup de questions. Bien sûr, cela me dérange. Il me semblait que le gouvernement avait pour devoir et fonction de mieux établir l'équité entre les plus riches et les pauvres. Je parie, je ne sais pas si c'est avec compétence, mais au moins, pour l'avoir vécu, avec expérience.

J'ai représenté et j'ai vu ce qu'était

représenter une population. Je peux vous dire que, dans une ville où j'ai été maire, ceux que j'avais à représenter, c'étaient les gens qui avaient des besoins, pour qui c'était nécessaire d'avoir un conseil municipal, les plus démunis de la société. Les riches, ce qu'ils veulent savoir, c'est si l'argent est bien administré. À partir du moment où l'argent est bien administré, il n'y a plus rien à dire. Il me semble que c'est élémentaire au point de vue gouvernemental.

J'entendais tout à l'heure le ministre nous parler des sondages. Après trois ans, on parie de sondage. On ne parie plus au monde. On parie avec des chiffres. Ce sont des spécialistes des sondages, des gens qui viennent nous demander: Est-ce que vous pensez qu'il fait beau, s'il va faire beau et est-ce que ce serait mieux qu'il fasse beau? Ce n'est pas cela qu'il faut regarder. Est-ce que ce gouvernement a une politique vis-à-vis de la population? Est-ce qu'il a vraiment une politique vis-à-vis des plus démunis? Je vous le dis carrément, j'ai l'impression que non. Ce ne sont pas ses préoccupations. Ces gens ont déjà oublié ce que le premier ministre actuel disait en campagne électorale. C'était un premier ministre en devenir. Il n'était pas premier ministre à ce moment-là. Il disait: La société s'évalue d'après le sort fait aux plus pauvres. C'était cela qu'il disait. Je suis convaincu que c'est ainsi qu'on devrait agir. Une société humaine et évoluée, c'est en fonction des gens qui sont en place et qui s'attendent qu'il se pose des gestes et des actions précises vers eux. Ce n'est plus ça. Là, on fonctionne par sondage. Si le sondage est favorable, on est d'accord. S'il n'est pas favorable, on devrait changer d'idée. Ce n'est pas cela. Je pense que cela va plus loin que cela. On ne fait pas un gouvernement en fonction du jour le jour parce qu'à ce moment-là, on va avoir des sondages tous les jours. Est-ce qu'on va quelque part? (23 heures)

Par rapport à ce qu'on étudie présentement, le projet de loi concernant le bien-être social et les assistés sociaux, je pense que ça va plus loin que ça. Il y a des gens qui se sont penchés sur le problème de la pauvreté. Le problème de la pauvreté, ça va plus loin que de dire comment on va traiter notre monde par rapport à ce qui se passe actuellement et à leurs besoins actuels. Il aurait fallu aller plus loin que ça. Je pense que ce gouvernement nous donne la preuve qu'il agit au jour le jour. Quand entend-on parler par ce gouvernement du plein emploi? Ce n'est pas sa préoccupation. Il s'occupe des chiffres, de tout ce qui sonne beau et de ce qui sonne fin. Il dit: On a créé 100 000 emplois. Je le dis et je le répète, et je vais le dire encore ce soir, le gouvernement Mulroney à Ottawa a dit la même chose: On a créé 1000 emplois par jour ou 1000 emplois par semaine. Et moi, ça ne me dérange pas. Je regarde dans ma région, 13 %, 15 % de chômage. Ils n'ont rien réglé. Je le dis, on manque de travail. À Montréal, par rapport à

Toronto, c'est le même phénomène.

On dit qu'on veut régler le problème des assistés sociaux au Québec - je ne suis pas sûr - en voulant faire une distinction entre les aptes et les inaptes au travail. On peut bien regarder comment on va déterminer qu'il y a des gens aptes à travailler et d'autres qui sont inaptes. Il y a d'autres spécialistes que moi qui l'ont dit et l'ont répété à satiété: C'est difficile de déterminer qui sont aptes et qui sont inaptes à travailler. C'est quoi? Comment va-t-on le faire? Est-ce qu'on va avoir un médecin par assisté social pour décider qu'aujourd'hui il est apte et, le lendemain, il ne l'est pas? Le ministre essaie de prendre le ballon qui lui a été passé. Peut-être qu'il ne l'a pas voulu non plus. Il n'avait peut-être pas le choix de le prendre, ce ballon. Vous avez toute ma compassion et ma sympathie. Je me dis: Il voulait le prendre, il voulait essayer de prendre des décisions par rapport à cette loi ou par rapport à cette promesse dans le temps des élections, à savoir qu'il n'y aurait plus de disparité entre les assistés sociaux, que tout le monde serait traité de la même façon. Quand on examine le projet de loi qu'on a devant nous, je pense qu'il y a du chemin à faire. Le ministre a besoin de se recycler par rapport à ce qui existe dans la loi. Des députés du Parti libéral sont bien contents. Ils cherchaient un faux-fuyant, dans le fond. Les députés de Laval-des-Rapides, Taschereau, Sainte-Anne, Sainte-Marie, Fabre, Laurier, Chambly, Deux-Montagnes et Notre-Dame-de-Grâce sont contents de ce qui se passe et félicitent le ministre qui dit, et eux aussi disent ça: La réforme est maintenant plus juste. Pourquoi eux autres ne disent-ils pas que la réforme est maintenant juste? Ils disent qu'elle est maintenant plus juste? Il y avait un cheminement à faire par ces gens-là et, encore aujourd'hui, ils sont loin de dire que la réforme est correcte. Ils disent: Elle est plus juste; elle a évolué. Qu'est-ce qu'il aurait fallu pour convaincre le ministre actuel d'aller plus loin dans sa réforme? J'ai l'impression qu'il n'aurait pu rien faire. J'ai travaillé deux ans et demi avec lui et il n'y a rien à faire. Il a l'esprit obtus, têtue, il ne veut rien comprendre. Je vous le dis et j'invite le député de Roberval à écouter ce que je dis. Il s'agit de regarder ce qui se passe avec d'autres ministres. Je travaille avec un autre ministre sur le même dossier. C'est le jour et la nuit. Je dirais que c'est la différence entre le jour et l'éternité. Ce n'est pas compliqué. C'est un têtue, le ministre qui est devant nous. Il ne veut rien comprendre et il ne comprendra jamais rien. Dans le fond, on va lui dire ce qu'on a à dire, mais ce n'est pas pour lui qu'on parle. On parle pour les gens qui nous écoutent et qui ont la patience de nous regarder et, en même temps, pour les gens qui croient que la société pourrait être plus juste. Il faut qu'on ouvre des portes et qu'on force aussi la société à partager, et c'est loin de ce qu'on a, de ce qu'on vit actuellement,

avec ceux en face de nous. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Johnson.

Mme Carmen Juneau

Mme Juneau: Merci, M. le Président. Je dois vous parler un peu des deux derniers intervenants du côté ministériel que j'ai entendus avant d'entreprendre vraiment la discussion que j'ai le goût de faire ici concernant le projet de loi 37.

Le dernier intervenant était le député de Fabre. Il m'a accusée personnellement, en tant que députée de Johnson, d'avoir parlé du sort et non pas de l'avenir des assistés sociaux. Alors, je me suis demandé à quel degré pouvait porter cette accusation de parler du sort d'une personne si on ne parlait pas de son avenir. M. le Président, si on indique que le sort d'une personne est dévolu à telle ou telle chose, quant à son avenir, je pense que, si on décide du sort d'une personne, on l'encadre et cela définit son avenir. Je ne sais pas où il est allé chercher ça; je ne sais pas s'il est allé fouiller dans son dictionnaire pour dire que je devais parler de l'avenir et non pas du sort d'une personne. Quant à nous, nous avons reçu la confiance de nos électeurs pour les représenter ici et, lorsque nous parlons de définir l'avenir de ces personnes, on traite à la fois du sort de ces personnes. Je n'ai pas compris quelle différence on pouvait faire entre le sort d'une personne et l'avenir d'une autre.

Quant au député de Taschereau, l'intervenant précédant le député de Fabre, il nous a parlé de sa rencontre avec une religieuse. M. le Président, je voudrais, en tant que députée de Johnson et collègue du député de Taschereau, l'informer que, s'il avait lu correctement les lettres ouvertes au **Devoir** provenant des religieuses, il aurait peut-être fait une intervention différente de celle qu'il a faite. Je ne vous lirai que quelques passages juste pour vous prouver, M. le Président, que le député de Taschereau n'a peut-être pas consulté l'ensemble des religieuses dont il parlait. C'est bien beau de faire des affirmations et de dire: J'ai rencontré des religieuses, j'ai rencontré telle personne, j'ai entendu, j'ai vu. Or, quand on n'a pas de précisions à donner, M. le Président, c'est bien beau, mais ça n'a pas de suite.^x

Je vais vous lire simplement une lettre ouverte au **Devoir**, pas toute la lettre, M. le Président, parce que je n'ai que dix minutes et je ne voudrais pas que toute mon intervention porte sur une lettre d'une religieuse par rapport à ce que le député de Taschereau nous a indiqué tout à l'heure. Des religieuses de la Congrégation Notre-Dame de Montréal faisaient parvenir, le 1er décembre, une lettre ouverte au **Devoir**. M. le Président, j'ai aussi été éduquée par les religieuses de la Congrégation Notre-Dame et je

peux vous dire que ces femmes se sont impliquées auprès de la jeunesse toute leur vie et je pense qu'elles ont donné le meilleur d'elles-mêmes. Si le député de Taschereau voulait faire des affirmations comme celles qu'il nous a faites tout à l'heure...

M. Leclerc: J'ai rencontré une religieuse.

Mme Juneau: ...cela ne devait pas comprendre l'ensemble des religieuses du Québec. Ces religieuses de la Congrégation Notre-Dame disaient: Nous remettons en question les programmes d'emplois temporaires sous-payés qui condamnent dans un temps très rapproché à retourner au chômage et à l'aide sociale.
(23 h 10)

Écoutez bien ça, M. le Président. J'attire votre attention parce que je pense que c'est un paragraphe très important. Nous ne voudrions pas être obligées, comme elles et eux, à accepter n'importe quel emploi, n'importe où, à n'importe quelles conditions. Nous sommes humiliées avec ces femmes qui, malgré leur volonté de conserver leur autonomie, devront accepter le statut de vie maritale après un an de vie commune et devront donc, malgré elles, accepter la dépendance financière d'un homme parce que le gouvernement le décide ainsi.

Je n'irai pas plus loin, M. le Président, parce que je ne veux pas que mon intervention soit simplement la lecture d'une lettre ouverte. Je suis tout à fait d'accord avec cette lettre, mais j'ai autre chose à dire aussi. C'était simplement pour remettre à sa place le député de Taschereau qui, à mon point de vue, n'a pas traduit ce que pouvait vivre l'ensemble des religieuses de la Congrégation Notre-Dame du Québec.

M. le Président, quels sont, pour nous et pour les gens qui vivent la situation, les motifs pour lesquels nous devons nous inquiéter du projet de loi 37? Je pense qu'il est tout à fait discriminatoire et il n'y a pas eu, au moment où on se parle, de décision claire et impartiale sur les droits de procédure équitable par rapport à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée.

Vous savez, je n'ai pas eu l'obligation de vivre au crochet de quelqu'un ou d'avoir besoin de demander, à la fin du mois, une prestation dont on a besoin pour vivre, parce qu'on a besoin d'avoir du pain sur la table pour les gens dont on est responsables. Je n'ai pas eu cette obligation mais, dans mon bureau de comté j'ai reçu, comme chacun des députés, chaque semaine des gens dans cette situation. Je pense qu'il est tout à fait inacceptable qu'un gouvernement élu démocratiquement par une population fasse en sorte que les plus démunis de notre population, de notre environnement, de notre société vivent des choses que nous ne sommes pas obligés de vivre. Est-ce que ça conditionne certaines personnes? Est-ce que ça fait en sorte que

certaines personnes posent des diagnostics ou des conditions parce qu'elles n'ont pas vécu ces problèmes? Je pense que les gens que nous avons en face de nous donnent des conditions à des gens qui vivent des situations qu'eux n'ont pas vécues. J'espère qu'ils sont conscients de ce qu'ils dictent à la population.

M. le Président, est-ce que la définition de conjoint de fait du ministre, parrain de la loi 37, est semblable à celle de ses collègues, quand on dit à la Régie de l'assurance automobile que c'est après trois ans? Est-ce que le ministre, parrain de la loi 37, est juste et équitable dans les lois qu'on applique à la CSST? Est-ce que le ministre parrain est équitable envers les prestataires de l'aide sociale quand il limite à une année pour être un conjoint de fait? On les punit à ce moment. Pour les autres, quand on doit les rémunérer ou les payer, ce n'est pas la même chose. Deux poids, deux mesures. La loi, la balance de la justice, M. le Président! Si vous êtes pour, c'est ça et si vous êtes contre, c'est ça. Et le contraire éventuellement...

M. le Président, je trouve que c'est inacceptable pour nos assistés sociaux, nos prestataires, non pas parce qu'ils le veulent mais parce qu'ils en ont besoin. J'aimerais avoir une heure pour vous parler de ce que je vis. Malheureusement, je vous vois faire des signes. Je voudrais vous parler des enfants à charge. Est-ce que le ministre voudrait prendre ma place, M. le Président?

Le Vice-Président: En conclusion Madame la députée.

Mme Juneau: Il va avoir la chance de s'exprimer tout à l'heure. Je pense que pour les enfants à charge en l'absence de tout régime de prêts et bourses, il y a dans la loi actuelle une incitation à quitter le foyer. J'ai six enfants et si, à un moment donné, on a une incitation trop importante par rapport aux prêts et bourses, par rapport à l'ensemble des autres mesures, est-ce qu'on ne va pas, à ce moment-là, inciter les enfants à quitter le foyer? Je me pose de sérieuses questions.

Je ne suis pas du tout d'accord avec ce qui se passe aujourd'hui et ce que nous sommes en train de traiter. Je vous remercie de m'avoir permis de m'exprimer. Je souhaiterais que dans une prochaine intervention, je puisse continuer à intervenir et vous dire exactement ce que moi je vis en tant que mère de famille et ce que je vis dans mon bureau de comté par rapport aux gens que je reçois chez moi. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède la parole à M. le député de Mercier.

M. Gérald Godin

M. Godin: M. le Président, je vous remercie

de me céder la parole. On a l'impression en lisant la loi une nouvelle manière, phase 2, deuxième début, comme on dit en anglais dans le domaine du maquillage de l'aide sociale. On a l'impression que le gouvernement a une méfiance totale à l'égard des assistés sociaux. Ce qui ressort, c'est une loi qui est mesquine et qui tient pour acquis que les bénéficiaires de l'aide sociale sont des gens malhonnêtes et qu'il faut leur serrer la vis pour vérifier à chaque seconde ce qu'ils font et voir s'ils ont vraiment droit au montant qu'ils réclament, voir si leurs formules médicales justifiant leur prestation sont fondées ou pas. Il faut qu'à chaque mois, ils retournent chez leur médecin pour faire révérier leur état de santé. Le gouvernement veut savoir dans le détail si ces gens qui réclament de l'argent du public y ont droit? Au fond, ça alimente les clichés les plus éculés que le Québec colporte sur les bénéficiaires de l'aide sociale.

C'est-à-dire que ce sont tous des gens qui sont paresseux, qui vivent aux crochets du Québec et qui devraient travailler comme tout le monde. Ceux-là montrent à mon avis un des côtés mesquins de la mentalité populaire à l'égard de ces gens. Je peux vous dire que dans Mercier où il y a un nombre important de bénéficiaires de l'aide sociale, qu'on appelle les BAS dans le jargon administratif, je peux vous dire qu'il y a chez ces personnes des exemples de courage et de volonté de s'en sortir qui m'impressionnent chaque fois que je les entends parler. J'ai l'impression que le Parti libéral s'adresse à ceux qui veulent payer moins d'impôt et qui paient toujours de moins en moins d'impôt. Le Conseil du patronat est un des conseillers les plus importants du gouvernement dans ce domaine, mais il n'a pas, la compassion qui doit être la partie essentielle d'un gouvernement qui respecte les gens qui l'ont élu en partie.

Le ministre parle d'ailleurs de la ligne ouverte comme étant sa référence principale pour savoir si sa loi est bonne ou pas bonne. Chaque ligne ouverte que j'ai écoutée appuie la loi que j'ai présentée à la Chambre. Il faut donc imaginer le portrait, M. le Président, il y a dans le cabinet des attachés politiques qui se sont penchés sur la radio comme nous à l'époque de Michel Normandin qui décrivait une partie de hockey, et qui disent: On a encore gagné celle-là, M. le ministre, on a encore gagné cette ligne ouverte. Le monde nous appuie, allons-y. Je pense que si ces deux conseillers, les lignes ouvertes et le Conseil du patronat avec le sondage CROP que l'on connaît, si ce sont ces deux piliers qui sont la source d'inspiration du ministre, je comprends qu'il n'ait guère de respect pour l'assisté social et ses problèmes réels, ses besoins, et surtout, dans la plupart des cas la volonté qu'ils ont de s'en sortir.

Quand on voit les 1668 organismes contre la loi, on se dit: Le ministre est le seul à avoir le rythme, le pas juste. S'il se fie seulement au Conseil du patronat et au Yuppies du Québec, M.

le Président, et les lignes ouvertes pour fonder sa politique, je pense qu'il fait fausse route et que ce qui ressort de cette attitude, c'est un mépris profond des gens mal pris, des démunis, de ceux qui n'ont rien au Québec alors que la partie, à mon avis, positive des Québécoises et des Québécois est de comprendre les gens mal pris et de les aider. Il y a une espèce de solidarité sociale qui existe au Québec, sauf que cette loi va à l'encontre de cette solidarité, M. le Président.

(23 h 20)

En tablant sur les clichés qui circulent au Québec par rapport aux bénéficiaires de l'aide sociale, cette loi va chercher les côtés les moins intéressants de l'âme québécoise. Il est facile bien sûr de dire du mal des bénéficiaires de l'aide sociale. Ce sont des gens démunis, sans tribune, sans moyen pour se défendre. C'est très facile de colporter tous les préjugés imaginables à leur sujet. Est-ce qu'en faisant cela, on contribue à améliorer la paix sociale et la sécurité sociale au Québec? Je ne pense pas, M. le Président.

Si je regarde de plus un autre aspect de la question, l'aspect purement économique qui est le leur, dans lequel ils sont maîtres, paraît-il, on constate que chaque dollar donné à un assisté social va dans l'économie. Chaque dollar versé en BS, comme on dit, entre dans l'économie et la fait rouler. Ils paient le loyer, les vêtements des enfants, les vêtements des bénéficiaires de l'aide sociale. Ils paient totalement des biens et services consommés. Chaque piastre dépensée revient dans l'économie et la fait rouler. Les études faites récemment aux États-Unis démontrent que chaque fois que les Américains coupent ces budgets, l'économie roule moins bien parce qu'elle est moins alimentée par des fonds dépensés totalement dans les services et les biens de ce pays.

Cette loi, à tous égards, manque de compassion et de compréhension pour les gens du Québec qui sont démunis et mal pris. C'est pour cela que nous sommes contre depuis le début et que nous continuons à être contre, malgré les menaces et les promesses des députés du gouvernement qui ont dit dans leurs discours depuis le début, et j'ai entendu cela plusieurs fois: Nous sommes sûrs que les bénéficiaires auront plus, une fois la loi passée. Si le ministre s'engageait, ce soir, à nous dire: Si les bénéficiaires ont moins, on retire la loi, on serait peut-être pour. Mais comme il n'y a aucun engagement de ce type qui est pris, on doit se fier à la parole des libéraux. Sur ce point comme sur d'autres, M. le Président, la confiance n'est pas très forte en ce qui nous concerne. Nous sommes sûrs que l'immense majorité des bénéficiaires de l'aide sociale auront moins après que la loi sera passée qu'ils en ont maintenant, malgré les promesses et les engagements formels des députés du gouvernement et du ministre porteur du ballon, comme on dit.

M. le Président, pour toutes ces raisons, nous sommes contre cette loi. Nous sommes aussi contre la manière de procéder du gouvernement qui dépose 100 amendements et qui, à l'instant même où il les dépose, retire la loi à la discussion publique, de sorte que ces amendements sont inconnus du public, des députés de l'Opposition et du gouvernement. Pour toutes ces raisons, nous sommes contre cette loi et nous disons au ministre que, tôt ou tard, les gens vont s'ouvrir les yeux et se rendre compte que ce gouvernement est un gouvernement de sans-cœur qui n'ont aucun respect pour les gens du Québec mal pris et démunis et qui ont besoin de l'appui gouvernemental pour joindre les deux bouts et arriver à la fin du mois sans crever de faim ni être sans abri.

M. le Président, nous sommes contre cette loi et nous le serons jusqu'à la fin. Merci beaucoup.

Le **Vice-Président**: Nous poursuivons le débat avec l'intervention de M. le député de Terrebonne.

M. Yves Biais

M. Biais: Merci beaucoup, M. le Président. Nous avons un projet de loi, le projet de loi 37, que nous étudions ce soir. Dernier effort pour essayer de convaincre les ministériels, l'avant-dernier effort.

Il arrive ceci, M. le Président. Il est de notoriété publique que les politiciens ne sont pas les gens les mieux placés, les plus crus dans la population. La crédibilité des politiciens, c'est de notoriété publique, n'est pas excessivement haute dans la population. Depuis une dizaine d'années, nous avons essayé de façon percutante de redonner au peuple la foi en leurs politiciens. Mais je crois que par cette loi, la crédibilité des élus va en prendre encore un coup.

Nous avons dit durant notre campagne électorale de 1985 que nous n'étions pas, nous du Parti québécois, pour la parité totale. Le Parti libéral, dans sa dernière campagne électorale, disait qu'il était pour la parité pour les jeunes de moins de 30 ans, sans condition. Et s'il y en avait, c'était sous-entendu. Voilà qu'on nous arrive avec un projet de loi, mûri pendant trois ans - trois ans et dix jours - qu'on met devant nous, on regarde le public et on semble lui dire: Ce qu'on a dit durant la campagne électorale et ce qu'on fait après, ce n'est pas la même chose. Dixit le premier ministre actuel, et cette phrase s'applique à ce projet de loi: On avait dit aux jeunes: Le bien-être des jeunes, leur donner la chance de réussir dans la société, c'est notre priorité numéro 1. À Paul-Sauvé. Voilà pourquoi, pour vous, les jeunes, aucune augmentation des frais de scolarité, augmentation des bourses et parité de l'aide sociale. On a vu que, depuis trois ans, les deux premières choses se sont révélées fausses. Les frais de scolarité ont été directe-

ment ou indirectement haussés, malgré la promesse électorale, et les bourses ont été diminuées, il faut bien le dire. On arrive aujourd'hui au troisième volet de la promesse à la jeunesse, la parité pour les moins de 30 ans.

Je regrette amèrement qu'après neuf ans d'efforts fournis par le Parti québécois pour donner au Parlement des lettres de noblesse, pour donner à ses élus de la crédibilité, par des actes comme ces projets de loi, encore une fois, la crédibilité des élus que nous sommes va encore en prendre un coup. Il y a un irrespect dans ce projet de loi pour la population du Québec, en général, et il y a aussi, dans la manière de le présenter, un total irrespect et un manque de décence dans la fonction du Parlement. On arrive avec une guillotine, avec un bâillon et avec une centaine d'amendements qui n'ont même pas été présentés en commission parlementaire.

M. le Président, quand on fait aux jeunes, durant une période électorale, des promesses qu'on ne peut pas tenir, on devrait s'abstenir de faire de telles promesses. Dans une lettre envoyée au premier ministre, plusieurs personnes disent ceci, en résumé: Plutôt que de donner la parité aux jeunes, de leur donner la même chose que les gens de plus de 30 ans avaient, on baisse tout le monde. On fait une sorte de parité, avec des exceptions partout, mais à la baisse. La parole du 2 et la parole d'aujourd'hui, ça fait deux, et ça fait d'eux des gens non crédibles.

Ce projet de loi est un appauvrissement des personnes assistées sociales, un accroissement des contrôles à tous les égards, et des contrôles souvent futiles, inutiles, hargneux, presque vengeurs, une atteinte à la dignité de la vie privée, des visites orchestrées au hasard. On nous réplique très souvent que, durant le temps du Parti québécois, il y avait des inspecteurs spéciaux qui faisaient des enquêtes, et je ne le nie pas, c'est vrai, mais c'était lorsqu'il y avait un soupçon de fraude, chez des personnes qu'on soupçonnait de fraude. Là, on considère les êtres humains au Québec comme des numéros; tous les bénéficiaires de l'aide sociale sont des numéros. Leurs noms sont dans un grand ordinateur, on pèse sur un bouton: Sortez-nous-en 3000 aujourd'hui. Il en sort 3000, et on s'en va les voir, indépendamment de leur dossier. C'est honteux, M. le Président. Lorsqu'il y a soupçon de fraude, les enquêtes doivent être faites. Les gens qui fraudent l'aide sociale, nous sommes contre, c'est normal. Mais il ne faut pas faire croire aux gens que tous ceux qui sont sur l'aide sociale sont des fraudeurs. Loin de là! L'exception confirme la règle. Comme on dit, les ménages heureux n'ont pas d'histoire. On n'entend parler que de ceux qui ont des problèmes. D'ailleurs, le ministre actuel qui présente la loi 37, on en entend parler beaucoup, parce qu'il en a, lui aussi des problèmes, et des gros, de la façon qu'il se prend pour faire cette loi.

(23 h 30)

Le harcèlement en vertu de la notion de la vie maritale et de la perception des pensions alimentaires, j'ai entendu la responsable du dossier, la députée de Maisonneuve en parler avec beaucoup de connaissance et aussi avec conviction. C'est incroyable que le même ministre, à une même session, dise d'un conjoint des choses différentes dans une loi par rapport à une autre. Pourquoi cela prend-il un an à être un vrai conjoint et pourquoi cela prend-il deux ou trois ans dans une autre loi? C'est aberrant. À la même session, le même ministre! La plupart du temps ce sont des femmes qui sont victimes de cette définition pour le moins élastique. La ministre déléguée à la Condition féminine ne se lève pas pour se rebeller contre cela. Il y a de l'incohérence totale. Il y a beaucoup de façons d'être debout. Il y a être debout en se taisant et être debout en parlant. Quand on n'est pas d'accord sur quelque chose, s'il y a de l'incohérence sur la notion de conjoint, qu'on se lève et qu'on le dise, mais au moins, qu'on le dise au cabinet ou à ses confrères pour qu'il y ait au moins cohérence.

M. le Président, vous me faites déjà signe. Mon Dieu que le temps passe vite! Je tiens à vous dire que cette loi, on ne la décriera jamais assez. Même si le fond de cette loi était bon - je ne me rends pas là - parce qu'on n'observe pas la promesse qu'on a faite durant la campagne électorale, nous devons être contre pour que les gens respectent les politiciens à l'avenir plus qu'ils vont le faire avec vous quand vous retournerez en campagne électorale. Je tiens personnellement à dénoncer cette attitude: une parole durant une campagne électorale et une autre façon de légiférer. C'est honteux, M. le Président. Cela commande l'irrespect et cela demande de notre part une lutte sans merci contre ce projet de loi. Merci beaucoup.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député de Lac-Saint-Jean et whip de l'Opposition.

M. Jacques Brassard

M. Brassard: Merci, M. le Président. J'ai entre les mains et je voudrais le montrer aux quelques personnes qui regardent encore nos travaux à cette heure-ci le document comportant les amendements au projet de loi 37 présentés par le ministre. Il y en a effectivement 100; 100 amendements et pas de petits amendements, mais des amendements souvent très substantiels qui ont été déposés par le ministre au moment où le gouvernement a décidé d'imposer la motion de clôture, d'imposer le bâillon. Est-ce que ces amendements - je m'adresse évidemment aux personnes qui nous écoutent pour leur expliquer un peu comment ce gouvernement fonctionne - environ une centaine, à un projet de loi d'une importance capitale pour des centaines de milliers de personnes, vont être étudiés, analysés,

scrutés? Pas du tout, pas un seul des cent. Pas un seul amendement parmi les cent ne sera examiné, étudié par les députés membres de la commission parlementaire, comme ce doit être le cas pour n'importe quel projet de loi au Parlement. Pas un seul! Et demain, quand nous adopterons le rapport c'est l'étape où nous sommes rendus, la prise en considération du rapport, c'est comme cela qu'on l'appelle de la commission parlementaire qui a mis fin abruptement à ses travaux, les cent amendements qu'on n'aura jamais étudiés, jamais examinés et sur lesquels on ne se sera jamais penchés vont faire partie intégrante du projet de loi. Ce projet de loi n'aura plus qu'une étape à franchir, celle de l'adoption pour devenir une loi.

Pensez-vous vraiment que c'est une façon sérieuse de légiférer? C'est là une façon cavalière et inacceptable d'adopter des projets de loi dans ce Parlement. C'est malheureux. Je l'ai dit à propos du projet de loi 34, la motion de clôture, ce qu'on appelle le bâillon, c'est devenu de la part de ce gouvernement une technique banale et routinière d'adopter des lois. Il est évident que, ce faisant, nous sommes en face d'une manifestation que je qualifierais d'exemple de mépris hautain, de l'arrogance inqualifiable de ce gouvernement, non seulement à l'égard de l'Opposition en l'empêchant ainsi de faire sérieusement son travail de législateur, mais également mépris hautain, arrogance inqualifiable à l'égard de 600 000 de nos concitoyens qui sont touchés par ce projet de loi puisqu'ils ont, on peut dire, la malchance d'être prestataires de l'aide sociale.

Comment expliquer cette arrogance et ce mépris à l'égard de plusieurs centaines de milliers de nos concitoyens? La réponse est simple, mais je la considère effrayante, cependant. C'est tout simplement parce que cela concerne le pauvre monde. Quand cela concerne le pauvre monde, on peut se permettre de sortir le bulldozer et le rouleau compresseur. Quand cela concerne les plus démunis, les plus inorganisés, les plus défavorisés de notre société, eux ont droit à un traitement différent, à un traitement spécial; pour eux, on sort le bulldozer et le rouleau compresseur et on les bouscule. C'est la bousculade et c'est l'adoption d'un projet de loi à toute vapeur, en vitesse, en utilisant la clôture, le bâillon, en jetant comme ça en pâture aux parlementaires une centaine d'amendements, sans même qu'ils aient l'occasion de les examiner et de les étudier sérieusement, parce que cela concerne le pauvre monde.

Il s'agit là, M. le Président, d'un comportement scandaleux et indigne d'une société démocratique, d'un gouvernement à l'égard d'une catégorie de notre société la plus démunie. Le pauvre monde, les plus démunis, les plus défavorisés n'ont surtout pas droit de la part de ce gouvernement d'être entendus. Le gouvernement ne tient surtout pas à être attentif et soucieux à l'égard des besoins et des attentes des bénéfici-

ciaires de l'aide sociale. De plus, on ne prend même pas la peine de faire en sorte que les droits fondamentaux de ces personnes, qui sont directement concernées par ce projet de loi, soient protégés et le soient bien. Pourtant, la plupart des grands organismes de la société québécoise réclamaient du premier ministre tout récemment que le projet de loi 37, qui était jugé contraire à plusieurs dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne par la Commission des droits de la personne du Québec, à tout le moins contienne une disposition garantissant les droits fondamentaux des personnes concernées. C'est pour cette raison que ma collègue, la députée de Maisonneuve, a déposé un amendement en ce sens qui se lit comme suit: Ces programmes doivent respecter les droits de la personne que garantissent la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et d'autres lois et être garants d'un processus de prise de décision clair et impartial, notamment du droit à une procédure équitable, de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée. (23 h 40)

Cela fait des semaines que ma collègue, députée de Maisonneuve, exige et réclame l'introduction d'une disposition en ce sens dans le projet de loi, pour faire en sorte qu'à tout le moins les droits fondamentaux de ces personnes soient protégés par la loi elle-même. Peine perdue; on se refuse à cette protection élémentaire des droits fondamentaux de la personne. Pourtant, M. le Président, dans la question linguistique qui nous préoccupe tous ces temps-ci, ce gouvernement n'a à la bouche que les droits individuels concernant la communauté anglophone. À tout bout de champ, quand on demande, entre autres, d'introduire la clause nonobstant sur la question de l'affichage, on nous ressort invariablement le discours des droits individuels qu'il faut protéger dans les circonstances concernant cette question linguistique.

Quand il s'agit des personnes bénéficiaires de l'aide sociale, c'est curieux, mais ce n'est pas important, les droits individuels. Ce n'est pas important que ces personnes soient protégées, voient leurs droits fondamentaux protégés dans le projet de loi lui-même. Ce n'est pas pertinent. Ce n'est pas utile. Mais quand il s'agit des anglophones, par exemple, et de la question linguistique, là, c'est important; c'est capital. Là, c'est central, les droits individuels sont mis de l'avant et il faut en assurer la protection. Mais quand il s'agit des plus défavorisés - ils sont 600 000 au Québec - ce n'est pas utile de prévoir la protection de leurs droits fondamentaux.

M. le Président, je conclus là-dessus. Je considère comme tout à fait inqualifiable la façon dont le gouvernement se comporte à l'égard de 600 000 de nos concitoyens. Je considère comme inqualifiable la façon dont ce gouvernement adopte des lois en ajoutant comme ça, à la dernière minute, une centaine d'amende-

ments qu'on n'a même pas le loisir d'examiner sérieusement. C'est pour cette raison que nous allons, de notre côté, poursuivre notre lutte et notre opposition à ce projet de loi qui aura pour effet l'appauvrissement de plusieurs centaines de milliers de nos concitoyens. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Je reconnais maintenant M. le député de Shefford.

M. Roger Paré

M. Paré: Merci, M. le Président. Très rapidement, parce qu'on n'a pas grand temps et, de toute façon, ce n'est certainement pas avec ces quelques minutes qu'on va réussir à convaincre un ministre qui ne veut rien comprendre quand il s'agit du sort des gens les plus démunis de la société. Pourquoi y a-t-il urgence, ce soir, d'adopter le projet de loi 37. C'est bien simple, c'est facile à comprendre. C'est, encore une fois, pour tromper la population, pour leurrer les gens, leurrer les électeurs. Parce que, il y a trois ans, on avait pris l'engagement formel de donner la parité de l'aide sociale aux jeunes, tout comme on avait promis la reconnaissance de la travailleuse au foyer au Régime des rentes du Québec.

Avez-vous vu si on a réussi à enterrer cette belle promesse? On n'en parle plus. Oubliez ça, *n'en* parlez plus. On aurait bien voulu faire la même chose avec l'aide sociale, mais on n'a pas pu. Donc, on est obligé de légiférer. La meilleure façon, maintenant, de montrer qu'on a fait quelque chose, c'est d'adopter un projet de loi qui donne l'impression qu'on aide les gens, qui donne l'impression qu'on va tenir sa promesse.

Pourtant, si on avait voulu tenir parole, on n'aurait pas besoin de d'adopter un projet de loi, parce que la loi actuelle, à l'article 31, paragraphes e) et f) permet au gouvernement de donner la parité maintenant, si on le veut bien. On ne l'a pas fait. Pourquoi? On ne veut pas le faire. C'est aussi simple que ça, sauf qu'il faudrait avoir la franchise de le dire. Il faudrait avoir le courage de dire: On vous a fait une fausse promesse, comme les autres, et on ne la tiendra pas. Mettez ça dans votre pipe et acceptez ça. Mais non, on n'ose pas le dire. À la place on dit: On dépose le projet de loi 37 pour vous faire croire qu'on tient notre promesse. C'est faux, parce qu'il y avait moyen de donner la parité avec la loi actuelle. Le projet de loi 37 ne vient pas donner la parité de l'aide sociale. Cela fait croire que, dans le temps, on ne sait pas quand, peut-être la donnera-t-on... après les prochaines élections générales.

C'est ça que dit le projet de loi 37. C'est incroyable, une job aussi mal faite. C'est honteux pour des législateurs d'agir de cette façon. C'est manquer de respect pour le Parlement, pour toute la population, spécialement pour les gens qui sont concernés. Après trois ans, on nous

dépose le projet de loi 37. Après une commission parlementaire et après en avoir discuté avec tout le monde, on nous dépose le projet de loi 37. Après sept jours d'auditions en commission parlementaire article par article, on décide que c'est assez. Cela touche 600 000 citoyens et citoyennes les plus démunis de la société. Et pourtant, comme le disait tantôt mon collègue de Lac-Saint-Jean, la veille du bâillon, on nous apporte 100 amendements dont on n'a pas discuté. Comment voulez-vous qu'on puisse sérieusement, les députés de l'Assemblée nationale, savoir ce qu'on est en train de voter ici ce soir, et comment pouvait-on savoir, en commission parlementaire, ce que contenait le projet de loi? C'est rire du monde. Un projet de loi de 134 articles et 100 amendements. Et on nous demande sérieusement de faire notre job. On refuse de déposer la réglementation quand on sait que la moitié exactement des articles dépende de la réglementation. Donc, venez discuter article par article en commission parlementaire, sur quelque chose dont vous ignorez le contenu. On se pète les bretelles de l'autre côté en disant: On peut y aller, ne nous gênons pas, on a l'appui d'Alliance Québec et du Conseil du patronat du Québec. Oh! Cela, c'est représentatif des gens qui ont de la misère. Cela, c'est représentatif de la majorité québécoise. Cela, c'est représentatif des gens qui sont dans la misère. C'est plutôt représentatif des gens qu'on veut choyer de l'autre côté. Dis-moi qui te nourrit et je vais t'aider; c'est exactement ce qu'on est en train de faire de l'autre côté. Votre vrai visage, on le voit encore une fois dans le projet de loi 37. Vous vous faites nourrir par la caisse électorale et les amis, Alliance Québec, le Conseil du patronat du Québec; ce soir, ce sont les deux seuls qui vous appuient parmi toute la population du Québec. Tous les autres groupes, par centaines, vous dénoncent comme étant surtout pas très réceptifs, pas très honnêtes, et pas très respectueux des gens que vous devez aider comme gouvernement, c'est-à-dire ceux qui sont mal pris. 1600 groupes vous dénoncent et pas n'importe quels, tous ceux qui sont habitués de travailler avec les gens qui sont dans la misère. Les évêques du Québec vous dénoncent comme n'étant pas respectueux de la personne humaine, mais vous vous en foutez pas mal. Vous vous en foutez pas mal, parce que vous aimez mieux récompenser ceux qui vous aident. Vous agissez comme des tapis rouges. C'est inacceptable dans une société. Un jour ou l'autre, vous allez le payer par ces mêmes gens-là que vous êtes en train de maltraiter.

M. Lefebvre: Pas de menaces! Pas de menaces!

M. Paré: C'est incroyable! Ha! Ce ne sont pas des menaces, M. le député de Frontenac. C'est juste regarder la vérité en face. On est en train de légiférer pour faire accroire aux gens

qu'on va tenir une promesse qu'on n'a pas tenue et qu'on n'a pas l'intention de tenir; on a l'intention, encore une fois, de fesser sur les plus démunis de la société. On est en train de parler d'un projet de loi qu'on ne connaît même pas, étant donné que les amendements viennent d'être déposés. La réglementation, on ne la connaît pas, on n'est pas capables de savoir quels en seront les effets.

Juste un exemple, parce que je sais que je n'ai pas grand temps, si on parlait de l'habitation. Qu'est-ce qu'on va faire pour les gens les plus démunis en matière d'habitation? Eh bien, pour les gens démunis, mal pris, qui veulent essayer de s'entrajeter, de partager le logement, on leur dit tout simplement: Vous autres, si vous voulez vous aider à vous en sortir, on va vous aider à vous caler. On va vous empêcher de vous en sortir. Si vous vivez à deux ou trois, que vous partagez le logement pour avoir moins de misère, on va couper votre chèque. On ne veut pas que vous vous aidiez solidairement à vous en sortir, mais on veut que vous creviez solitairement, par exemple. On va vous aider à rester seuls dans votre misère. On ne vous permettra pas de vous regrouper pour vous en sortir. Voilà un exemple.

Un autre exemple sur l'habitation. Les gens qui demeurent dans les HLM, les coopératives d'habitation et les organismes sans but lucratif... Pour être dans les HLM, les organismes sans but lucratif et avoir droit au supplément au loyer, qui faut-il être? Les plus démunis de la société. Il ne faut pas avoir d'argent, il faut avoir de la misère à arriver. Ce sont ces gens-là qui sont là-dedans. Là, on leur dit, le ministre vient de se donner le pouvoir de couper davantage ces gens-là. Pourquoi? Ha, Il faut le faire! Il dit: Les gens qui sont dans les HLM et dans les coopératives ont un avantage économique parce qu'ils paient moins cher de loyer, comparativement aux autres qui sont à l'aide sociale, dans la misère noire, dans le secteur privé. Donc, ce n'est pas acceptable que des gens dans la misère réussissent à avoir un peu moins de misère que les autres parce qu'ils participent aux travaux dans les coopératives, entre autres. On va vous régler votre sort, vous autres. Ne vous en faites pas, ceux dans les coopératives, dans les HLM et dans les organismes sans but lucratif. Parce que vous vous êtes pris en main, parce que vous avez décidé de vous aider collectivement à vous en sortir, vous ne réussirez pas, on va vous accrocher dans le détour. C'est cela qu'on est en train de vous dire. On va vous couper parce qu'il y en a, comme vous autres, qui ont plus de misère et on va vous ramener au niveau de ceux qui sont les plus mal pris dans la société. On va faire en sorte que vous soyez égaux aux plus pauvres.

(23 h 50)

Donc, c'est exactement la politique du gouvernement libéral: les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Et à ceux parmi les plus

pauvres qui réussissent à s'en sortir un peu, on va vous ramener au niveau des plus pauvres. C'est exactement cela qu'on est en train de dire. Mais qu'est-ce que cela va faire? On ne le sait pas encore parce que l'ancien ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu qui est maintenant responsable de l'Habitation a dit que cela ne s'appliquera pas: N'ayez pas peur, on ne vous coupera pas les gens dans les HLM et dans les coopératives. Et pourtant, le ministre actuel s'est donné le pouvoir. Qui dit vrai, de l'autre côté? Qu'est-ce qui va arriver? Il faut adopter ce projet de loi sans savoir ce qui va arriver aux plus démunis de la société. On nous demande d'adopter cela à la noirceur, évidemment, surtout à la noirceur non pas seulement parce que c'est le soir, mais la noirceur sans l'éclairage nécessaire pour pouvoir voter correctement. C'est pour cela que la Confédération québécoise des coopératives d'habitation a écrit au premier ministre en disant: Après sept jours seulement de commission parlementaire, sans avoir déposé l'abondante réglementation toujours inconnue, après n'avoir déposé qu'avant-hier la centaine d'amendements prévus, après avoir refusé d'entendre, en commission parlementaire, l'expertise des groupes concernés par la réforme de l'aide sociale, votre gouvernement s'apprête à décréter à la sauvette les conditions de vie de 600 000 hommes, femmes et enfants. Ce bâillon est un affront à la dignité des personnes assistées sociales, des Québécois et des Québécoises que nous sommes. C'est un affront que vous êtes en train de faire non seulement au 600 000 personnes concernées, à tous les groupes qui demandent d'être entendus, à tous les groupes qui ont dénoncé non seulement votre projet de loi mais votre comportement, c'est en plus un affront au système démocratique dans lequel nous vivons. On peut dire que c'est le plus beau au monde quand on n'est pas en train de le manipuler comme vous le faites, parce qu'on est en train de voter des projets de loi dont on ne connaît pas encore tous les effets, parce que vous avez refusé de déposer à temps ce qui était nécessaire pour qu'on puisse étudier de façon correcte ce projet de loi. On est en train de voter à la sauvette, comme dit la Confédération québécoise des coopératives d'habitation, un projet de loi qui va lier le sort de 600 000 Québécoises et Québécois parmi les plus pauvres. Vous devriez avoir honte de voter ce projet de loi mesdames et messieurs du côté du gouvernement.

Le Vice-Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, pour une brève réplique de cinq minutes.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: M. le Président, étant donné qu'il semble que nous ayons entendu le dernier représentant de l'Opposition, j'aimerais dire

quelques mots. Je n'ai pas utilisé mon droit de réplique très souvent au cours de la soirée parce que je n'ai pas jugé bon de le faire. Je pense qu'il convient, à ce moment-ci, de faire le point et de dire pourquoi nous nous retrouvons, lors de l'étape du rapport de la commission parlementaire, avec des amendements qui n'ont pas été étudiés par ladite commission parlementaire. La raison est simple. Nous avons passé 35 heures en commission parlementaire dont les premières 15 ou 20 heures en motions préliminaires. C'est-à-dire qu'avant d'aborder l'article 1, l'Opposition a jugé bon de nous saisir d'une quantité importante de motions dites dilatoires. C'est-à-dire des motions pour perdre le temps de la commission parlementaire. La députée de Maisonneuve, députée de l'Opposition, avait bien fait savoir que l'Opposition entendait faire un blocage systématique à l'endroit de la loi. Elle l'a dit. Cela a été répété et cela a été cité dans les journaux. Alors, voulant tuer le temps, comme on dit, elle faisait comme on fait au hockey, M. le Président. Elle tuait le temps pendant une punition, elle tournait en rond, elle parlait, elle placotait et, pendant ce temps, les heures tournaient. Or, ces heures, c'était autant d'heures que nous n'avions pas pour étudier les articles. Si la députée de Maisonneuve, plutôt que de faire du placotage, avait bien voulu passer à l'étude des articles nous aurions eu amplement de temps pour étudier chacun des articles, y compris, tous les amendements. En fait, on aurait pu étudier tranquillement quelque chose comme quatre articles par heure. Quatre articles par heure, c'est même moins que ce que fait la commission parlementaire de l'éducation présentement dans le projet de loi 107 qui est étudié et où on nous citait mon collègue le ministre de l'Éducation comme un modèle du genre. On aurait fonctionné à un rythme encore plus lent qu'on aurait eu le temps d'étudier tout le projet de loi 37. Malheureusement, l'Opposition n'était pas intéressée. Quant aux amendements, on aurait pu les déposer et en faire l'étude tranquillement aussi de la même façon, sauf que comme l'Opposition n'était même pas intéressée à passer à l'article 1, il était inutile de lui donner les amendements pour les autres articles. En fait, nous avons livré les amendements à l'Opposition à partir du moment où on nous a montré un peu de bonne volonté, c'est-à-dire vers la toute fin, après quelque chose comme 25 heures d'étude.

M. le Président, tout à l'heure, on nous a dit: Bon, les groupes veulent se faire entendre. Le député de Shefford nous parlait des groupes qui veulent se faire entendre. Or, jamais ou très rarement, en tout cas, dans l'histoire de ce Parlement n'a-t-on vu une commission parlementaire qui a entendu autant de groupes et pendant aussi longtemps. Au printemps dernier, la commission parlementaire a entendu des groupes pendant quelque chose comme 110 heures. Il y a un nombre incalculable de groupes, au-delà d'une centaine, qui sont venus se faire entendre

et qui ont livré à la commission l'essentiel de ce qu'ils avaient à dire sur la réforme de l'aide sociale et sur le projet de loi qui avait été rendu public précédemment.

Le député de Shefford nous parlait également des groupes d'habitation. M. le Président, je connais assez bien ce domaine-là, puisque j'ai été responsable de ce secteur pendant deux ans et demi. Je peux dire que la réponse que nous apportons présentement au problème de logement des familles les plus démunies est exceptionnelle. Le programme d'allocation-logement que nous avons annoncé va permettre à des personnes à faible revenu, dont environ 45 000 familles à l'aide sociale et 6000 familles de travailleurs à faible revenu, de profiter de cette allocation-logement qui va leur permettre d'obtenir une allocation mensuelle qui va évidemment bonifier leurs prestations d'aide sociale. Je souligne que 70 % de ces familles-là sont des familles monoparentales dont le chef est une femme.

Bref, M. le Président, ce projet de loi, par les améliorations importantes qu'il apporte, tant aux jeunes de moins de 30 ans qu'à ceux qu'on appelle les inaptes ou ceux qui ont de sévères contraintes à l'emploi et aux familles monoparentales, est une amélioration importante par rapport à la situation qui prévaut présentement. Le gouvernement ne veut pas retarder davantage ces améliorations considérables et prolonger une situation qui n'est pas dans l'intérêt des assistés sociaux. Le gouvernement n'économise pas d'argent par cette réforme, quoi qu'en dise l'Opposition. Avec la réforme, le gouvernement va investir des dizaines et des dizaines de millions de dollars de plus que ce que cela lui coûte présentement. Ce ne sont donc pas des coupures que nous faisons, ce sont des ajouts pour une très grande partie de ceux qui sont présentement à l'aide sociale. C'est pourquoi, M. le Président, c'est avec plaisir et avec conviction que je vous propose de passer éventuellement à l'adoption du rapport de la commission parlementaire. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Le débat sur la prise en considération du rapport de la commission des affaires sociales et des amendements proposés au rapport et au projet de loi 37 est donc terminé. Est-ce que l'Assemblée est maintenant prête à se prononcer? M. le whip de l'Opposition.

M. Brassard: Il y a une entente à savoir de reporter le vote à demain, après la période des affaires courantes.

Le Vice-Président: Aux affaires courantes. Donc, il y aura vote par appel nominal demain ou à la prochaine période des affaires courantes. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je fais motion pour ajourner les travaux à demain matin, à 10 heures.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. En conséquence, les travaux de l'Assemblée nationale sont ajournés au mardi 13 décembre, à 10 heures.

(Fin de la séance à minuit)